

32

Mémoires d'un combat :

Kultura, 1947-2000

Sous la direction de

Stefan Meller et Thierry de Montbrial



institut français
des relations
internationales

MÉMOIRES D'UN COMBAT:
KULTURA, 1947-2000

J. G. Lévesque

L'Ifri est en France le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

*
**

Ce livre est issu des travaux de la conférence internationale organisée, le 17 décembre 1999, en hommage à Kultura et à son fondateur, Jerzy Giedroyc, par l'Ifri et l'ambassade de Pologne en France, sur le thème: « Le rôle des élites d'Europe centrale et orientale dans la fin de la guerre froide et la redéfinition du monde ».

Ifri, Paris, 2001

Institut français des relations internationales
27, rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00 - Fax: 33 (0)1 40 61 60 60
E-mail: ifri@ifri.org - Site Internet: www.ifri.org

LES CAHIERS DE L'IFRI

MÉMOIRES D'UN COMBAT:

KULTURA, 1947-2000

Sous la direction de Stefan Meller et Thierry de Montbrial

Dans la même collection
« Les cahiers de l'Ifri »

- **n° 31:** *Asia-Europe Cooperation: Beyond the Financial Crisis*
Rapport du Conseil pour la Coopération Europe-Asie
- **n° 30:** *La Politique étrangère de la nouvelle Allemagne*
Sous la direction de Hans Stark
- **n° 29:** *L'Énergie nucléaire au XXI^e siècle: enjeux de sécurité*
Bob van der Zwaan
- **n° 28:** *Énergie, développement et sécurité*
Sous la direction de Dominique Finon et Pierre Jacquet
- **n° 27:** *La France et la Russie à la recherche d'un monde multi-polaire*
Youri Roubinski
- **n° 26:** *Of Chips, Floppy Disks and Great Timing: Assessing the WTO Information Technology Agreement*
Barbara A. Fliess et Pierre Sauvé
- **n° 25:** *Les Relations franco-allemandes: état et perspectives*
Sous la direction de Hans Stark
- **n° 24:** *L'Union européenne en l'an 2000*
Sous la direction de Philippe Moreau Defarges
- **n° 23 et 21:** *La France et le Japon face aux nouvelles questions de sécurité (2 vol.)*
Japan Institute of International Affairs/Ifri
- **n° 22:** *Le Couple syro-libanais dans le processus de paix*
Sous la direction de May Chartouni-Dubarry
- **n° 20:** *L'Europe entre marché unique et monnaie unique*
Sous la direction de Pierre Jacquet et Jean Pisani-Ferry

Table des matières

Avant-propos <i>Thierry de Montbrial</i>	p. 7
De la fin de la guerre froide à la redéfinition du monde <i>Thierry de Montbrial</i>	p. 9
Kultura et l'Europe <i>Stefan Meller</i>	p. 15
Un prince de la pensée et de l'esprit polonais <i>Bronislaw Geremek</i>	p. 17
Kultura, la Pologne et l'Ukraine dans l'après-guerre froide <i>Bohdan Osadtchouk</i>	p. 23
Kultura et l'avenir de l'Eurasie <i>Zbigniew Brzezinski</i>	p. 29
Le devoir de vigilance <i>Leszek Kolakowski</i>	p. 37
Kultura et la réconciliation de la Pologne avec ses voisins <i>Aleksander Smolar</i>	p. 41
Une leçon de confiance en l'homme <i>René Rémond</i>	p. 45
« Il y a des grèves sur le littoral ! » <i>Stefan Tafrov</i>	p. 47
La corruption du langage : un danger pour la Russie <i>Natalia Gorbanievskaïa</i>	p. 51

La constitution de l'identité biélorusse : contexte colonial et résistance anticoloniale <i>Aliaksandr Antsipenka</i>	p. 55
L'intelligentsia polonaise et l'Union européenne <i>Jacques Faure</i>	p. 59
Une passerelle entre la Pologne et l'Occident <i>Jan Nowak-Jezioranski</i>	p. 65
L'Europe ne s'arrête pas à la frontière orientale de la Pologne <i>Jacques Le Goff</i>	p. 69
Pour un espace européen et centre-européen <i>Petr Janyska</i>	p. 73
Lettre à Jerzy Giedroyć <i>Pavel Tigrid</i>	p. 77
Le programme <i>Apollo</i> de la culture européenne <i>Leopold Unger</i>	p. 79
Cendrillon, la Biélorussie et l'Europe <i>Adam Maldzis</i>	p. 89
Les identités européennes au XXI^e siècle <i>Georges Mink</i>	p. 95
Comment sauver l'identité nationale ? <i>Adam Michnik</i>	p. 99
De l'identité <i>Czeslaw Milosz</i>	p. 103
« <i>Kultura</i> fut une sorte d'ordre religieux » <i>Jerzy Giedroyć, entretien avec Barbara Torunczyk</i>	p. 107
Liste des participants à la conférence	p. 125
Index	p. 127

Avant-propos

Lorsque Stefan Meller, ambassadeur de Pologne en France, m'a proposé d'organiser à l'Ifri une conférence internationale en hommage à la revue *Kultura* et à son directeur-fondateur depuis 1947, Jerzy Giedroyć, j'ai aussitôt accepté avec enthousiasme.

Dans l'Europe post-soviétique, hélas marquée, peut-être inévitablement, par le cynisme et le matérialisme, il importe de saisir toutes les occasions de ressusciter les voix de ceux qui, inlassablement, dans les périodes les plus sombres de la guerre froide, ont incarné l'espérance en l'unification de notre continent autour de valeurs dignes de ce nom.

La conférence dont ce volume constitue les actes s'est tenue en décembre 1999. D'éminentes personnalités européennes ou d'origine européenne, certaines venues de l'ancienne URSS, ont fait d'amples, remarquables et souvent émouvantes communications qu'on lira avec un immense intérêt. Jerzy Giedroyć lui-même a pu se rendre à l'Ifri et fut accueilli par une ovation dont chacun se souvient. Il s'est éteint en septembre dernier. Ses admirateurs et tous ceux qui restent attachés à prolonger son œuvre accorderont certainement une attention particulière au présent ouvrage qui, je crois, fait honneur à l'idée européenne. Il est évidemment dédié à la mémoire du « Prince » et, en tout cas, du sage de Maisons-Laffitte.

Thierry de Montbrial
Membre de l'Institut
Directeur de l'Ifri
Février 2001

De la fin de la guerre froide à la redéfinition du monde

Thierry de Montbrial*

Cette réunion s'inscrit dans une perspective historique: le rôle des élites d'Europe centrale et orientale dans la fin de la guerre froide et la redéfinition du monde. Zbigniew Brzezinski a rappelé qu'en Russie, l'absence d'élites ayant préparé l'après-communisme constituait une différence considérable par rapport à la situation de l'Europe centrale et orientale. Puisque nous sommes réunis aujourd'hui pour rendre hommage à *Kultura* et à son directeur, Jerzy Giedroyc, nous devons considérer à la fois le présent et l'avenir, et notre réflexion devra constamment faire le va-et-vient entre les deux. C'est dans cette perspective de flèche de temps du passé, du présent et de l'avenir que je voudrais me placer.

Nous sommes tous embarqués – concrètement ou potentiellement – dans une extraordinaire aventure, celle de la construction européenne. Une aventure qui, je le crois profondément, est la seule innovation politique significative du XX^e siècle. Porteuse d'avenir, elle est probablement aussi importante qu'a pu l'être en son temps la création de l'État-nation, qui fut également le résultat d'une très longue alchimie.

Les deux phénomènes peuvent être rapprochés l'un de l'autre puisque, dans les deux cas, ils sont la conséquence d'une redéfinition et d'une réorganisation des sociétés humaines, consécutives à des bouleversements dans l'ordre de la pensée et de la technologie. Dans un cas, il s'agit de l'invention de l'imprimerie, dans l'autre – symboliquement –, de l'émergence d'Internet. Par conséquent, bien que la plupart d'entre nous, et en particulier les jeunes, ne se rendent pas

* De l'Académie des sciences morales et politiques, directeur de l'Ifri.

compte de la signification de ce processus, ce que nous sommes en train d'accomplir en Europe est tout à fait extraordinaire. Encore une fois, je serais heureux que les débats de cette journée nous donnent l'occasion de nous placer non seulement dans une perspective historique – celle du passé – mais également dans une perspective d'avenir.

Cette aventure européenne est pleine de surprises mais aussi de risques. Nous nous sommes lancés dans l'entreprise de l'euro. C'est un pari d'autant plus remarquable que nous avons décidé – à mon avis à juste titre – de faire l'euro avant que les conditions économiques de son succès – c'est-à-dire les conditions de ce que les économistes appellent une «zone monétaire optimale» – ne soient réunies. En théorie économique, on connaît à peu près aujourd'hui les conditions de la réussite d'une zone monétaire unifiée. Robert Mandel a reçu le prix Nobel pour ses travaux du début des années 1960 sur la question. Le pari que nous avons fait est de créer ces conditions dans les années qui viennent dans la zone euro.

Nous faisons bien d'autres paris, par exemple celui de l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale. À cet égard, il est important de faire une distinction entre les premiers et les seconds, car l'«addition» de ces derniers va peut-être provoquer de multiples problèmes. Nous avons sans doute eu raison d'engager cette démarche ; mais, là encore, il s'agit d'un formidable pari, car les conditions du succès sont probablement encore moins réunies *a priori* qu'elles ne le sont pour la monnaie, et ceci sans parler de la possibilité de l'extension encore plus à l'est de l'Europe. En outre, la décision prise à Helsinki de reconnaître la Turquie comme pays candidat à l'Union européenne ajoute encore de nouvelles dimensions à ces difficultés.

On le voit bien : il y a dans cette aventure une tendance assez systématique à «mettre la charrue devant les bœufs». Et cependant, si l'on ne procédait pas ainsi, on n'avancerait pas, peut-être même reculerait-on. Chacun sait que l'innovation est un saut dans l'inconnu. Le philosophe français Lalande distinguait entre la «raison constituante» et la «raison constituée» : celle-ci est le perfectionnement de ce qui existe ; celle-là, le saut dans l'inconnu. Il faut avancer, et

c'est ce que nous faisons pour l'Europe. Mais, en dépit des incertitudes, le processus de construction européenne me semble dépendre de cinq conditions, de cinq constantes. Je voudrais les rappeler rapidement. Il serait intéressant d'examiner aujourd'hui, dans notre réflexion sur le rôle des élites d'Europe centrale et orientale dans les cinquante dernières années, si ces facteurs se retrouvent ou ne se retrouvent pas.

La première constante est l'idée de réconciliation. S'il existe une Union européenne, établie à partir de ce que l'on a appelé la Communauté européenne, c'est parce qu'il y a eu un choix déterminé de réconciliation, inauguré avec la réconciliation franco-allemande et poursuivi avec la réconciliation germano-polonaise. Cette réconciliation va beaucoup plus loin que de simples paroles : c'est une disposition intérieure tout à fait fondamentale qui s'est traduite par des gestes forts, constamment répétés, qu'il s'agisse du chancelier Brandt s'agenouillant devant le monument du ghetto de Varsovie ou, en 1994, du défilé des troupes de la *Bundeswehr* sur les Champs-Élysées, à l'invitation de la France et sous les applaudissements de la foule.

La deuxième constante est l'idée de démocratie. C'est évidemment un concept difficile à cerner. Zbigniew Brzezinski a rappelé combien la question de savoir si la Russie est devenue démocratique était délicate. La Russie dispose de certains éléments de la superstructure d'un État démocratique – pour employer un vocabulaire marxiste – mais est-elle pour autant vraiment démocratique ? L'Inde, d'ailleurs, est-elle vraiment une démocratie ? Au risque de choquer certains d'entre vous, je dirai oui à certains égards, mais probablement non à bien d'autres. La démocratie en Europe a aujourd'hui une double dimension. La première est le caractère démocratique de chacun de nos pays pris individuellement, et cette condition-là est tellement forte que nous en avons même fait le critère pour le second élargissement : c'est après la fin du régime des colonels en Grèce, après la mort de Franco en Espagne, et celle de Salazar au Portugal, qu'il a été considéré que ces trois pays, par le simple fait qu'ils devenaient démocratiques, avaient le droit de rentrer dans la Communauté européenne. Le même raisonnement fut appliqué ultérieurement, après 1989-1990, quand les pays d'Europe centrale et orientale ont été invités à rejoindre l'Union euro-

péenne. Comme nous sommes plus ou moins des pays appartenant à la même aire culturelle ou à la même civilisation, on peut donc considérer que nous avons en gros les mêmes conceptions de la démocratie.

La seconde dimension concerne le caractère démocratique des institutions de l'Union elle-même. À cet égard, nous souffrons encore de quelques lacunes, puisque nos institutions, telles qu'elles se sont développées, manquent à l'évidence de lisibilité. C'est ce que l'on appelle actuellement en Europe le «déficit démocratique», c'est-à-dire le fait que la construction européenne est perçue par les citoyens comme manquant de légitimité. Une des grandes tâches pour les années à venir est de combler ce fossé entre les institutions de l'Union et les citoyens. Personnellement, je suis de ceux qui pensent qu'une bonne façon de procéder serait de produire assez rapidement une Constitution, une loi fondamentale, une *Grundgesetz* européenne. C'est ce qui est fréquemment proposé en Allemagne, à juste titre selon moi.

La troisième constante est l'idée de sécurité. La sécurité revient à protéger quelque chose : ce que l'on protège est ce que l'on a reconnu comme devant l'être. La notion de sécurité est donc intimement liée à celle d'identité elle-même. Or personne, à ma connaissance, n'a jamais défini précisément l'identité européenne. Je me souviens d'un petit opuscule de Jacques Le Goff qui rappelait que, depuis Hérodote, on cherchait à définir – en vain – les limites de l'Europe. Cela veut dire que la définition de l'Europe par des critères géographiques est impossible. Il s'avère qu'il en est de même en recourant à des critères historiques, et que la tâche n'apparaît guère beaucoup plus aisée en s'appuyant sur des critères culturels.

On doit donc rechercher plus loin la définition de l'Europe. Mais, tant que nous ne parviendrons pas à mieux cerner la nature de l'identité européenne, nous nous trouverons en difficulté, car nous aurons finalement un ensemble de plus en plus vaste et de plus en plus hétérogène. Parler de l'identité de cet ensemble deviendra impossible et, par conséquent, parler de sa sécurité également. J'aimerais qu'au cours de cette journée, nous parvenions à dégager certains des éléments constituant cette identité européenne.

Il me semble que l'un de ces éléments se trouve dans la diversité ethnique et culturelle. Autrement dit, comme le maintien de la diversité biologique est une condition fondamentale de la survie de l'humanité, peut-être est-il possible de poser comme postulat que le maintien de la diversité culturelle et ethnique est l'un des éléments clefs de l'identité de l'Europe? Mais un tel postulat a des implications extrêmement fortes, particulièrement en ce qui concerne la démocratie. C'est ainsi que nous demandons à la Turquie, dans la perspective de son éventuelle adhésion à l'Union européenne, de résoudre un problème que nous avons été incapables de résoudre nous-mêmes : celui du traitement démocratique des minorités. Car, à ma connaissance, personne n'a résolu de façon satisfaisante la question du respect des minorités en démocratie.

La quatrième constante, c'est l'économie de marché. Ce concept ne se limite pas à la libre circulation des biens et des services ; il concerne également la mise en œuvre de cette «zone euro» à laquelle je faisais allusion tout à l'heure, avec toutes ses exigences. L'élargissement nous pose un problème, car il doit s'accomplir dans des conditions compatibles avec le maintien, la survie et la mise en œuvre effective de cette zone, sinon nous aurions fait une progression à la Pyrrhus.

La cinquième et dernière constante, enfin, qui me paraît centrale dans le processus même de la construction européenne, est l'idée de solidarité. C'est, bien entendu, un concept d'ordre moral, mais aussi politique, car il n'y a pas de maintien d'identité, et par conséquent d'unité, sans solidarité. Unité, sécurité et identité sont intimement liées.

Une société qui n'a pas un minimum de solidarité organisée se désagrège nécessairement. Dans le cas de l'Europe, la pratique de bonnes politiques de solidarité est une nécessité. Il est impératif, par exemple, d'éviter les déviations que l'on connaît pour la politique agricole commune. La solidarité doit être à la fois interne et externe. La solidarité interne est celle qui s'applique aux populations de l'Union européenne ; la solidarité externe consiste à s'occuper de ses voisins, de peur qu'ils ne projettent leurs propres difficultés à l'extérieur. Cela signifie que, vis-à-vis des pays qui sont à nos frontières, qu'ils soient candidats

ou non, qu'ils puissent l'être ou non, nous avons intérêt à manifester une certaine solidarité. Encore une fois, ceci n'est pas seulement de la morale, c'est aussi de la politique.

Je terminerai par deux remarques. Personnellement je regrette qu'avec le traité de Maastricht le mot « communauté » ait été abandonné au profit de celui, plus banal et plus plat, d'« union ». Il existe en effet, en sociologie, une fameuse distinction, faite par Ferdinand Tönnies et Max Weber, entre communauté et société. Dans une communauté, les membres sont unis par des liens fondamentalement affectifs et, accessoirement, d'intérêt organique. Dans une société, c'est l'inverse. Or ce que nous voulons faire, c'est une communauté. L'usage du mot communauté est noble et je crois qu'il devrait être reconsidéré. C'était d'ailleurs le terme employé par les théoriciens de la Communauté européenne des années 1930, comme par exemple Alexis Léger (Saint-John Perse), secrétaire général du Quai d'Orsay et directeur de cabinet d'Aristide Briand. Tout le vocabulaire de base – dont le terme de « communauté » – a été fixé à cette époque, notamment dans le mémorandum d'Alexis Léger à Aristide Briand sur la Communauté européenne.

Enfin, si l'Union européenne échouait dans les années qui viennent, ce serait extrêmement grave, non seulement pour nous, mais aussi pour le monde. Car qu'advierait-il ? Nous aurions le choix entre l'empire américain et l'anarchie mondiale. Le premier cas ne constitue pas une situation viable : d'une part, je ne crois pas que les États-Unis aient les ressources et la volonté d'entretenir, pendant une période prolongée, une nouvelle forme d'empire ; d'autre part, les peuples du monde ne l'accepteraient probablement pas. Le second cas serait dramatique, car la mondialisation déboucherait alors sur le chaos.

Le succès de la Communauté européenne est donc fondamental. J'exprime le souhait que, dans nos débats d'aujourd'hui, nous ayons en mémoire tous ces combats, auxquels certains d'entre vous ont été mêlés, et les replaçons dans la perspective du XXI^e siècle, c'est-à-dire dans la perspective du succès de cette extraordinaire entreprise qu'est la construction de l'Europe.

***Kultura* et la construction européenne**

*Stefan Meller**

Je voudrais dire, en guise d'introduction, que toutes les remarques que nous entendons depuis plusieurs années sur la construction européenne et sur les visages multiples du monde sont les résultats et les conséquences, entre autres, d'une immense réflexion, menée tout près de Paris, à Maisons-Laffitte, pendant plusieurs décennies, au cours de la guerre froide, c'est-à-dire au cours de cette histoire commune à l'Europe occidentale, centrale et orientale. Cette réflexion a été vécue à tous les niveaux, politique, culturel, et même à celui de l'identité nationale. Je dirais que c'est une des aventures intellectuelles et politiques les plus passionnantes qui aient été menées à l'échelle de notre continent et du monde. En Europe centrale et orientale, elle nous a permis à tous, Polonais, Ukrainiens, Russes, Biélorusses, Bulgares, Roumains, Tchèques, bref, à nous tous de l'« autre Europe », de nous lancer dans une réflexion sur notre avenir et sur celui de nos relations réciproques.

Je dirais aujourd'hui, vingt ans après la naissance de *Solidarnosc*, dix ans après la chute du mur de Berlin, dix ans après les événements qui ont eu lieu dans tous nos pays, dix ans après le commencement du processus de réunification européenne, que nous pouvons mesurer l'effort gigantesque de la revue *Kultura* et la qualité de l'environnement qu'elle a fait naître autour de ses collaborateurs et de son directeur, Jerzy Giedroyc.

D'une certaine manière, le fait que nous nous rencontrions aujourd'hui pour parler du rôle, des attitudes et des états d'âme des élites en Europe centrale et orientale se tient dans le prolongement de ce que *Kultura* nous a légué. Il y a en effet un lien naturel entre histoire et temps présent, car nous sommes tous

* Ambassadeur de Pologne en France.

réunis ici grâce ou à cause de l'histoire, de cette histoire qui nous a permis de changer non seulement la géopolitique européenne, mais aussi la géopolitique mondiale, et de retrouver nos places respectives au sein du « monde libre », comme on disait autrefois.

Tout cela, entre autres, nous le devons à cet effort gigantesque de la revue *Kultura* et de son fondateur, Jerzy Giedroyc. Une des raisons pour lesquelles nous tenions tellement à ce que cette journée puisse avoir lieu, c'est aussi parce que cette réflexion, qui a formé tant de générations, tant d'hommes politiques et tant d'intellectuels, même s'ils ne le savaient pas, nous permet de témoigner du travail qui a été réalisé. Je remercie tous nos amis venus du monde entier pour porter ce témoignage.

Je voudrais remercier aussi tous ceux qui nous ont aidé à préparer cette journée, à savoir la fondation France-Pologne, l'association Solidarité France-Pologne, *Gazeta Wyborcza*, et la fondation Batory de Varsovie.

Et surtout, je voudrais remercier l'Ifri et son directeur qui, comme ils en sont coutumiers, se sont toujours comportés en véritables amis de notre partie du continent – je ne parle pas seulement de la Pologne – et qui comprennent ce qui s'est vraiment passé en Europe avec la réunification, avec la création et la naissance des États indépendants, et avec l'écroulement des régimes totalitaires. Merci, donc, cher Thierry de Montbrial, pour cette compréhension.

Un prince de la pensée et de l'esprit polonais

*Bronislaw Geremek**

Jerzy Giedroyc a vécu assez longtemps pour se trouver dans une situation d'objet d'adoration universelle, de sage entouré d'admiration et de reconnaissance. Lui-même, d'ailleurs, semblait n'accepter ni sa vieillesse ni les hommages qu'on lui rendait. Je me rappelle son visage lorsqu'il écoutait ce que disait à son propos le ministre des Affaires étrangères de son pays – que j'étais – à la session organisée par l'Ifri, à Paris. Je disais à l'époque ce que signifiait sa voix pour le pays qu'il quitta, en 1939, et où il ne revint jamais. Je me rappelais les paroles amères qu'il avait adressées aux élites politiques de la Pologne, à qui une seconde naissance avait été accordée dans la liberté, après 1989 : c'étaient des paroles de mécontentement et de déception, car la réalité du pays qui se libérait du communisme était bien loin de ressembler à ses rêves.

Ces paroles étaient parfois injustes, et j'avais dit à l'époque que lui – et peut-être lui seul – avait le droit de les prononcer. Mais je parlais, avant tout, de la conception du rôle de la Pologne en Europe, du programme de politique étrangère polonaise que Jerzy Giedroyc avait élaboré, et de l'environnement intellectuel qu'il avait su créer autour de sa revue *Kultura*. Il m'adressa alors des paroles aimables, avaries comme d'habitude de poids émotionnel, mais dont il résultait qu'il était content de ce que j'avais dit, et surtout du fait que je l'avais dit en France, lors d'une session organisée par une institution française. Et pourtant, Giedroyc vécut plus d'un demi-siècle dans ce pays sans que l'opinion publique française fût le moins du monde consciente de l'importance de son activité pour la Pologne et pour l'Europe centrale et orientale.

* Ministre polonais des Affaires étrangères, historien.

Dans l'histoire polonaise nationale, l'émigration politique a joué un rôle particulier. Elle constitua une fuite devant la violence, une résistance contre le système politique ou contre l'occupation étrangère ; elle fut aussi une sorte de transfert des idées d'indépendance et même une continuation de l'État national indépendant à l'étranger. De même que la France devint, au XIX^e siècle, le siège de la grande émigration polonaise, de même, après 1945, ce fut elle qui donna refuge à la seconde grande vague d'émigration. Il ne s'agit pas ici d'institutions politiques, le siège du gouvernement polonais émigré étant à Londres, mais de la survie de l'esprit national.

Jerzy Giedroyc traitait son activité en émigration comme le prolongement de son sort de soldat. En créant, en 1947, en Italie, la revue *Kultura* et en la transférant ensuite en France, il rejeta l'attente répandue dans les milieux de l'émigration que la troisième guerre mondiale allait éclater. Le hasard fit que les débuts de *Kultura*, à Paris, furent liés à l'île Saint-Louis, non seulement avec la librairie polonaise *Libella*, mais aussi avec l'hôtel Lambert qui, au XIX^e siècle, avait été le siège des autorités polonaises en exil. Pendant plus de cinquante ans, la revue *Kultura* s'est liée avec la ville de Maisons-Laffitte. Là-bas, chaque mois, un nouveau cahier vit le jour, adressé aussi bien aux milieux de l'émigration polonaise qu'aux lecteurs de Pologne. Un groupe peu nombreux de personnes qui entouraient leur rédacteur, cet « ascète de la cause polonaise », comme l'appela Czesław Miłosz, a formé dans de modestes conditions une communauté absorbée par la seule idée : la liberté de la Pologne.

Giedroyc fut un homme politique racé, mais il donna à sa revue un caractère de revue culturelle. Il attribua le même rôle à l'Institut littéraire et aux *Cahiers historiques*. Le rôle de ces institutions pour la culture polonaise est difficile à surévaluer. Les noms des plus éminents écrivains de l'émigration polonaise étaient liés avec elles, et ce furent eux qui formèrent le deuxième courant de la littérature polonaise tout au long de la seconde moitié du siècle. Giedroyc considérait que la culture était le domaine où se décideraient le sort de la Pologne, la survie de l'identité nationale et la durabilité de l'enracinement dans la civilisation occidentale – et la revue, dans les mains de son rédacteur en chef, fut un laboratoire de la pensée politique sur l'avenir de la Pologne.

Cette pensée fut courageuse et novatrice ; elle rejeta les voies frayées et les sentiers battus. Les milieux de l'émigration, qui attendaient un changement politique rapide et radical, vivaient le dos tourné à la Pologne populaire, au contraire de Jerzy Giedroyc et de *Kultura* : l'observation du pays leur permit de soutenir les chances, aussi bien de son changement évolutif que d'un tournant radical. L'émigration attendait parfois un simple retour à la situation d'avant-guerre – au système et aux frontières d'avant septembre 1939. Jerzy Giedroyc soumit à l'analyse critique le bilan politique des gouvernements d'avant-guerre, auxquels il participa. Il sut aussi reconnaître, avec un courage de « risque-tout », que Vilnius est une ville lituanienne et que Lvov appartient à l'Ukraine. Non seulement cette constatation permit un dialogue raisonnable avec l'Ouest, qui ne pouvait ou ne voulait pas désavouer sa propre décision, mais elle ouvrit aussi des possibilités de dialoguer avec les Litvaniens et les Ukrainiens. Malgré les accusations de trahison de la cause nationale, Jerzy Giedroyc se montra, dans ce cas, à la fois conséquent et intransigeant.

L'anticommunisme fut toujours présent dans sa pensée ; mais il eut d'abord une dimension idéologique et morale et, seulement après, une dimension politique. Jerzy Giedroyc traita l'URSS comme un empire totalitaire. Quant aux menaces qui en résultaient pour la Pologne et pour l'Europe, il les vit aussi bien dans le message maléfique de l'idéologie totalitaire et du système soviétique, que dans la politique impériale d'expansion. Cette pensée fut toujours accompagnée d'un sentiment de solidarité spécifique à l'égard de la nation russe, d'une observation perspicace de la vie russe et d'initiatives amicales envers la Russie ; Jerzy Giedroyc accueillit ainsi de nombreux articles sur ce pays dans sa revue, publia des numéros de *Kultura* en russe, diffusa des traductions de la littérature russe et participa à la création de la revue littéraire de l'émigration russe, *Kontinent*.

Il s'engagea tout particulièrement dans l'établissement de rapports de partenariat avec l'Ukraine, la Biélorussie et la Lituanie. À l'époque, il fallait avoir beaucoup de courage intellectuel pour voir, en dehors de l'architecture impériale de l'Union soviétique, une perspective d'indépendance pour ces trois nations. Il fallait avoir aussi beaucoup de courage et d'imagination pour écrire, en 1972 : « *Le développement futur de la situation [en Pologne] est le plus étroi-*

tement lié au développement de la situation dans l'ensemble du bloc de l'Est et, avant tout, en Russie même – nous devons donc chercher à nous entendre avec les oppositions libérales en Russie (...) et ne pas suivre la voie de la politique de Dmowski qui se liait avec les sphères russes gouvernementales. » Jerzy Giedroyć considérait le soutien aux aspirations à l'indépendance des Lituaniens, des Biélorusses et des Ukrainiens comme une priorité à long terme de la politique étrangère polonaise.

L'idée que la Pologne eût de bonnes relations avec ses voisins de l'Est allait de pair, chez cet héritier de la tradition historique de la grande principauté de Lituanie, avec un évident sentiment de l'appartenance de la Pologne à l'Ouest et de ses liens privilégiés avec l'Europe. Il parlait de la Pologne comme d'une clef de voûte entre l'Adriatique, la Baltique et la mer Noire et, en même temps, comme d'un acteur incontournable de l'intégration européenne. Avec l'éloignement du souvenir des années de guerre, la réconciliation avec les Allemands occupa une place primordiale dans la pensée de Jerzy Giedroyć et de Juliusz Mieroszewski sur la politique européenne.

Le totalitarisme fut certainement le principal point de repère négatif de la pensée politique de Jerzy Giedroyć, mais la menace que faisait peser le nationalisme agressif lui semblait tout aussi importante. C'est avec inquiétude qu'il en voyait les signes dans la politique internationale, même s'il se préoccupait d'abord de son propre pays. Il considérait tout symptôme de fanatisme national comme contraire aux principes fondamentaux de la communauté humaine, mais aussi comme un obstacle important au processus de modernisation de la Pologne.

Aujourd'hui, Maisons-Laffitte fonctionne encore dans la conscience polonaise presque comme un nom de grande métropole européenne. Ce fait est dû à la longue et violente campagne calomnieuse que subirent la revue et son rédacteur en chef. Les médias officiels se servaient constamment du stéréotype « d'activité de diversion », mais cela constituait un tel élément de la propagande officielle et des cours de formation idéologique qu'un débouché spécifique

pour *Kultura* vit le jour. Non sans raison, donc, les militants de la Pologne populaire pouvaient souligner qu'ils étaient des lecteurs fidèles du mensuel parisien.

Jerzy Giedroyć savait pourtant qu'il publiait cette revue pour soutenir l'espoir de la société polonaise. L'opposition démocratique lui doit tout. Mais il fut aussi très heureux et satisfait de voir le rôle croissant de *Kultura* dans les milieux intellectuels et ce qui s'ensuivit : son influence sur la vie politique de la Pologne. Ainsi se vérifiaient les raisons pour lesquelles il avait choisi une revue consacrée à la culture comme instrument d'activité politique. Jerzy Giedroyć était parfois appelé le « Prince ». Il s'irritait à l'entendre. Il fut pourtant un prince de l'esprit polonais et de la pensée polonaise. C'est là une raison de gloire pour le pays qui, durant plus d'un demi-siècle, offrit aide et hospitalité à Jerzy Giedroyć et à sa revue *Kultura*.

***Kultura*, la Pologne et l'Ukraine dans l'après-guerre froide**

*Bohdan Osadtchouk**

En Ukraine, le développement et la formation de l'intelligentsia se sont faits différemment des autres pays, en particulier de la Pologne. Certains facteurs et certains accords aussi bien historiques que géopolitiques en ont décidé ainsi et, notamment, la disparition des élites nationales après l'assimilation forcée ou volontaire de la noblesse, qui, en définitive, conduisit à un retard historique et à la naissance de structures sociales très différentes. C'est ainsi que se développa, en Ukraine, une intelligentsia principalement d'origine paysanne, très différente de l'intelligentsia polonaise ou autrichienne, d'origine noble ou bourgeoise. Les influences des pays voisins n'ont pas été les mêmes non plus, surtout en ce qui concerne les rapports avec la culture de l'Europe occidentale, la France ou l'Italie, d'un côté, et Byzance, de l'autre.

Les destinées de la Pologne et de l'Ukraine au lendemain de l'époque de la servitude n'ont pas été, non plus, les mêmes. À première vue, les annexions ont été similaires, mais les potentiels de résistance et de persévérance dans les fondements de l'identité nationale furent, quant à eux, très différents. Les Polonais, sous l'occupation des États voisins, ont pu se défendre avec succès contre la dénationalisation, grâce à une longue et ininterrompue tradition d'étatisme. Mais les Ukrainiens n'avaient pas de tradition aussi établie, ce qui fait que les conséquences de l'occupation ont été pour eux plus douloureuses.

Autre aspect fondamental de la singularité ukrainienne : la période de l'entre-deux-guerres. Pour les pays qui ont recouvré leur indépendance après la Première Guerre mondiale, cette période s'est avérée, eu égard aux cata-

* Professeur émérite de l'université de Berlin, collaborateur à *Kultura*.

clysmes européens qui ont suivi, tout à fait salubre. Les vingt années d'indépendance sont devenues un bon remède contre la soviétisation forcée, imposée par Moscou et les régimes communistes locaux. En revanche, les pays qui n'ont pas réussi à sauvegarder leur indépendance à cause de leurs propres faiblesses et par manque d'aide de la part des vainqueurs ne possédaient pas ces réserves de résistance. Du reste, aussi bien les vainqueurs que les États nouvellement créés ont laissé les pays conquis par Moscou communiste seul à seul avec un moloch. Le « cordon sanitaire », formé le long des frontières de l'URSS, fut le symbole de l'égoïsme, la preuve de la bêtise illimitée, le signe de la trahison des idéaux de liberté et de communauté des valeurs européennes. Cette trahison s'est répétée plus d'une fois, à Munich en 1938, à Yalta en 1944, et aujourd'hui envers la Tchétchénie.

Cette indifférence des Européens permit à Staline d'imposer à son gré la terreur policière, agricole et ethnique. L'intelligentsia ukrainienne de tous bords, des conservateurs aux gauchistes, en passant par les libéraux, fut décimée, brisée spirituellement par une autre terreur – l'occupation nazie –, et rabaisée à un rôle servile de multiplicateur de la volonté totalitaire du parti dans l'éducation, l'art et la culture. Lorsque « l'empire intérieur », c'est-à-dire l'ex-URSS de la Seconde Guerre mondiale, élargit ses frontières, après la guerre, à « l'empire extérieur », autrement dit aux pays satellites, le système des rapports internationaux commença à changer. De nouvelles règles du jeu se mirent en place. À l'ancienne indifférence et à la séparation d'avec l'Est se substituèrent des éléments totalement contraires de collaboration et de concurrence.

L'Ukraine a profité seulement partiellement de ce changement. Ainsi, elle a pu voir la réalisation de l'union de ses territoires ethniques et obtenir un statut pseudo-souverain du fait de son ralliement à l'Organisation des Nations unies (ONU). Mais les différences intellectuelles nées des disparités de destin pendant l'entre-deux-guerres ont bel et bien perduré, formant deux consciences bien distinctes et donnant naissance à des revendications cachées ou révélées au grand jour. Du fait de la modification des relations internationales et de la rivalité croissante entre les deux blocs, l'intelligentsia est devenue à la fois instrument et acteur dans le jeu des deux camps, surtout pendant la guerre froide qui, sans avoir été décl-

rée, flambait bel et bien pour la première fois dans l'histoire grâce au développement de techniques de communication qui traversaient les frontières et bravaient les interdits de la censure.

Pour l'Ukraine, la Pologne a joué un rôle considérable dans ce domaine. Elle a été et reste une école de la résistance intellectuelle, de la liberté de pensée et du pluralisme des points de vue. Ce n'est pas par hasard que les jeunes et les vieux Ukrainiens se sont mis à apprendre à tout prix le polonais pendant la période de *Solidarnosc*. Du reste, cet esprit libertaire a fait qu'en général, dans l'esprit des Ukrainiens les plus âgés, les stéréotypes négatifs à propos des Polonais (*Lachy*) et des « Polonais blancs » ont totalement disparu.

Cependant, malgré la victoire de la liberté et la chute du communisme, le temps ne s'égraine pas à la même vitesse dans nos deux pays. Les intellectuels ukrainiens font un travail de Sisyphe. Premièrement, ils essaient de rétablir la mémoire historique effacée et persécutée : à cet effet, ils remplissent de contenu les « taches blanches » de la littérature nationale, impriment et publient les œuvres littéraires depuis longtemps interdites ; deuxièmement, ils tentent de rompre un isolement et un provincialisme qui durent depuis de nombreuses années, et ils rebâtissent les ponts avec le monde extérieur, détruits depuis si longtemps.

Je ne suis pas tout à fait en accord avec la vision de Czeslaw Milosz, celle d'une « westernisation » de notre monde slave et baltique, et d'une victoire de la civilisation américaine. Peut-être, dans le cas de la Pologne, cela va-t-il en effet se produire, mais un saut si brusque chez mes compatriotes, passant en un éclair du kolkhoze à Internet, je n'y crois pas.

Je suis un Ukrainien atypique, puisque je suis né à Kolomyia et que j'ai été élevé en Pologne, dans le royaume du Congrès. Mon père, professeur, fut déplacé dans les années 1920. Je n'allais pas à l'école parce que je n'en avais pas envie, je la boycottais. Dans ma jeunesse, je ne savais pas écrire, je ne savais lire que les lettres en caractère d'imprimerie des journaux. J'ai été élevé entre l'écurie – parce que j'adorais monter à cheval – et la gentilhommière, parce que

j'y allais à la bibliothèque. Aujourd'hui, les villages de l'ancien royaume du Congrès sans juifs sont tout aussi tristes que les villages galiciens sans juifs : Galitch, Kolomyia, Sambor, etc. Heureusement, en Ukraine il reste encore environ 300 000 juifs.

Kolomyia m'a sauvé la vie. Je n'ai jamais été dans aucune armée, je n'ai jamais eu à tirer un coup de feu sur quiconque – du reste, cela me répugne et j'ai toujours fui ce genre de choses horribles. J'ai fait mes études à Berlin et j'ai dû travailler pour me nourrir. J'ai demandé à avoir une carte de travail et, en allemand, Kolomyia se dit Kolomea. Un Allemand me demande : « *Vous êtes d'Italie ?* » Moi, je réponds : « *Non, de Galicie.* » Il me rétorque : « *Ne me faites pas perdre mon temps, la Galicie, c'est en Espagne, et vous, vous êtes italien.* » Ainsi, sur ma carte de travail, j'étais italien. Tous mes amis se sont enfuis et moi je suis resté, parce que je voulais voir comment le III^e Reich finirait et comment l'armée rouge allait conquérir Berlin. Et cela a été quelquefois très désagréable. Mais, lorsque je tombais dans une rafle, je montrais mes papiers et j'entendais alors : « *Ce n'est qu'un Italien merdeux.* » C'est grâce à cela qu'il m'a été donné de survivre et de voir toutes ces choses.

Je reviens à la question des stéréotypes et des images de nos pays. La lettre lue par M. Beauvois n'est pas très réjouissante et montre la persistance de quelques reliquats du passé, malgré *Kultura* et tout le mal que nous nous sommes donnés. Ne nous faisons pas d'illusions, c'est un processus de longue, de très longue haleine, qui demande beaucoup de temps et de patience. Cracovie ne s'est pas construite en un jour, et il en ira de même de l'amitié polono-ukrainienne. Beaucoup de ces stéréotypes sur les *Rezuny* (Ukrainiens), les *Lachy* (Polonais) et les « Polonais blancs » ont pourtant disparu. Au cours de mes pérégrinations en Ukraine, de Lvov à Kharkov, Tchernikov, Kamien Pomorski et Odessa, j'ai remarqué que ces stéréotypes antipolonais existaient davantage à l'ouest, entre Lvov et Przemysl ou Ternopol. Plus on va vers l'est, et moins il y a de sentiment antipolonais, tout au contraire : on trouve même beaucoup de sympathie pour la Pologne à Kharkov, Odessa et Dnipropetrovsk.

L'Ukraine d'avant voyait la Pologne autrement. Et la Pologne regardait l'Ukraine dans une perspective galicienne. Récemment encore, la Pologne ne prêtait attention qu'à Zbrucz, Lvov et à la Galicie, et, même aujourd'hui, les Ukrainiens ignorent la Volhynie. Moi, je peux dire que j'ai découvert l'Ukraine à travers les officiers de Petlura qui parcouraient la Pologne en vendant des tableaux. C'est important de connaître, si l'on veut comprendre mon parcours politique, le regard que je porte sur l'Ukraine. Après le traité de Riga, après la sortie des camps d'internement, ces officiers vivaient dans la misère. Lorsqu'ils passaient la nuit chez nous, ils me parlaient de Poltava, de Vinnytsia, de Kamien Pomorski, de Kiev et de Kharkov, de cette grande Ukraine. C'est ainsi que cette utopie est née chez moi, l'utopie d'une Ukraine rêvée, et s'est substituée à l'image de l'autre Ukraine, plus petite, la galicienne.

Aujourd'hui, lorsque je vais à Kharkov ou à Kiev, je contemple cette immensité et je me sens chez moi. C'est ce que m'ont appris ces officiers de Petlura, ces voyageurs qui m'ont communiqué leur amour de l'Ukraine. Grâce à eux, je ne suis pas devenu un nationaliste antipolonais, ce qui aurait été très facile, compte tenu de la déportation de mon père. Je me suis dit un jour que je m'efforcerais toujours, dans ma vie, à mon modeste niveau, d'agir dans le même sens que Pilsudski et Petlura. J'y suis fidèle et j'ai trouvé une tribune, un appui et une possibilité de réaliser tout cela avec Jerzy Giedroyć, à qui je suis très reconnaissant de beaucoup de choses, et avant tout de cette volonté permanente de poursuivre l'œuvre accomplie. Sans *Kultura* et sans Jerzy Giedroyć, les rapports polono-ukrainiens ne seraient pas ce qu'ils sont. Ils sont bons, ils demandent beaucoup d'efforts pour que le travail des élites passe dans le peuple, dans la nation et dans la société, et pour que cela s'étende à tous les domaines. C'est une tâche énorme, mais les bases sont déjà édifiées, et je pense qu'il n'est plus possible à quiconque de sortir de cette voie.

***Kultura* et l'avenir de l'Eurasie**

Zbigniew Brzezinski*

Tout d'abord, je voudrais rendre hommage à *Kultura* et à Jerzy Giedroyć. Je n'ai pas l'intention de répéter ce que Stefan Meller a dit d'une manière si éloquente. Je voudrais seulement dire que je me pose souvent la question suivante : pourquoi *Kultura* est-elle si importante du point de vue historique, et pourquoi a-t-elle si bien réussi du point de vue politique ? *Kultura* n'est pas une grande institution. Ce n'est pas un grand centre d'organisation idéologique. Elle ne gère ni finances ni moyens militaires. Pourtant, *Kultura* a contribué à former toute une région, à influencer les politiques et à créer l'histoire.

La raison de cette réussite est simple : les fondateurs de *Kultura*, surtout Giedroyć et Mieroszewski, ont su combiner une application de principes fondamentaux avec une stratégie historique bien située dans le temps. Ils ont compris que la voie de l'avenir et la seule possibilité de sortir de la crise dans laquelle s'était retrouvée l'Europe était la coopération continentale. Qui plus est, ils ont compris que l'émancipation et l'implantation de l'idéal démocratique sont fondées sur la propagation des idées et le rejet de l'orthodoxie. Leur engagement patient et obstiné dans cette entreprise a rencontré de plus en plus de soutien. Il a fait de *Kultura* le centre intellectuel non seulement de Pologne, mais aussi d'Europe centrale et orientale. Pour les États-Unis, aussi bien que pour l'Europe, *Kultura* fut un centre de pensée stratégique et de politique de principe. C'est pourquoi nous célébrons aujourd'hui le rôle que cette revue a joué pendant les cinquante dernières années.

* Ancien conseiller pour la sécurité du président Jimmy Carter, membre du *Center for Strategic and International Studies* (CSIS), Washington, DC.

On m'a demandé d'engager la discussion sur la fin de la guerre froide, sur ses implications dans la redéfinition du monde, ainsi que sur la politique à l'échelle mondiale. Je commencerai par noter que la guerre froide a été, en vérité, la continuation de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire la première grande guerre eurasiatique. Conflit réellement mondial, c'est elle qui a permis l'émergence de l'Eurasie comme centre de la politique mondiale. À la différence de la Grande Guerre, les résultats de la Seconde Guerre mondiale ont été déterminés non seulement sur les champs de bataille européens, mais aussi sur le territoire chinois et dans le Pacifique.

La fin de la première grande guerre eurasiatique s'est traduite par une division entre un bloc continental contrôlé étroitement par le centre et une poignée isolée de démocraties aux périphéries occidentales et orientales de l'Eurasie. Ces derniers États sont devenus des protectorats d'une grande puissance transocéanique, les États-Unis. Pourtant, la préservation de l'Europe de l'Ouest, du Japon, de la Corée du Sud et, à un moindre degré, de Taiwan, signifiait que la lutte pour le pouvoir et la stabilité en Eurasie n'était pas finie. Cette lutte a duré cinquante ans et a porté le nom de « guerre froide ».

Au cours de cette longue lutte, c'est la division du bloc continental, avec la perte du contrôle politique et idéologique unique, qui a probablement constitué le développement le plus important. La scission sino-soviétique de 1969 a permis, en l'espace de dix ans, la constitution d'une alliance entre le protecteur transatlantique des périphéries eurasiatiques et le moindre partenaire de l'ex-bloc continental, contre la grande puissance « centre-eurasiatique ». Cette alliance s'est manifestée le plus directement pendant la guerre d'Afghanistan, où les États-Unis et la Chine se sont opposés ensemble à l'Union soviétique et l'ont entraînée dans une aventure décennale. Cette aventure a contribué à la démoralisation interne de l'URSS et provoqué l'éclatement de son économie, ce qui a joué un rôle dans la crise du système lui-même. En 1989, le déclin de l'empire soviétique avait déjà débouché sur l'émancipation de l'Europe centrale et accéléré la désintégration de l'URSS. Le résultat fut la fin de la guerre froide et la réapparition de la Russie, autrefois partenaire dominant dans le bloc soviétique et acteur principal de la grande lutte eurasiatique.

Notre programme définit aujourd'hui cette nouvelle étape comme celle de la redéfinition du monde. Cela entraîne la question suivante : qu'advient-il de l'Eurasie et sera-ce un ordre organisé ? Je me limiterai dans mes remarques de ce matin aux vingt prochaines années environ, telles que je les perçois.

Selon moi, l'issue de ce nouveau défi dépend des réponses à quatre questions de base, très simples, très évidentes et très importantes. Premièrement, les États-Unis se retireront-ils de l'Eurasie ? L'influence des États-Unis, en effet, est toujours très grande dans les périphéries de l'Eurasie : en Europe occidentale et centrale, au Japon et en Corée du Sud et, depuis quinze ans également, sur les périphéries sud-est et dans le golfe Arabo-Persique. Deuxièmement, l'Europe parviendra-t-elle à s'unifier ? Si oui, que deviendra-t-elle et comment influencera-t-elle l'espace mondial ? Troisièmement, la Russie se reconstruira-t-elle et, si oui, sous quelle forme ? Quatrièmement, enfin, la Chine intégrera-t-elle avec succès le système international ? Les réponses à ces quatre questions, dont il peut y avoir plusieurs variantes, détermineront le sort du continent eurasiatique dans les années à venir. Et comme ce continent est le centre du pouvoir mondial, il déterminera aussi le sort du monde entier.

En ce qui concerne la première question, je ne pense pas que les États-Unis renonceront à leur engagement sur les périphéries orientale et occidentale de l'Eurasie. Qu'ils le veuillent ou non, ils sont la clef de voûte de la stabilité mondiale. Comme on le dit souvent, ils sont la seule superpuissance. Ceci ne changera pas dans les vingt ans à venir. Aucune autre superpuissance rivale n'émergera d'ici 2020. Je parle ici de l'ensemble des aspects déterminants de la puissance, qui ne sont pas seulement militaires, mais aussi technologiques, culturels, économiques et politiques. La vraie question est de savoir si les États-Unis joueront ou non un rôle actif dans la détermination de l'image du monde.

La source la plus grande d'incertitude réside, à mon avis, dans la situation intérieure américaine. Les États-Unis vivent un changement important quant à leur identité culturelle et à la détermination de soi. La société américaine est en train de devenir de plus en plus narcissique, autosuffisante et peut-être aussi

indifférente. Ce n'est pas la même chose que l'isolationnisme. L'isolationnisme n'est plus une orientation politique dominante aux États-Unis; aucun grand programme politique ne le revendique : l'engagement dans les affaires mondiales est un fait. Mais c'est la nature de cet engagement, ainsi que son intensité et sa gestion, qui sont peut-être en train de se transformer, en relation étroite avec les changements culturels de la société américaine.

Bref, il y a aux États-Unis une envie de jouer un rôle dominant dans les affaires mondiales, mais également une réticence à en payer le prix. Ceci a été révélé de façon évidente lors de la guerre du Kosovo. Les États-Unis ont pris le commandement et ont joué un rôle décisif du point de vue militaire. Cependant, ils ont géré cette offensive de façon à éviter de payer le prix ultime. Cette dichotomie est étroitement liée aux importants changements dans la société américaine quant à la définition de ce qui est important et de ce qui doit constituer le centre d'activité et d'intérêt social. De ce fait, l'engagement actif américain pourrait diminuer avec le temps, ce qui pourrait encourager des changements dans la distribution du pouvoir politique sur le continent eurasiatique.

Cette idée me ramène à la deuxième question : l'Europe parviendra-t-elle à s'unifier ? Les États-Unis sont très présents dans les extrémités occidentales du continent eurasiatique, et la région bénéficie toujours de la protection américaine. Si l'Union européenne veut avoir un impact politique, l'intégration européenne doit signifier que l'Europe assumera la responsabilité directe de sa sécurité. Ceci pourrait advenir dans le cadre d'une alliance avec les États-Unis – solution préférable –, mais l'Europe doit de toutes les façons assumer une part plus importante de la responsabilité politique. Pour moi, la solution du problème de la sécurité sera le test ultime de l'unification de l'Europe.

Je ne doute pas que l'Europe continuera à s'unir et à s'élargir économiquement, peut-être pas très rapidement, mais de façon certaine. En toute probabilité, six nouveaux membres intégreront l'Union européenne vers 2005. La date d'entrée des six autres est plus difficile à prévoir, mais, en tout état de cause, le processus d'élargissement se poursuivra. Un élargissement général de l'Europe est assez prévisible.

Quant à l'unification dans le domaine de la sécurité, la question reste beaucoup plus problématique. J'ai été très impressionné par des déclarations récentes concernant la création d'une force européenne d'intervention rapide de 70 000 hommes d'ici 2003. Cette force serait constituée sur la base de l'Eurocorps franco-allemand stationnant à Strasbourg. Ceci constitue une déclaration très impressionnante. En effet, vers l'an 2003, si la rhétorique européenne doit être prise au sérieux, cette force militaire sera capable d'intervenir dans des crises aussi lointaines que... le Luxembourg. Je pense en effet que ces forces pourraient probablement aller jusqu'au Luxembourg et s'y engager dans des activités militaires visant à l'établissement de la paix et de la stabilité. Mais que ces troupes soient capables d'intervenir plus loin et d'assurer des tâches plus importantes, voilà qui reste toujours très incertain.

Ce qui est le plus remarquable dans ces déclarations, c'est l'absence totale de références concernant des projets militaires sérieux, c'est-à-dire fondés sur des engagements budgétaires. De nos jours, un corps militaire capable de se déplacer sur des distances lointaines et d'engager des opérations militaires exige un vaste système logistique, y compris la capacité de soutenir une consommation rapide de munitions. Qui plus est, la guerre moderne est une activité lourde en consommation d'énergie, nécessitant un système moderne de reconnaissance par satellite et une opération d'intelligence à grande échelle pour guider les troupes. Ces capacités seront indispensables pour projeter une quelconque force européenne au-delà du Luxembourg. Ceci coûtera approximativement 120 millions de dollars.

Je n'ai pas encore remarqué de programmes destinés à augmenter le budget de défense dans les pays qui ont l'intention de créer cette force d'intervention rapide d'ici cinq ans. Voilà le test suprême du sérieux de cette entreprise. Ma conclusion est que l'unification européenne reste problématique. L'intégration est plus probable dans le domaine économique et social, avec une Europe de Schengen ayant une conscience de destinée politique commune, une Europe qui continue d'avoir besoin d'une étroite relation de sécurité avec les États-Unis dans le cadre de l'OTAN. Cela assurera la stabilité mais n'aidera pas l'Union à résoudre cet élément de déséquilibre sur le continent eurasiatique.

La troisième question concerne la Russie. Va-t-elle se rétablir ? Selon moi, pendant encore une ou deux décennies, la Russie connaîtra l'actuelle période de troubles héritée de son histoire. Je ne vois pas à présent de tendance significative vers le rétablissement politique, social ou économique. En outre, l'expérience de la Russie des dix dernières années a été fondamentalement différente de celle de l'Europe centrale. En célébrant la fin de la guerre froide, nous avons eu tendance à joindre les deux expériences dans le même cadre de la fin du communisme. Cependant, les chutes du communisme en Europe centrale et en Union soviétique ont été deux phénomènes fondamentalement différents.

En Europe centrale, la fin du communisme a entraîné une émancipation des sociétés et l'arrivée au pouvoir d'une contre-élite enthousiaste, mais souvent naïve et mal préparée, qui a fait son apparition dans les années précédant la chute du mur de Berlin. Dans certains cas, ce fut un phénomène à grande échelle sociale, comme le mouvement *Solidarnosc* en Pologne ou, à une échelle moindre, comme en Allemagne de l'Est ou en Tchécoslovaquie. Quelles qu'aient été leurs possibilités, ces élites ont été capables de prendre le pouvoir et de donner une direction. Elles ont su, surtout, envisager la nouvelle réalité politique avec un esprit dominant. Même dans les pays où les anciens communistes ont, par la suite, gagné les élections, ils ont été obligés de respecter les nouvelles règles du jeu et de se mettre en accord avec les nouveaux principes établis par leurs prédécesseurs réformistes.

J'ai lu un discours prononcé par le président polonais Kwasniewski à l'occasion du 80^e anniversaire de l'indépendance de la Pologne, le 11 novembre 1999. Si vous lisiez ce discours, vous auriez l'impression qu'il a été écrit et prononcé par un ancien dirigeant clandestin de *Solidarnosc*. C'est excellent. Ceci montre l'esprit dominant qui imprègne le système politique.

Cet esprit n'existe pas en Russie. L'élite politique y est exclusivement et totalement composée de l'ancienne élite soviétique. Les membres de l'actuel gouvernement russe seraient sans doute, pour la plupart d'entre eux, des membres du gouvernement soviétique si celui-ci existait encore aujourd'hui. Qui plus est, le nouveau président de la Russie sera en toute probabilité un ancien colonel

du KGB. Ceci montre à quel point la crise survenue après l'éclatement du système soviétique continue en Russie. Si l'Europe centrale fait aujourd'hui face au grand défi d'adaptation à l'Europe, elle est, dans une mesure plus ou moins importante, incluse dans la grande aventure européenne de l'intégration sociale et économique. L'Union soviétique s'est effondrée mais les restes de l'État soviétique persistent. Selon moi, cette crise interne continuera à absorber la Russie pendant encore de nombreuses années. C'est pourquoi son avenir reste toujours incertain, et les tendances actuelles sont, tristement, négatives.

La quatrième question est de savoir si la Chine va s'adapter au système international. À la différence de l'Union soviétique, le système communiste chinois a connu un succès remarquable dans son adaptation aux réalités et aux impératifs nouveaux. C'est un système qui, à plusieurs égards, a réussi. Aujourd'hui, l'économie chinoise est quatre fois plus importante que celle de la Russie, et sa puissance continue de s'accroître. Certes, la Chine est seulement une puissance régionale et ne sera pas une puissance globale pendant encore très longtemps – et certainement pas dans le cadre des vingt prochaines années. Pendant cette période à venir, elle devra néanmoins passer par des ajustements intérieurs difficiles.

Même si la Chine a évité l'échec du système soviétique grâce aux réformes économiques, la trajectoire de ces réformes est de plus en plus distincte de celle, relativement plate, des changements politiques. Bref, le clivage entre les changements socioéconomiques et politiques est en train de s'approfondir. Au bout d'un certain temps, ce fossé devra être comblé, et c'est là qu'aura lieu la crise du système chinois. Ce clivage peut être dépassé par une réaffirmation du contrôle politique ou par des réformes politiques. De toutes les façons, nous assisterons probablement à une période très difficile ou très déstabilisante de l'histoire de la Chine, faite de déséquilibres et d'incertitudes.

Toutes ces questions m'amènent à la conclusion, qu'en ce qui concerne le remodelage du monde, l'avenir reste très dynamique et potentiellement sujet à des bouleversements de grande importance. Ceci est dû aux incertitudes concernant ces quatre éléments-clefs qui, ensemble, donneront forme à l'avenir de

l'Eurasie, et ainsi à la politique mondiale. Dans ce contexte, la coopération continue et l'interdépendance entre les États-Unis et l'Europe sont la mesure minimale d'une indispensable assurance. Si cela peut être étendu pour inclure des changements positifs en Russie et une intégration réussie de la Chine, l'avenir des rapports mondiaux sera plus positif. Au minimum, toutefois, c'est la force des liens de la coopération transatlantique qui s'avérera essentielle pour la stabilité eurasiatique.

Le devoir de vigilance

*Leszek Kolakowski**

Bien que cette rencontre ait été conçue comme une espèce d'hommage à la revue *Kultura*, je crois que mes prédécesseurs, ici, ont dit l'essentiel sur ce sujet. Je ne vais donc pas m'aventurer dans ces thèmes, quoiqu'il soit évident pour nous (au moins en Pologne) que cette revue a été, pendant des années, une lumière directrice, un phare, si je puis dire, dans cette entreprise aléatoire qu'était la destruction du communisme et de l'empire soviétique.

À l'époque, non seulement la guerre froide était le moyen le plus sûr de se protéger contre la guerre « chaude », mais le paysage politique mondial était, grâce à elle, clair et intelligible. Ce paysage se définissait par l'opposition entre totalitarisme et démocratie. Bien que nous sachions que la situation était moins simple que cela, il a semblé longtemps et à beaucoup que le paysage était essentiellement défini par cette opposition. Aujourd'hui, en revanche, nous sommes dans la confusion, nous n'avons pas de clef pour analyser mentalement la situation actuelle. Malgré les victoires dans la lutte contre le communisme, la confusion règne toujours. Le monde est devenu moins certain, moins saisissable intellectuellement.

Je crois personnellement qu'il n'y avait rien de nécessaire ni de fatal dans la naissance d'un régime totalitaire au XX^e siècle. La révolution bolchevique en Russie pouvait facilement ne pas réussir. La révolution en Allemagne et la naissance du III^e Reich n'étaient pas inévitables. Après coup, bien sûr, tout paraît écrit, et nous n'imaginons pas qu'il ait pu en aller autrement. Ce n'est pas vrai. On le voit à travers toute l'histoire : dans les moments de grands changements, l'histoire hésite.

* Professeur de philosophie à l'université d'Oxford.

Un rien aurait pu tout changer dans une direction ou dans une autre. Les lois de l'histoire n'existent pas. C'est une invention artificielle, hégélienne ou marxiste. Il n'y a pas de nécessité historique. Bien sûr, on peut spéculer sur les raisons, sur les conditions nécessaires – mais pas suffisantes – pour que ces régimes aient pu naître au cours de notre siècle. L'une de ces conditions, c'est que l'ensemble des processus politiques à l'œuvre entraînaient des masses humaines de plus en plus nombreuses dans la vie politique. Paradoxalement, ce furent des processus de démocratisation de la politique qui rendirent possible la naissance de ces monstres antidémocratiques, mais il n'y avait pas à cela de nécessité.

On se demande souvent aujourd'hui si un totalitarisme d'une espèce ou d'une autre pourrait renaître et s'imposer. À première vue, cela paraît invraisemblable. La condition essentielle du régime totalitaire, c'est le monopole des moyens de communication et d'information. Nous voyons que ces moyens sont maintenant disséminés dans les mains des individus. Comment les dominer dans un régime totalitaire ? C'est une des raisons qui semblent rendre invraisemblable la renaissance d'un système totalitaire. Il faudrait des moyens pour prévenir les gens, par exemple, avoir l'accès à la télévision par satellite, au téléphone, etc. Il faudrait un régime comme celui de la Corée du Nord, ce qui ne paraît pas vraisemblable.

Mais ne soyons pas si confiants : aussi longtemps que l'Europe de l'Ouest est relativement riche et stable, nous imaginons que rien ne nous menace. Mais s'il survenait, ce qui n'est pas impossible, une grande catastrophe économique, cela pourrait changer. En temps de troubles, le totalitarisme a ses vertus, ses côtés attrayants, pour ainsi dire. Avec tout ce que nous savons sur l'histoire, le totalitarisme promet la sécurité. Les nostalgies perceptibles dans toutes les sociétés appelées post-communistes, les bons souvenirs de l'ancien régime sont assez fréquents : « *Au moins, il n'y avait pas de chômage !* », entend-on dire parfois. Cette donnée est un grand problème pour toutes les sociétés démocratiques. Le totalitarisme promet la sécurité et même l'égalité, qui est un idéal toujours présent dans nos esprits, même si nous savons que l'égalité est un idéal contradictoire, parce qu'elle présuppose un régime totalitaire oppressif et que le totali-

tarisme présuppose inévitablement l'inégalité, au moins dans ces biens tellement désirés, tellement désirables aujourd'hui, que sont l'accès à l'information et la participation au pouvoir. Mais malgré ces contradictions, l'idéal d'égalité est toujours présent.

Quand on observe une certaine tendance pendant quelques décennies, il paraît naturel qu'il en soit ainsi et que cette tendance doive se prolonger indéfiniment dans l'avenir. Mais ce n'est pas certain du tout. Quelqu'un qui vivait, disons au VIII^e siècle, pouvait avoir de bonnes raisons de croire que les Arabes conquerraient le monde : cela ne s'est pas produit. Pendant l'expansion de l'Union soviétique, on pouvait également s'imaginer, et pour de bonnes raisons, que ce système allait se répandre partout comme une espèce de tissu cancéreux et qu'il dominerait finalement le monde. On pouvait y croire, et beaucoup de gens s'y sont résignés. Mais cela ne s'est pas produit.

Aujourd'hui, nous avons également de bonnes raisons de penser que les tendances observées récemment vont se prolonger indéfiniment. On peut penser qu'il n'y aura qu'un seul État européen, mais ce n'est pas une fatalité. On peut penser que les États-Unis vont dominer le monde : c'est possible, mais ce n'est pas certain. Rien n'est jamais certain. On nous prédit maintenant – et cette tendance a clairement été dessinée dans le passé récent – que la religion va périr. Peut-être que oui, peut-être que non. Il y a effectivement des raisons de le penser. Le mariage est en déclin : peut-être. Mais rien n'est certain. Les extrapolations sont faciles. Bien sûr, nous savons aussi que jamais une tendance sociale ne continue selon une même équation.

Ainsi, on ne peut pas être certain de l'avenir de la nation ou de celui du principe de souveraineté nationale. D'une part, cette institution qu'est l'État-nation semble aujourd'hui en voie de désintégration ; de l'autre, les nationalismes, souvent très virulents, sont en pleine croissance partout dans le monde. Que va-t-il résulter de ces forces contradictoires ? Nous ne le savons pas. D'un côté, le principe d'autodétermination nationale paraît impossible en pratique, puisque nous n'avons pas une définition suffisamment claire de ce qu'est la nation. Pour dire qu'une nation a le droit d'exister en tant qu'État séparé, il faudrait que les

critères nécessaires à cette définition – critères ethniques, historiques, légaux – convergent. Or ils ne convergent presque nulle part. Ainsi ce principe nous paraît-il souvent louable mais toujours incertain. L'idée même de l'État est suspendue dans l'incertitude.

Nous nous souvenons que le marxisme et le communisme promettaient le dépérissement de l'État. Quand on regarde l'histoire du communisme, cette idée peut paraître ridicule. Qu'était le communisme sinon l'omnipotence de l'État ? Mais peut-être cette prophétie s'est-elle effectivement réalisée dans le communisme, de façon perverse ? En effet, quand nous disons « État », nous pensons « souveraineté » : or aucun État communiste n'était souverain. L'État était l'instrument et la propriété du parti ; il n'avait pratiquement aucune autonomie, aucune force propre. C'est le parti qui était souverain, et le parti devait être en principe un organisme idéologique volontaire.

Ce n'est que vers la fin du communisme que l'on a essayé, notamment en Russie, sous Gorbatchev, de donner une espèce d'autonomie à l'État. Mais c'était trop tard. On a vu à un certain moment que ce tigre était déjà sur son lit de mort. C'était clair pour nous, mais cela ne l'était pas pour les experts américains, bien sûr. Ce que je dis n'est ni une explication ni une prévision, c'est plutôt une idée très simple, très primitive, que nous n'avons pas de raisons de croire que le développement de notre monde ira indéfiniment dans la même direction. Nos prévisions sont incertaines. Nos prophéties s'appuient sur des raisons beaucoup moins rationnelles qu'il n'y paraît. La vigilance est donc toujours justifiée, et c'est cette banalité que je voulais relever.

***Kultura* et la réconciliation de la Pologne avec ses voisins**

*Aleksander Smolar**

Je suis heureux, comme Zbigniew Brzezinski et Leszek Kolakowski, de participer à cette réunion et de rendre hommage à *Kultura* qui nous a formés aussi bien en Pologne qu'en Occident, en tant qu'émigrés polonais. *Kultura* a énormément influencé le développement de la pensée politique polonaise. Elle a contribué aux changements à l'intérieur de la Pologne et a également modifié – ce qui nous intéresse davantage aujourd'hui – notre rapport aux autres et au monde. Le sujet proposé, « Le rôle des élites d'Europe centrale et orientale dans la fin de la guerre froide et la redéfinition du monde », me paraît particulièrement intéressant dans le contexte du dixième anniversaire de la chute du mur de Berlin.

Je remarque d'abord que cet anniversaire a suscité très peu d'analyses ou de commentaires. Un commentateur du *Washington Post*, Charles Krauthammer, a attribué ce faible intérêt pour l'anniversaire de la chute du communisme à la nature des hommes qui dominent aujourd'hui les États-Unis. Formés dans les combats contre la guerre du Vietnam et contre la politique anticommuniste de Ronald Reagan et George Bush, ils auraient eu quelque mal, selon lui, à fêter leur propre défaite idéologique et politique. Je pense, pour ma part, qu'il s'agit d'un phénomène beaucoup plus profond et plus général. Car les événements historiques majeurs de 1989 sont perçus un peu partout, aujourd'hui, comme un profond changement géopolitique.

À ce titre, les commémorations d'envergure organisées à Berlin et à Prague peuvent servir de symbole. À Berlin, les seuls invités d'honneur furent George

* Professeur au CNRS, président de la Fondation Batory, en Pologne.

Bush, le président américain au moment de la décomposition et de l'implosion du bloc soviétique, et Mikhaïl Gorbatchev, l'ancien secrétaire général du parti communiste d'URSS. Le « chancelier de la réunification », Helmut Kohl, et son successeur, Gerhard Schröder, ne s'adressèrent qu'au *Bundestag*. Initialement, aucun représentant de l'ex-Allemagne de l'Est ne fut invité à prendre la parole devant le Parlement, et c'est seulement sous la pression de l'opinion publique que le pasteur Gauck fut finalement invité à parler au nom de ces centaines de milliers de personnes qui ont contribué à la destruction du Mur. À Prague furent invitées, en dehors de George Bush et Mikhaïl Gorbatchev, Margaret Thatcher et Danièle Mitterrand – celle-ci représentant son mari, ex-président de la République. L'unique différence, de taille, était la présence de Lech Walesa, qui fut le seul représentant, en quelque sorte, des peuples de la région.

Ainsi la dimension géopolitique domina-t-elle les commémorations. Tout ce qui s'est passé dix ans plus tôt sembla considéré comme le résultat d'un jeu géopolitique entre les Grands. D'ailleurs, Gorbatchev souligna bien l'importance de ce qu'il avait fait lui-même avec l'équipe qu'il dirigeait, dans le cadre de la politique de *glasnost* et de *perestroïka*. Il polémiqua avec Thatcher qui insista sur l'apport des pays anglo-saxons et de leur tradition libérale et démocratique. La presse d'il y a dix ans, en revanche, parlait des peuples de ces pays, de *Solidarnosc*, des Allemands de l'Est qui manifestaient à Berlin, Leipzig et Dresde, des hommes de la « révolution de velours » à Prague, et de la malheureuse révolution roumaine, partiellement manipulée. Les héros étaient les peuples et les dissidents. Aujourd'hui, ils ont été oubliés ou presque. Je crois qu'un seul numéro spécial d'un journal fut consacré aux anciens dissidents, celui du *New York Times Magazine*. Mais il fut très ambigu et présenta les anciens dissidents comme des nouveaux riches ou des marginaux, avec, sur la couverture, une photo de Lech Walesa à côté d'une Rolls-Royce.

Ce glissement de la perception occidentale de l'année historique 1989 est intéressant mais, dans un pays comme la Pologne, il est ressenti comme une blessure. Czeslaw Milosz, qui est parmi nous, a écrit, il y a une quinzaine d'années, un article admirable sur ce qui fonde la particularité de l'identité des pays d'Europe centrale. Il a souligné, entre autres, le caractère ironique de cette

culture, résultat de son rapport complexe avec l'histoire. Car ces pays ont plus souvent subi les effets d'une histoire façonnée par les autres, qu'ils ne l'ont façonnée eux-mêmes. Or voilà que, pour la première fois depuis longtemps, ces peuples furent vraiment le sujet et non plus l'objet de l'histoire. La Pologne, par exemple, est fière d'avoir vécu l'un des plus grands mouvements de libération nationale, démocratique et sociale de l'histoire, avec ces dix millions de membres que compta *Solidarnosc*, en 1980-1981, et ces centaines de milliers de personnes qui, dans les années 1980, défendirent dans la clandestinité les mêmes valeurs, puis les négociations de la « table ronde » qui permirent les élections semi-libres de juin 1989 et la transformation démocratique.

Dans les autres pays de la région, le rôle des forces indépendantes fut très différent mais, partout, les forces internes jouèrent un rôle certain dans le déclin du communisme, bien que la situation extérieure, à savoir le changement en Union soviétique et la politique américaine, eussent eux aussi joué un rôle de toute première importance. Mais, au bout de dix ans, le glissement de la mémoire occidentale a renversé la hiérarchie des facteurs historiques qui contribuèrent aux grands changements. Vu de l'Est, on a parfois le sentiment, une fois encore, que l'on présente ces pays plutôt comme des objets que comme des sujets de l'histoire.

Kultura a joué un rôle primordial dans la préparation intellectuelle et politique des élites polonaises. Avec ce mélange créatif d'une certaine tradition romantique prométhéenne et d'un certain réalisme politique, *Kultura* a enseigné l'optimisme « historiosophique », contribué à façonner l'attitude active envers l'histoire et modernisé la presse polonaise qui était bien souvent terriblement provinciale.

Le grand succès de *Kultura* fut d'influencer de manière spectaculaire la pensée et le comportement des élites polonaises, de la gauche jusqu'à la droite, en ce qui concerne l'attitude envers les autres et surtout envers nos voisins. Zbigniew Brzezinski a souligné justement cette unité en quelque sorte spirituelle de la Pologne d'aujourd'hui. Si le président Aleksander Kwasniewski, qui était ministre dans le dernier gouvernement communiste, puis fut le fondateur et le

leader, pendant des années, du parti social-démocrate post-communiste, attache une si grande importance à nos rapports avec nos voisins de l'Est, bien que la Pologne pense et rêve d'entrer dans la communauté occidentale, c'est grâce à l'influence, qu'il reconnaît, de *Kultura* et de Jerzy Giedroyc.

La nécessité d'une politique de réconciliation avec la Russie a toujours été défendue dans la revue *Kultura*, tout comme avec l'Allemagne, d'ailleurs. Historiquement, nous avons eu avec la Russie, l'Allemagne, l'Ukraine, la Biélorussie et la Lituanie des rapports très complexes. Aujourd'hui, nous avons deux fois plus de voisins qu'il y a dix ans, ce qui aurait pu être un facteur de déstabilisation. Or, il n'en est rien : nous avons d'excellents rapports avec nos voisins, quels que soient les stéréotypes occidentaux à ce sujet. Cela aussi c'est un succès que nous devons à Jerzy Giedroyc et à ses collaborateurs.

Une leçon de confiance en l'homme

René Rémond*

Je dois à l'amitié de Stefan Meller de présider cette séance. Il est celui qui connaît le mieux mon amitié pour la Pologne et mes amitiés nombreuses et anciennes pour de grands intellectuels polonais.

Permettez-moi néanmoins une remarque personnelle, qui m'est inspirée par le titre général de cette journée sur le rôle des élites. Il se trouve que je mets actuellement la dernière main à un petit essai sur le siècle qui s'achève et les réflexions qu'inspire à un historien la centaine d'années que nous avons vécues.

Quand on revient sur les événements récents et que l'on réfléchit sur les causes et les circonstances des bouleversements qui ont entraîné la chute des régimes totalitaires et la restauration de la liberté et de la démocratie, on ne peut qu'être frappé par le rôle joué par des individus ou de petits groupes, à l'encontre de toutes les théories historiques qui mettaient l'accent sur les masses. S'il est une leçon qui paraît se dégager de ces dernières années, c'est la liberté de l'homme, l'influence d'individualités qui refusent de s'incliner et qui unissent la lucidité de l'intelligence et le courage du caractère, le rôle de petits groupes : dissidents, *refuzniks*, croyants, intellectuels.

Cette journée en hommage à *Kultura* en est un exemple, entre autres. Il y a là un enseignement de portée générale qui oblige à réviser des idées reçues et qui est une leçon de confiance en l'homme et d'espérance dans l'histoire des sociétés.

* De l'Académie française, président de la Fondation nationale des sciences politiques.

« Il y a des grèves sur le littoral ! »

*Stefan Tafrov**

Peut-être l'assistance se demande-t-elle les raisons de ma présence ici, dans ce séminaire ? Je dois dire que j'y participe en tant que représentant de la Bulgarie, bien sûr, mais aussi à titre personnel. Je ne cache pas que je suis très honoré et très ému, d'abord parce que je vois dans cette salle un certain nombre d'amis et aussi des gens pour lesquels j'ai une admiration particulière.

Lorsqu'il s'agit de la Pologne, je suis toujours ému. Je m'en suis rendu compte tout à l'heure, parce que, pour moi, la Pologne est en grande partie la matérialisation de ce que le professeur Brzezinski a appelé les « contre-élites » qui ont eu la lourde tâche de sortir mon pays du communisme. La Pologne et sa libre-pensée ont été pour nous un phare tout au long de l'époque communiste, et surtout pendant les années 1970 et 1980. Je voudrais donc parler du rayonnement culturel et intellectuel de la Pologne en Bulgarie, dans mon pays, à cette époque et après.

La Bulgarie fut un pays extrêmement isolé pendant toute l'époque soviétique, pour des raisons qui sont bien connues, et la Pologne et la culture polonaise représentèrent pour elle l'un des rares accès à l'Europe, à la normalité, à ce qui était possible. Dans le système communiste, la Pologne était un pays plus fréquentable que d'autres. L'accès à la culture polonaise était plus facile, et je peux vous dire qu'on en a beaucoup profité. Tout au long de l'époque communiste, en Bulgarie, la culture polonaise, il est vrai normalisée, c'est-à-dire celle de la Pologne communiste, mais pas uniquement elle, était accessible aux Bulgares. Je pourrais parler très longtemps de l'influence de la littérature polonaise, du cinéma polonais, en particulier des films d'Andrzej Wajda, sur la Bulgarie.

* Ambassadeur de Bulgarie en France.

Mais le moment crucial pour nous, comme pour d'autres pays communistes, ce fut l'apparition de *Solidarnosc*. C'est à ce moment-là qu'un très grand nombre d'intellectuels bulgares qui, par la suite, se virent confier d'importantes responsabilités dans la Bulgarie post-communiste, se sont beaucoup intéressés à la Pologne. Je fus témoin et même acteur de ce processus, et je peux vous dire qu'une grande partie de l'élite intellectuelle bulgare des années 1980 a suivi de très près ce qui se passait en Pologne. C'est à ce moment-là que nous avons entendu pour la première fois l'expression *Kultura paryska* : on en parlait comme d'une publication qui était le summum de la pensée polonaise.

J'aimerais terminer par un souvenir personnel. Je prends cette liberté car, contrairement à ce qui est écrit dans le programme, je ne suis pas un historien mais un littéraire, et je suis à ce titre, comme l'a très bien remarqué le professeur Brzezinski, un représentant de ces «*contre-élites sans expérience, sentimentales et un peu naïves*», qui ont fait surface après la chute du communisme ; aussi puis-je me permettre d'être sentimental.

Je vais donc vous dire comment je me suis intéressé à la Pologne. J'ai toujours eu une passion pour l'histoire et la littérature polonaises, mais le hasard a voulu qu'en 1980, alors que j'étais encore étudiant, âgé de 22 ans, je me suis trouvé en Pologne. C'était l'époque des premières grèves à Gdansk. Je voyageais en train, je n'avais pas beaucoup d'argent, et mon train s'est arrêté à la gare de Lublin. Beaucoup de choses se passaient alors en Pologne, les gens en parlaient dans le train, et j'ai soudain entendu une femme crier en polonais (langue que je ne parlais pas à l'époque, quelqu'un a traduit pour moi) : «*Sa strajki na wybrzezu¹!*»

Quand je suis arrivé à Varsovie, j'ai demandé à mes amis polonais de me conduire à Gdansk. J'ai espéré la signature des accords de Gdansk, j'ai entendu pour la première fois le nom de Lech Walesa, j'ai même signé deux pétitions : je pense être le seul Bulgare à l'avoir fait, et j'en suis très fier. À mon

1. «*Il y a des grèves sur le littoral!*»

retour à Sofia, je me suis inscrit au cours de langue polonaise à l'Institut Polonais, et, du reste, quelques membres de ce cours occupent maintenant des positions très importantes en Bulgarie. J'ai ainsi appris le polonais, pu lire la presse polonaise et suivre tout ce qui se passait dans ce pays.

Je ne peux pas finir cette intervention sans mentionner le nom d'un de ces écrivains bulgares de grande qualité qui ont joué un rôle très important pour la relation intellectuelle mais aussi affective que nous avons avec la Pologne anti-communiste. Cette femme, c'est notre grande poétesse Dimitrova. J'ai d'ailleurs rencontré Adam Michnik, il y a quelques années, dans sa maison. Elle a traduit *Pan Tadeusz* de Mickiewicz, très brillamment, ainsi que Czeslaw Milosz et Wieslawa Szymborska. Elle est devenue par la suite vice-présidente de la République : c'est une grande figure de notre pays. Les personnalités comme elle ont fait que la Pologne eut un rayonnement très fort en Bulgarie. Et pour finir sur une note personnelle, je dois dire que la première fois que j'ai éprouvé un véritable espoir quant à l'avenir de nos pays, c'est quand j'ai entendu cette femme crier : «*Sa strajki na wybrzezu!*»

La corruption du langage : une menace pour la Russie

Natalia Gorbanievskaïa*

À Moscou, dans les années 1960 et 1970, le nom de *Kultura*, très respecté, était plus connu que la revue elle-même. Je crois n'avoir lu qu'un seul numéro de *Kultura*, par hasard, à Vilnius. Puis, en 1972, *Kultura* publia son deuxième « numéro russe », le premier ayant été publié en 1961. J'ai reçu par hasard, pour ne pas dire par contrebande, deux exemplaires de ce « numéro russe » qui toucha des centaines de lecteurs. Ces deux exemplaires vagabondaient encore à Moscou (ou peut-être loin de Moscou) au moment de mon départ d'Union soviétique, trois ans après leur parution. Dans ce numéro étaient publiées les *Thèses sur l'espoir et le désespoir* de Leszek Kolakowski. Les lecteurs russes éprouvaient alors une véritable fascination pour *Kultura*.

Quand je suis arrivée en France, j'ai commencé à travailler à la rédaction de la revue *Kontinent*. *Kultura* a soutenu *Kontinent* dès sa fondation par Vladimir Maximov, en 1974. Moi-même, j'ai été pratiquement adoptée par *Kultura*. Quand j'appelais *Kultura* et que Zygmunt Hertz me répondait au téléphone, il me disait toujours : « *Zdravstvoutie, Natalia Zygmountovna*¹. »

À Paris, j'ai eu la chance de participer à la parution du troisième numéro de *Kultura* en russe. J'ai participé au choix des textes et en ai traduit certains. Tous mes contacts avec *Kultura*, qui perdurent d'ailleurs aujourd'hui, nous ont apporté un grand soutien moral et intellectuel, à moi personnellement ainsi qu'à la rédaction de *Kontinent*. Il faut dire que Jerzy Giedroyc et Gustav Herling-Grudzinski furent, avec Jozef Czapski, membres du comité de rédac-

* Journaliste, rédactrice à la *Pensée russe*.

1. « *Bonjour Natalia, fille de Zygmunt.* »

tion de *Kontinent* dès sa fondation. Désormais, *Kontinent* continue de paraître en Russie, le numéro 100 est sorti récemment à Moscou.

Je passe au sujet principal de cette discussion qui est la constitution des identités nationales, et je vais parler du problème du langage. Il y a à peu près sept ou huit ans, quelqu'un m'a posé cette question : « *Quel est selon vous le plus grand danger pour la Russie d'aujourd'hui ?* » J'ai répondu : « *La corruption du langage.* » Cette réponse en étonna plus d'un : le langage n'est-il pas un problème secondaire ? Pourtant, aujourd'hui encore, je n'ai pas changé d'opinion. Je crois que les problèmes très graves de la Russie d'aujourd'hui sont liés au langage.

Le langage russe contemporain s'est constitué en mélangeant l'ex-«néo-langue» soviétique et un langage soi-disant occidental mal digéré. Je pense ici à la fréquence des calques. Le terme «identité nationale» en est un exemple. J'ai déjà vu les titres de grandes conférences en Russie où l'on utilisait tout simplement l'expression *natsionalnaïa identitchnost*. Mais *identitchnost*, en russe, signifie seulement qu'une chose est «identique» à une autre, mais en aucun cas à elle-même. La carte d'identité ou (en polonais) *dowod tozsamosci* s'appelle, en russe, la carte, littéralement, «de personnalité».

Peut-on parler de «personnalité» nationale ? Je ne le crois pas. Je crois que notre langue possède une multitude de beaux termes, par exemple l'«esprit russe», comme dit Pouchkine : « *Ici, il y a l'esprit russe ; ici, c'est l'odeur de Russie.* » Ou *natsionalnoïe samosoznanie*, «conscience nationale de soi-même», ou *natsionalnaïa samobytnost*, l'«originalité nationale», ou encore *natsionalnyï oblik*, l'«image nationale». Mais, hélas, l'«image» en russe contemporain, se dit aussi *imidj* (de l'anglais).

Cette langue nouvelle a commencé à se constituer pendant la *perestroïka*. Par exemple, les réformateurs de l'époque, les démocrates futurs, disaient à propos des bastions des communistes conservateurs : « *C'est la Vendée !* » « *Mais, excusez-moi*, disais-je, *notre Vendée en Russie, c'est Kronstadt et Tambov, avec les révoltes des paysans anticommunistes. Pourquoi donner le nom de la Vendée aux*

bastions communistes ? » Et cela continue aujourd'hui : dans cette langue, la guerre en Tchétchénie s'appelle l'«opération antiterroriste». Avec cette expression, il est assez facile de s'engager en faveur de cette opération : qui pourrait se déclarer pour le terrorisme ? Personne. Il est très facile de trouver des partisans à cette guerre, jusqu'à la droite russe, la bonne droite russe qui soutient maintenant la guerre en Tchétchénie, et Vladimir Poutine. J'ai vu la photo de l'affiche électorale de l'union de la droite russe où il est écrit : « *Kirïenko à la Douma, Poutine à la présidence !* » Constantin Borovoy, qui est un des piliers de la droite, mais aussi un des rares politiciens à s'opposer à la guerre en Tchétchénie et qui a été l'un des quelques députés à voter contre l'union avec la Biélorussie, se dit aujourd'hui «extrémiste», et je dois dire que je suis du côté de ces «extrémistes»-là.

Nous avons perdu beaucoup de temps pour vraiment purifier cette langue, purifier notre conscience, purifier notre mémoire. Peut-être cela pourrait-il nous montrer les vraies valeurs ? Car il ne suffit pas de proclamer des valeurs, de façon obscure. Il est très triste d'entendre ce que disent les responsables politiques ou ceux de l'Église en Russie, aujourd'hui. Il est triste d'entendre les discours qu'écrivent pour eux ceux que l'on appelle, en russe contemporain, les *speechwriters* («écrivains de discours»), comme il est triste d'entendre le métropolitain Cyrille dire que « *la nation russe a génétiquement le respect des pouvoirs* » (je cite littéralement). Mais j'espère tout de même que, bien que nous ayons perdu beaucoup de temps, nous pourrions corriger cela. Il faut être patient, pas patient avec les guerres ni avec notre critique, mais patient pour la paix, et garder espoir.

La constitution de l'identité biélorusse : contexte colonial et résistance anticoloniale

*Aliaksandr Antsipenka**

Je voudrais rendre hommage à Jerzy Giedroyc, dont la personnalité et les activités ont servi la cause de beaucoup d'événements d'importance, et pas seulement en Pologne. Ses paroles sur l'indépendance biélorusse se sont avérées prophétiques. J'éprouve un respect profond pour ce grand ami de mon pays.

La Biélorussie fait partie de ces pays d'Europe centrale et orientale dont la culture et la politique modernes remontent au XIX^e ou au début du XX^e siècle. Pendant de longues périodes de leur histoire, ces pays ont été des colonies de leurs voisins plus puissants. C'est pour cette raison que l'émergence des élites nationales, qui constituent la nouvelle identité culturelle et nationale, a été un processus relativement tardif. La véritable histoire de l'identité nationale biélorusse est donc celle de la rencontre entre colonisateur et colonisé, celle de la résistance anticoloniale, celle des défaites et de la formation d'une nouvelle élite culturelle, celle enfin d'un discours culturel et politique biélorusses.

Les trois partitions de la *res publica* polonaise ont fait de la Biélorussie un objet de colonisation russe. En dépit des proclamations de l'impératrice Catherine II affirmant qu'elle ne faisait que «prendre ce que les Polonais eux-mêmes appellent la Russie rouge», les territoires occupés étaient peuplés uniquement de non-Russes. Ce problème devait être surmonté, «afin que ces vieilles terres russes, écrivait l'impératrice, deviennent celles de la Russie, non seulement de par leur appellation, mais aussi par leur âme et leur cœur propres». Dans une certaine mesure, l'impératrice avait raison : l'âme et le cœur étaient différents, et

* Docteur en philosophie, directeur du Kollegium de Biélorussie, collaborateur à la revue *L'Héritage*.

NdT : Il faut faire un choix pour l'orthographe des noms propres des auteurs, de certains personnages et du pays même, puis s'y tenir – ce choix est hautement politique !

c'est pour cela que les Biélorusses furent les participants les plus actifs de toutes les insurrections polonaises contre les Russes.

Le début des années 1860 fut un moment extrêmement important pour le développement de l'identité nationale, culturelle et politique biélorusse. Pour la première fois, la résistance biélorusse constituait un mouvement autonome, fondé sur une idéologie anticoloniale de libération nationale. L'insurrection de 1863 fut le couronnement de cette activité et s'épanouit sur tout le territoire ethnique biélorusse; l'usage du nom du pays y prit ses racines, en dépit de l'interdiction imposée par les autorités russes dès 1840.

L'idéologue et le chef de l'insurrection fut le jeune intellectuel Kastus Kalinouski. La libération nationale, l'Église gréco-catholique, la langue biélorusse et un système agricole fondé sur la possession des terres par les paysans, tous ces éléments étaient considérés par Kastus Kalinouski, au niveau national et individuel, comme constituant la «biélorussitude». Son idéologie s'adressait à toutes les couches de la société biélorusse de l'époque, distinguait clairement le peuple biélorusse et s'adressait à lui en tant qu'entité. Il lançait un appel fervent à une identité biélorusse naissante et combattante. Kastus Kalinouski écrivait : «*Combats, mon peuple, pour l'humanité et pour les droits de notre nation, pour ta foi et pour ton pays natal! Et je te dis depuis l'échafaud : tu ne vivras pas heureux tant que le Moscovite t'opprimera!*» Kastus Kalinouski considérait les Polonais comme des partenaires stratégiques dans la libération de son pays; néanmoins, l'importance qu'il attachait à l'Église orthodoxe en tant qu'idéologie de salut national était également dirigée contre l'expansionnisme du catholicisme polonais.

Franciszek Baguszewicz fut un autre brillant idéologue, poète et combattant biélorusse de l'insurrection de 1863. Ses écrits furent l'expression littéraire de l'opposition biélorusse à l'oppression coloniale. La «biélorussitude» servait à ses yeux de base existentielle et de cadre commun à une création distincte. En général, les travaux de Baguszewicz représentèrent la première tentative de destruction du complexe colonial d'infériorité nationale. Outre la contribution de nombreux autres personnalités du monde politique et culturel biélorusse, le développement de ce mouvement aboutit à la proclamation de la République

populaire de Biélorussie, en mars 1918, qui fut une manifestation politique et sociale de l'identité biélorusse naissante.

Les années 1860 furent donc un moment crucial dans le développement de l'identité biélorusse. En même temps, l'échec de l'insurrection fut le déclencheur d'une autre doctrine, appelée le «russisme occidental». S'ils reconnaissaient des particularités nationales, les idéologues de cette doctrine prétendaient que la Biélorussie n'avait pas de culture nationale définie et que, de ce fait, elle n'avait pas droit à un développement politique et culturel indépendant. Les Biélorusses et les Ukrainiens étaient considérés comme faisant partie d'un «peuple russe unique» et la «biélorussitude» était considérée comme le résultat d'influences polonaises néfastes. En tant que réaction à l'identité biélorusse résistante, le «russisme occidental» était une nouvelle doctrine (si on le compare avec la politique d'expansion de Catherine II) d'habile colonisation, un outil de russification plus poussé du pays.

Pendant la période soviétique, la politique de russification a continué d'être appliquée sous le couvert de la création d'un «peuple soviétique unique», et c'est seulement après l'effondrement de l'Union soviétique qu'une situation nouvelle a pu voir le jour, marquée par ces mêmes paradigmes idéologiques, dans une version modernisée. D'un côté, le mouvement vers l'indépendance était relancé; de l'autre, ce mouvement provoquait une forte réaction, fondée sur la mentalité soviétique et une mythologie du «russisme occidental» retrouvé et relevant des origines historiques communes de la Biélorussie et de la Russie, des relations privilégiées de fraternité entre les deux peuples et d'une rhétorique totalitaire du panslavisme.

En dépit du réveil de ces vieux mythes et d'une action politique contraire, l'indépendance de la Biélorussie fut proclamée, et des transformations démocratiques eurent lieu. La conscience identitaire biélorusse se développa parallèlement au processus de démocratisation du pays. Comme on l'a constaté, la proclamation de l'indépendance biélorusse se révéla un véritable bouleversement pour la mentalité traumatisée d'une bonne partie de la population. Le programme présidentiel de Vladimir Loukachenko fut présenté comme un palliatif, mêlant sentiments nostalgiques pro-soviétiques, orientations pro-russes et slogans économiques populistes.

Après son élection à la présidence, une doctrine du «russisme occidental» modernisée devint l'idéologie officielle du régime biélorusse et le fondement de nouvelles pratiques coloniales. Ces pratiques rappelaient au moins – quand elles ne continuaient pas – celles déjà appliquées en Biélorussie au XIX^e siècle et à l'époque soviétique. À titre d'exemple, les livres d'histoire de l'enseignement secondaire et universitaire projetant une histoire indépendante de la Biélorussie furent interdits en juillet 1995. Les écoles de langue biélorusse commencèrent à être progressivement fermées, et la langue biélorusse fut bannie des établissements scolaires du pays.

Ce processus au cœur de la politique pro-russe menée par Loukachenko, est la négation même d'une quelconque altérité biélorusse. Les derniers changements liés à un soi-disant «processus d'intégration biélorusse-russe» et au traité d'union sont seulement les signes d'un «russisme occidental» renaissant et de pratiques néo-coloniales vivaces. L'explication de cette situation révèle l'échec de nombreux processus de démocratisation, tant en Russie qu'en Biélorussie, échec qui a déclenché une contre-réaction de la mentalité coloniale et post-soviétique. Il convient de rappeler que les pratiques de colonisation russes menées en Biélorussie après les trois partages de la Pologne ont été dictées par des motivations anti-occidentales. De ce point de vue, Loukachenko constitue l'une des voix de la politique étrangère russe ou pro-russe. Cette politique porte en elle une menace de déstabilisation de la situation générale de toute la région d'Europe centrale et orientale.

Pourtant, l'espoir de la Biélorussie réside dans son altérité et dans son code traditionnel de culture européenne. Son avenir passe sans doute par l'économie de marché et doit s'inscrire dans une perspective de normalité en ce qui concerne l'organisation d'un régime démocratique. Entre-temps, la véritable tâche est d'achever la déconstruction de la mentalité soviétique et post-coloniale d'une partie de la société biélorusse. Même si cela peut s'avérer un processus de long terme, cette déconstruction devra être un jour parachevée. L'opposition démocratique biélorusse, la résistance intellectuelle ainsi qu'une nouvelle situation géopolitique et culturelle en Europe centrale et orientale serviront de fondement à ce processus.

L'intelligentsia polonaise et l'Union européenne

Jacques Faure*

Ce n'est pas une surprise, quand on fréquente l'intelligentsia de Pologne ou d'autres pays de l'Est de l'Europe, de constater que ses représentants sont passés maîtres dans l'art, si j'ose dire, de bouleverser les programmes et de toujours faire émerger un riche débat d'idées.

Cela étant dit, je vais profiter de l'occasion qui m'est donnée pour évoquer tout d'abord quelques souvenirs, qui m'amèneront non pas à lancer un débat, ce serait prétentieux de ma part, mais à avancer, peut-être, une idée qui fait débat, je crois, ou qui pourrait faire utilement débat dans un proche avenir. Puis j'exprimerai ou tenterai d'exprimer quelques souhaits, qui serviront d'introduction ou de base à l'expression d'un espoir concernant l'élargissement de l'Union européenne, notamment à l'égard de la Pologne, qui est l'objet de toutes nos attentions.

Mais tout d'abord, et très brièvement, quelques souvenirs. Ce sont ceux d'un fonctionnaire français qui a passé quelques années de sa vie professionnelle en Pologne, quand le premier secrétaire du POUP s'appelait encore Edward Gierek ; d'un Français qui a vécu comme il a pu cette tourmente, au demeurant très sympathique et porteuse d'espoir, qui s'appelait *Solidarnosc*, et qui a quitté la Pologne en des temps où la vie était redevenue pour les Polonais très difficile, c'est-à-dire au cours de l'année 1985. Le thème de notre débat, c'est le rôle des élites d'Europe centrale et orientale dans la fin de la guerre froide et la redéfinition du monde. Pour ce qui était observable en Pologne pendant cette période, ce rôle a été primordial, n'ayons pas peur de le dire. Il faut s'entendre

* Directeur adjoint de la coopération européenne au ministère français des Affaires étrangères.

simplement sur le terme « élite ». La définition la plus large me paraît devoir être avancée. Pourquoi ?

On ne va pas refaire l'histoire de la Pologne, vous la connaissez beaucoup mieux que moi, mais il me parut, en vivant à Varsovie ces dernières années, qu'il y avait là une conjonction de pensées et d'efforts très puissante. Citons d'abord – pour les Polonais, vous savez à quel point cela compte – les pèlerinages de Jean Paul II. Le pèlerinage de 1979 fut celui d'une redécouverte pour les Polonais, et celui de 1983 leur redonna l'espoir. En dehors du pape, d'autres cercles intellectuels polonais ont pris une part active, voire prépondérante, à la préparation et à la conduite des événements. Je donnerais quelques exemples : le démarrage du mouvement de grève au chantier naval Lénine de Gdansk, dont nous avons tous encore en mémoire les images. Derrière la grille, on s'attendait à trouver des costumes bleus, mais il y avait aussi des costumes gris et des chemisettes d'été ; c'était, entre autres, le groupe des conseillers, pour beaucoup issus du club de l'intelligentsia catholique de Varsovie, pour d'autres venus d'autres horizons, y compris du parti communiste de l'époque, le POUP. Mais cette conjonction d'intellectuels et de travailleurs autour d'un mouvement de grève était proprement, je ne dis pas inimaginable, mais certainement insupportable pour l'État communiste polonais ; elle mettait par terre la fiction doctrinaire de l'alliance entre toutes les classes, qui avaient théoriquement disparu mais qui composaient encore, en réalité, la société polonaise. En cela, c'était quelque chose de très fort.

Au-delà, je me souviens de certains appartements d'intellectuels à Varsovie et à Cracovie. Il y a le nom très connu de l'actuel ministre polonais des Affaires étrangères, il y a aussi ceux de personnes disparues, comme Jerzy Turowicz, le rédacteur en chef de *Tygodnik Powszechny*. Vivre en Pologne ces événements, c'était aussi attendre le mercredi, jour de parution de *Tygodnik*, et le lire avidement pour les nouvelles factuelles qui échappaient à la censure, mais qui étaient très explicites et révélatrices, et surtout pour les commentaires de fond qui permettaient de comprendre les lignes de force de ce qui se passait dans le pays. À cet égard, nous devons évidemment rendre hommage à *Kultura*. Au début, on offrait des livres sur la pensée française, la culture française, la litté-

rature française, le sport français, que sais-je encore ? Puis, très vite, il a été évident qu'il valait mieux prendre le risque de ramener quelques exemplaires de *Kultura*...

Voilà pour le rôle des élites, très brièvement. Mais il faut dire, honnêtement, que leur rôle, aussi déterminant fût-il, n'aurait pas eu l'ampleur qu'il a eue, si les positions prises, les actions conduites, les déclarations faites n'avaient pas trouvé dans la population polonaise un terreau fertile. Car ces années ont été, de la part de la population polonaise, des années de démontage total, au sens du jeu de Meccano, du système communiste polonais, et pas seulement polonais, peut-être, je dis cela pour Natalia Gorbanievskaïa.

Les 16 ou 18 mois d'existence légale de *Solidarnosc* ont permis dans toutes les villes de Pologne (car vous savez qu'il y avait un système, exténuant pour l'observateur étranger, de réunions régulières de *Solidarnosc*, mais dans des villes toujours différentes) un démontage total de tout ce que le régime communiste polonais présentait comme des acquis fondamentaux. Tout y est passé : le système politique, le système policier, l'appareil économique, mais aussi quelques reliquats qui pouvaient passer pour des succès comme les assurances sociales, les vacances gratuites ou presque gratuites, la presse, le sport. Enfin, tout a été démonté et critiqué publiquement pendant un an et demi. On voit avec le recul du temps combien ce phénomène fut capital.

Le petit débat dont je vous parlais à l'issue de ces quelques souvenirs, c'est que ce démontage du système communiste polonais fut bien commis par les Polonais et en Pologne. Mais il me semble, vu de Varsovie, que ce démontage ne se limita pas aux frontières polonaises et qu'il porta un coup décisif à l'ensemble du système soviétique, d'abord parce que le mouvement polonais des années 1980 fut suffisamment fort pour amener les dirigeants communistes de l'époque à convaincre les dirigeants soviétiques de ne pas intervenir en Pologne, en leur disant : « *Ne faites pas cela, ce serait une erreur, mais laissez-nous nous en charger, et nous trouverons une solution au problème.* » Comme la solution ne fut pas vraiment trouvée, la contestation déborda les frontières polonaises, s'étendit jusqu'en Russie et participa (dans quelle mesure, ce n'est

pas à moi de le dire) à la suite des événements dans ce pays, notamment à la *perestroïka* et à ce qui suivit. Je crois que l'on peut rendre hommage aux Polonais : ils ont bel et bien contribué à démonter le système.

Il est temps maintenant pour moi de formuler quelques souhaits à propos de l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne, dans le cadre du cinquième élargissement dont ce pays va faire partie. Le dossier de la candidature de la Pologne lui-même, je vous fais grâce des détails professionnels, n'est pas un dossier facile, ni pour les autorités polonaises, ni pour celles de Bruxelles et les États-membres de l'Union. Il y a beaucoup de chapitres dans cette négociation, 31 au total, 23 étant actuellement en discussion. Mais les chapitres les plus délicats, comme l'Union économique et monétaire, l'agriculture, la liberté de circulation, etc., sont encore à ouvrir. Ce sera la tâche de la présidence portugaise de l'Union européenne, à partir du 1^{er} janvier 2000.

Mais si la négociation est compliquée, on peut dire sans trop d'optimisme que cette affaire se présente assez bien, avec certes des difficultés, mais aussi de réels atouts. Il y a à cet égard un contraste entre cette réalité plutôt positive et l'état d'esprit que l'on peut mesurer dans la population polonaise vis-à-vis de l'adhésion. Les sondages d'opinions sont fréquents et fiables depuis longtemps en Pologne. Même à l'époque communiste et pendant les premiers mois de *Solidarnosc*, les enquêtes étaient tout à fait intéressantes et révélatrices. Ce qui me frappe, c'est que ces études relèvent une érosion des avis favorables à l'adhésion au sein de l'opinion polonaise. Il n'y a rien de dramatique, les avis favorables restent largement majoritaires, mais la tendance est à une certaine érosion : en 1998, environ 78 % d'opinions exprimées étaient favorables à l'adhésion à l'Union européenne ; fin 1999, elles n'étaient plus que 58 %.

Les raisons qu'il est possible d'avancer pour expliquer cette érosion sont fort nombreuses. Certaines sont d'ordre économique : il y a une inquiétude dans de nombreux secteurs de la population polonaise sur les possibles conséquences de l'adhésion, en termes d'emploi, de niveau de vie, de progrès personnel. De nombreux secteurs de la population, et pas seulement les agriculteurs, par exemple certaines catégories de fonctionnaires, comme les enseignants, et

diverses professions disons commerciales, se posent des questions. Et ni l'Union européenne, ni les autorités polonaises n'ont décidé de lancer méthodiquement une vaste et large campagne d'explication sur ce qu'est l'Europe et ce que signifie l'adhésion. Cela dit, le gouvernement polonais a commencé une campagne en direction de l'opinion polonaise. Kulakowski a entrepris une tournée des départements polonais pour expliquer les enjeux de l'adhésion. La mesure du défi est donc bien prise, et les remèdes vont probablement être apportés, mais il fallait signaler honnêtement cette tendance.

Ce scepticisme de la population trouve peut-être son origine dans l'histoire de la Pologne et la fibre patriotique des Polonais. L'entrée dans l'Union soulève de nombreuses interrogations sur le statut futur, en Pologne, de la propriété des terres. Ce débat n'est peut-être pas ressorti très clairement, mais il existe et est très profond. Il ne constitue pas une menace pour la souveraineté polonaise mais est perçu par une partie de l'opinion comme quelque chose de sérieux.

Il y a peut-être encore une troisième raison de ces méfiances de l'opinion publique vis-à-vis de l'adhésion, et là je reviendrai sur ce qu'a dit Natalia Gorbanievskaïa à propos du langage. Le malheur linguistique veut que la traduction dans certaines langues du mot « union » soit celle qui était utilisée pour traduire « Union soviétique ». Dans quelques pays baltes, on m'a souvent dit : « Pourquoi donc voulez-vous nous faire adhérer à une union, alors que nous venons juste d'en quitter une autre ? » Et l'on employait le terme « Union soviétique ». Cela paraît anodin, mais il faudrait y faire attention.

Et maintenant, l'espoir. Quand on mesure ce que l'intelligentsia a été capable de faire, c'est-à-dire, à mon sens, démonter le système communiste en Pologne et au-delà, et résister à une politique d'hégémonie culturelle qui visait à nier la personnalité nationale et à imposer à sa place une sorte d'*homo sovieticus* dont personne ne savait exactement ce qu'il était, mais dont tout le monde, propagande oblige, tentait de faire le modèle ; quand on se remémore un instant ce qu'était le camp socialiste, au sein duquel la Pologne était un État avec des frontières, un espace, une population, et constituait donc, pardonnez-moi l'expression, un « gros morceau » à attaquer. Car il faut se souvenir que, dans le

camp socialiste, il y avait des États et des peuples beaucoup plus petits, mais qui n'étaient pas dénués de frontières, ni de langues, d'histoire ou de culture, et sur lesquels l'expérience de l'*homo sovieticus* appliquée pendant près de 70 ans a failli réussir. Les pays baltes ont été très proches du renversement de l'équilibre démographique au profit des Russes, et on a été à deux doigts de voir la langue balte disparaître comme langue véhiculaire. Et le fait que la Pologne ait contribué à démonter ce système a probablement aidé ces pays dans leur résistance qui ne bénéficiait pas, au départ, des mêmes moyens.

Alors l'espoir, c'est que l'intelligentsia et l'opinion en Pologne, qui se sont engagées dans cette phase héroïque de démontage du communisme, puissent se mobiliser à nouveau, aujourd'hui, au bénéfice des Polonais et peut-être, aussi, un peu au-delà de leurs frontières, au service de l'engagement commun aux pays de l'ex-Europe de l'Est, qui est celui de la réussite du cinquième élargissement de l'Union européenne.

Une passerelle entre l'intelligentsia polonaise et l'Occident

Jan Nowak-Jezioranski*

Jerzy Giedroyc est sans aucun doute l'homme d'État le plus méritant de l'émigration militaire d'après-guerre. Aujourd'hui, le fait qu'il ait commencé son activité d'éditeur en 1946, il y a 54 ans, en publiant à l'usage des soldats du deuxième Corps *Le Livre des pèlerins polonais*, d'Adam Mickiewicz – ce fait est devenu un symbole. Par ce moyen, Jerzy Giedroyc a créé un pont entre l'émigration des soldats de la Seconde Guerre mondiale et la grande émigration qui l'avait précédée.

Le sujet de cette conférence est le rôle joué par les élites en Europe centrale et orientale dans la victoire des démocraties occidentales pendant la guerre froide. L'intelligentsia polonaise, qui a refusé les tentatives d'enfermement des esprits par des outils de propagande de plus en plus massifs, à travers l'information et l'éducation, a contribué de façon décisive à cette victoire. Le lavage de cerveau ne peut être efficace que dans des conditions d'isolement hermétique par rapport au monde extérieur. Cet état de choses a bel et bien existé en Union soviétique. Mais la Pologne, plus que n'importe quel autre pays vassal, est restée ouverte à l'afflux d'informations et d'idées extérieures qui se heurtaient à l'idéologie nationale. Les élites polonaises, tout au moins dans leur majorité, se sont préparées à la vie et à l'action menées dans des conditions de liberté et de démocratie, sous l'influence de l'Occident. Sur ce terrain, Jerzy Giedroyc et *Kultura* ont rendu bien des services, que l'histoire va enfin pouvoir mesurer.

* Historien politologue, ancien directeur de la section polonaise de *Radio Free Europe*, codirecteur du Congrès de la Polonia aux États-Unis.

Traduction de l'article paru dans *Tygodnik Powszechny*. Jan Nowak-Jezioranski a fait parvenir sa participation sur cassette audio.

Jerzy Giedroyc n'avait à sa disposition ni avion ni grand équipage. Il pilotait et pilote toujours seul son avionnette, qui a vaincu tous les records de temps, de vitesse et de hauteur de vol, sans jamais perdre d'altitude. Si j'avais à résumer en une phrase ses accomplissements, je dirais qu'il parvint à construire des passerelles entre l'élite intellectuelle polonaise et l'Occident, et contribua à abattre le monopole de la propagande qui essayait de former l'*homo sovieticus*. Le rôle de Jerzy Giedroyc ne se résume néanmoins pas à cette définition. Son activité a largement dépassé la simple rédaction de journaux. Maisons-Laffitte est devenue la continuation de l'hôtel Lambert.

Jerzy Giedroyc a toujours déclaré la guerre aux dogmes et aux stéréotypes. Après Yalta, il fut le premier à refuser les attentes, perceptibles chez tous les Polonais de l'émigration, de l'éclatement prochain de la troisième guerre mondiale. Ces attentes empêchaient de regarder vers un futur plus lointain et de formuler une pensée qui fit face à l'horrible réalité. Plus d'un numéro de *Kultura* fut un bâton planté dans la fourmilière de l'émigration polonaise.

En 1952, *Kultura* fut la première revue à concilier la thèse de l'importance de la réconciliation avec l'idée de la perte des territoires à l'Est. La même année, le rédacteur de *Kultura* écrivait une lettre à Eisenhower pour lui demander de reconnaître la frontière Oder-Neisse. *Kultura* lutta âprement contre les préjugés nationalistes et les manifestations de la xénophobie sous toutes ses formes. Elle incita à la réconciliation avec l'Ukraine, la Lituanie et la Biélorussie, et, plus important, avec les Allemands et les Russes. Maisons-Laffitte devint la Mecque des dissidents et des intellectuels de toutes couleurs politiques et de toutes nationalités. La revue les publia, qu'elle soit d'accord ou non avec leurs idées. Sans une *Kultura* ouverte à tous, l'œuvre de Milosz et Gombrowicz, rejetée par le milieu polonais de Londres, n'aurait pas été connue. Sans l'initiative et les efforts de Jerzy Giedroyc, il n'y aurait eu de prix Nobel ni pour Milosz ni pour Walesa. De façon indirecte, *Kultura* est devenue un exemple de pluralisme et de tolérance. Dans les années 1960, déjà, elle appela les lecteurs à faire la différence entre l'Union soviétique et la nation russe.

Dès cette époque, *Kultura* présenta la Pologne comme un pays aidant le processus d'eupéanisation et de libération de la Russie de son impérialisme tra-

ditionnel. Aujourd'hui, les élites de la nouvelle république polonaise ont reconnu les frontières d'après-guerre, restitué leurs droits aux minorités nationales et mené la réconciliation avec l'Allemagne, la Lituanie, la Biélorussie et l'Ukraine. Elles mettent tout en œuvre pour que de bons rapports avec la Russie voient le jour. *Kultura* eut une influence sur toutes ces attitudes. La revue passait en fraude dans le pays par les Polonais et les étrangers qui y allaient ou en revenaient. Je ne sais combien d'exemplaires arrivèrent ainsi à passer au travers des fouilles et des contrôles, mais chacun d'entre eux, de main en main, était lu avec la dévotion qui accompagne la lecture de l'écriture sainte. L'intellectuel qui ne pouvait pas se vanter de lire *Kultura* perdait tout prestige.

Je ne peux pas négliger le fait que l'équipe polonaise de *Radio Free Europe* ait ressenti avec douleur les attaques de *Kultura* à propos de leur station et, en particulier, l'accusation de travailler pour les Américains. À notre sens, ces reproches étaient injustes, car ils provenaient d'une mauvaise connaissance de nos programmes radiophoniques, et le groupe *Radio Free Europe* n'était pas le seul à profiter de l'aide financière des États-Unis. Mais, malgré ces différences, nous ne sommes jamais allés jusqu'à des antagonismes individuels. Je me suis toujours adressé avec respect au rédacteur en chef de *Kultura*, et il me semble que ce fut réciproque. Jerzy Giedroyc m'a aidé plus d'une fois en secret, de sa propre initiative. De mon côté, j'ai introduit sur les ondes un débat de vingt minutes sur chaque numéro de *Kultura*, en plus de la lecture des textes les plus importants, par fragments ou dans leur totalité. Par cette voie, le journal parvenait à des millions d'auditeurs. Édité par l'Institut littéraire, *L'Archipel du goulag* fut retransmis pendant trois ans par notre station, avec l'accord de Jerzy Giedroyc, et par épisodes de dix minutes. Par l'intermédiaire de *Kultura*, les membres de notre groupe, de leurs propres poches, transmettaient colis et aide aux artistes poursuivis.

Dans mes souvenirs de radio, j'ai comparé Maisons-Laffitte à un phare jetant à distance un faisceau lumineux sur la Pologne. Comment pourrais-je finir, si ce n'est par un travestissement des mots de Julian Ursyn Niemcewicz : « *Grand Dieu, quelle longue, quelle belle, quelle fertile existence!* » Qu'elle soit menée le plus longtemps possible.

L'Europe ne s'arrête pas à la frontière orientale de la Pologne

*Jacques Le Goff**

Nous sommes très sensibles aux questions de vocabulaire et de traduction d'une langue dans une autre. J'exprimerai cependant mes réserves sur le terme de «survie» (bien que je sache qu'il n'y a pas d'autre mot). En effet, la première idée qui vient à l'esprit quand est prononcé le mot «survie», c'est l'idée de quelque chose que l'on maintient plus ou moins artificiellement en vie, qui est moribond et que l'on aide à vivre encore un peu plus longtemps. J'estime qu'il n'y a pas à proprement parler de «survie» en histoire. Une société, une culture, une nation ne vit plus si elle n'en a plus la force; elle meurt. Il ne s'agit donc pas de «survie». Ainsi, de la même manière que nous avons essayé de faire l'histoire (aussi bien dans la durée du présent ou des dix dernières années qu'à plus long terme), nous devons replacer cette «survie» dans la longue durée.

Il me semble que trois types de problèmes se trouvent unis (parfois de façon conflictuelle) dans cette idée de «survie» qui, par rapport à ce qui a été dit au cours de cette journée, se projette beaucoup plus nettement vers l'avenir. Tout d'abord, il faut davantage lier cette coexistence à un même ensemble, à une même communauté, d'une façon mieux organisée et plus forte. Cette communauté, c'est l'Europe, une Europe qui, comme nous le savons, existe. On n'a pas à y faire entrer la Pologne ou d'autres pays : ils en font partie depuis longtemps. Il faut seulement les y reconnaître, dans tous les sens du mot.

Le second type de problème réside dans le fait que cette communauté (je ne reprendrai pas le terme d'union, qui est malheureux) est diverse. C'est, je crois, l'une des difficultés et l'une des chances de l'Europe que d'être historiquement

* Historien, ancien directeur d'études de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

et essentiellement diverse. Par conséquent, si l'on veut faire l'Europe, si l'on veut la faire vivre ou revivre, elle ne peut être que diverse. Toutefois, je crois que nous ne pouvons pas nous en tenir à ce couple « unité-diversité ». Il faut y ajouter celui de nation et d'identité nationale. En effet, les identités nationales et culturelles sont autre chose que, simplement, une version spécifique des autres nations de l'Europe. Et les problèmes qui se posent aujourd'hui sont encore plus difficiles et plus aigus dans sa partie centrale et orientale.

J'ai été très heureux que soit affirmé avec force tout ce que j'avais entendu dire non seulement à travers la lecture de *Kultura*, mais encore, depuis longtemps déjà, par Bronislaw Geremek (dans une Pologne encore sous le joug communiste). Ce qu'il prévoyait, ce qu'il préfigurait, c'était une Pologne en intime contact avec ses voisins, en particulier la Lituanie et l'Ukraine. C'est donc un message qu'il faut faire passer aux Occidentaux, et notamment aux Français. Ce serait un non-sens, ce serait anti-européen, que de donner comme limite à l'Europe la frontière orientale de la Pologne. Ce serait une catastrophe, et cela n'aurait pas de signification valable.

Ce que je retiens aussi, c'est l'importance évidente de la langue. Pour chacune de ces nations, chacun de ces peuples, chacun de ces États, il y a un soin à apporter à sa propre langue. Ce qu'a dit Natalia Gorbanievskaïa ce matin m'a beaucoup ému. Je crois qu'il faut respecter sa langue. Mais cela ne veut pas du tout dire qu'il faut en arrêter l'inévitable et positive évolution : il faut la respecter. L'Europe doit donc être un ensemble de langues respectées par les peuples qui l'habitent. Il faut savoir communiquer, et il y a là un problème de plurilinguisme qui est, à mon sens, l'une des questions les plus importantes d'aujourd'hui. On se parle, c'est certain, mais il y a encore de grosses difficultés. Vous nous donnez, vous qui parlez vos langues différentes, parfois voisines, un très bon exemple. Je pense là à mes amis, à mes malheureux amis hongrois qui font tellement d'efforts pour communiquer, non pas, hélas, avec leur langue dont la particularité est, dans une perspective de communication, une relative infortune.

La Hongrie possède, certes, une grande culture et une grande littérature, mais il est certain que la langue hongroise n'a pas été un cadeau de l'histoire. Si elle l'était, ce le serait d'un point de vue culturel et non pas historique. Cependant, la Hongrie est absolument, peut-être encore plus que l'Ukraine, au cœur de l'Europe. Elle y est et elle doit y être. Ce problème me semble tout à fait essentiel. Il faut que nous ayons conscience, dans les régions dont nous parlons plus spécialement aujourd'hui, qu'il est essentiel d'apprendre à nos enfants un modèle de plurilinguisme. Nous ne pouvons pas nous en remettre à un « pidgin », pas seulement anglais, mais de n'importe quelle autre langue. Un espéranto européen serait, je crois, tout aussi monstrueux. Il faut que nous puissions parler entre nous plusieurs langues, et les progrès de la traduction feront les miracles nécessaires pour le reste.

Il ne faut pas oublier non plus le problème de la place de la mémoire dans cette vie qui continue (plutôt que dans cette « survie »). La mémoire est un de ces éléments de cette vie, et nous savons maintenant combien les questions de mémoire et d'oubli sont à la fois essentielles, délicates et dramatiques. Il faut que nous sachions quoi faire de la mémoire. Pour reprendre une expression de Paul Ricœur, nous devons tous faire notre « travail de mémoire ». Ce qui a été dit aujourd'hui peut sans doute nous y aider.

Pour un espace européen et centre-européen

Petr Janyska*

J'ai été extrêmement touché de recevoir l'invitation pour me rendre, moi, Tchèque, à cette conférence sur quelque'un qui est une véritable institution de la réflexion et de la vie intellectuelle polonaise : Jerzy Giedroyć, le père de la revue *Kultura*.

Cette conférence revêt pour moi trois caractéristiques, trois points essentiels et emblématiques. La première, c'est qu'elle a lieu dix ans après l'arrivée au pouvoir du gouvernement Mazowiecki, un gouvernement polonais qui représente la véritable fin du régime communiste et le début de quelque chose de radicalement nouveau. La deuxième, c'est qu'avec les plus grandes personnalités polonaises (que je n'avais jamais vues réunies) ont été invités aujourd'hui des Biélorusses, des Ukrainiens, des Russes, ainsi que les ambassadeurs bulgare et tchèque. Enfin, troisième et dernier point : cette conférence a lieu à Paris, et c'est tout un symbole.

J'espère en tout cas que mon invitation n'a pas été due uniquement au fait que j'ai quelques liens avec la Pologne, ni au fait que j'ai des amis parmi vous ici présents. J'espère que cette invitation doit se comprendre dans un sens beaucoup plus large, dans celui que Jerzy Giedroyć donnait à *Kultura*, à savoir que l'espace européen et centre-européen existe bel et bien, et cela au moment même où l'Europe a été divisée en deux mondes.

La revue *Kultura* est bien connue des Tchèques. Elle a été lue à Prague, elle y a été et y est toujours appréciée. Je ne dirai pas qu'elle a été beaucoup lue. Néanmoins, elle est connue et estimée. Elle a joué pour nous, les Tchèques, un

* Ambassadeur de la République Tchèque en France.

rôle tout à fait particulier. En effet, à Paris, il y avait un exil polonais et aussi un exil tchèque, dont faisait partie Pavel Tigrid. Il n'a malheureusement pas pu venir aujourd'hui car il est malade, mais il a écrit un texte dont je vous lirai quelques extraits à la fin de mon intervention.

Pavel Tigrid se retrouva donc à Paris (après un séjour aux États-Unis), et il eut, lui aussi, l'idée de lancer une revue politique et culturelle. Pour cela, il prit comme modèle (il le dit et ne le cache pas) *Kultura*. Il choisit *Kultura* pour son esprit d'ouverture, son neutralisme idéologique, son intérêt pour ce qui se passe dans le pays. Il souhaita, lui aussi, créer une revue qui, même si elle était réalisée à l'étranger, ne serait pas axée sur l'exil mais sur le pays même. Il y eut donc, chez Pavel Tigrid comme chez Jerzy Giedroyc, ce grand espoir qu'un jour le régime en place allait changer et que, finalement, s'ils se trouvaient en exil, ce n'était pas un éloignement éternel mais une simple coïncidence de l'histoire qui changerait un jour.

Ceci me fait d'ailleurs penser au sort de l'exil russe après 1917, dont certaines personnalités se sont retrouvées à Prague. Elles y constituaient une colonie qui se dota vite, grâce à l'action du président Masaryk, d'une école supérieure ayant pour mission de former une intelligentsia qui prendrait le pouvoir à Moscou; assez vite, espérait-on à l'époque.

Tout cela nous montre bien que, partout, se sont trouvées des personnalités qui avaient à peu près la même réflexion et les mêmes projets. Le dénouement de ces projets n'a cependant pas été toujours identique. En effet, si la revue *Témoignage* s'est installée à Prague, elle n'existe plus aujourd'hui; alors que *Kultura* est toujours là et continue de susciter une grande admiration. Ces deux revues ont trouvé refuge en France, chacune pour des raisons un peu différentes, et, bien que cela ne se soit pas passé à la même époque, c'était tout de même très tôt après la guerre. La France leur a apporté un grand appui, et nous lui en sommes reconnaissants.

Sachez aussi que, lorsque Vaclav Havel a fait son premier voyage en France, au début de l'année 1990, il a tenu à aller voir Pavel Tigrid juste après sa rencontre

avec le président français. Cela a été une grande fête parce que *Témoignage*, tout comme *Kultura*, a été plus qu'une simple revue. Elle a été une plaque tournante, un lieu de rencontres où tous les Tchèques qui avaient la chance (un peu moins que les Polonais) de sortir du pays ou ceux qui étaient en exil affluaient pour échanger de l'information. Pavel Tigrid a reçu d'ailleurs, plus tard, des mains de l'ambassadeur de France à Prague, M. d'Aboville, la Légion d'honneur. Ce geste nous a beaucoup touchés et a renforcé notre conviction que l'appui dont ces deux revues ont bénéficié à Paris est la preuve de l'intérêt que la France porte à l'Europe centrale, à notre région et à nos pays.

Depuis que tout a changé (ou presque, puisque *Kultura* est toujours à Maisons-Laffitte), un nouveau phénomène a surgi, tout à fait intéressant, dont je voudrais vous dire deux mots. Un nombre important de pays d'Europe centrale et du Sud-Est (et ce nombre va sûrement encore augmenter) ont demandé leur adhésion à l'Organisation internationale de la Francophonie. Ces pays sont devenus soit membres, soit observateurs (la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la République Tchèque, la Macédoine, la Lituanie...). C'est un phénomène totalement nouveau qui n'en est probablement qu'à son début, et on ne voit pas encore exactement où il va nous mener; en tout cas, il est là.

L'Europe centrale, elle, porte un intérêt particulier à la France. Elle souhaite que Paris renforce ses liens avec elle en termes culturels, politiques (dans le cadre de la construction européenne), économiques et financiers. Car les quatrième, cinquième et sixième places en termes d'échanges commerciaux et d'investissements (ceci dépend des pays) pourraient être améliorées. Il y a en effet, en Europe centrale, un intérêt certain pour la France, et ce n'est sûrement pas par hasard si les deux revues *Kultura* et *Témoignage* ont trouvé refuge à Paris. Les Tchèques le savent, en sont reconnaissants et se rappellent (comme les Polonais d'ailleurs) le rôle que la France a joué entre les deux guerres. Ils trouvent qu'il y a, dans un contexte nouveau, des initiatives à prendre.

Lettre à Jerzy Giedroyc

Pavel Tigrid*

La maladie m'empêche de participer à cette importante conférence en hommage à *Kultura* et à vous [Jerzy Giedroyc], et je le regrette bien. Je suis heureux qu'à cette occasion Paris réunisse tant de vos amis et admirateurs, dont je fais partie, afin qu'ils rendent hommage à cet immense travail que vous avez accompli pendant de longues années, nommé *Kultura*. Cet hommage vous est dû depuis longtemps déjà. Je sais bien que les célébrations ne sont pas votre tasse de thé, mais celle-ci vous était on ne peut plus due.

Pour d'autres, cette conférence va représenter l'occasion de reconnaître l'incontestable importance historique de *Kultura*, pas seulement en Pologne, pendant la période du règne communiste qui privait de liberté les pays d'Europe centrale et orientale. Une fois de plus, on a pu démontrer le pouvoir des mots, *a priori* sans défense, dans la lutte contre l'écrasante force d'acier des dictateurs, qu'il s'agisse des temps ou de la censure. C'est là votre immense mérite, cher Jerzy, et celui de vos collaborateurs. Le mot a en effet la force d'une vérité prononcée et vérifiable. Il a une force explosive lorsqu'il est formulé de manière convaincante, grave mais brillante aussi. C'est exactement ce que vous avez su faire dans *Kultura*, souvent contre tous.

À titre tout à fait personnel, j'aimerais avouer un de mes péchés (un parmi tant d'autres) : un péché de plagiat, qui plus est à vos dépens. En automne 1956, à New York, lorsqu'en tant qu'émigrant je gagnais ma vie grâce à l'importation de café et de thé, job passionnant s'il en est, l'idée m'est venue (à la lumière des événements de Pologne et de Hongrie) de créer un périodique tchèque et slovaque. Quand, avec l'aide de quelques amis, je le réalisai, il ressemblait de

* Texte lu, en l'absence de Pavel Tigrid, par Petr Janyska.

manière suspecte à *Kultura*. Non par son contenu, surtout quant aux premiers numéros de cette parution trimestrielle appelée *Svedectvi* (*Témoignage*), mais bien par son esprit, son orientation politico-culturelle, sa structure et, surtout, par son objectif : être lu et diffusé au pays, dans ce pays ligoté et bâillonné nommé Tchécoslovaquie communiste. C'est dans cette intention qu'il était rédigé, c'est-à-dire exactement selon la philosophie de votre mensuel.

Pour ce qui est de l'édition, cela s'est avéré être la bonne idée. Après mon retour au pays, en 1990, quelle ne fut pas ma surprise de constater que ce périodique de « haute trahison » était lu par un grand nombre de personnes. Il n'y avait pour ainsi dire pas de dissident (à commencer par Vaclav Havel) qui, à l'époque de la dictature du parti unique, n'y eût écrit quelque article sous un pseudonyme quelconque. Certes, *Svedectvi* n'a pas été édité aussi longtemps que votre *Kultura*, cependant il a tenu tout de même trente ans. Alors, enfin, je reconnais publiquement, non sans un petit sentiment de honte, vous avoir plagué et vous en demande pardon.

Je vous souhaite donc de continuer à publier votre *Kultura*, à mes yeux tout à fait admirable, et avec le même succès. À vous personnellement, je souhaite une bonne santé et beaucoup de joie dans votre vie.

Le programme *Apollo* de la culture européenne

Leopold Unger*

Je voudrais m'écarter du sujet proposé et même préparé et, pour justifier cette démarche, je vais commencer par une anecdote. La scène se passe à Tel-Aviv. Un groupe de touristes s'arrête devant une minable échoppe située dans le sous-sol d'une non moins minable petite rue. Devant l'entrée, une énorme enseigne annonce : « *On parle français* », « *English spoken* », « *Man spricht deutsch* », « *Se habla español* », etc., en quelque 40 langues. Les touristes étonnés demandent au propriétaire : « Parlez-vous français ? – Non. – Anglais ? – Non. – Espagnol ? – Non. – Alors qui parle toutes ces langues ? – Comment qui ? s'étonne le vendeur. Mes clients, bien sûr. »

J'interviens, je crois, trop tard au cours de cette séance. Car, à en juger d'après la réaction des « clients » dans la salle, ils parlent toutes les langues, mais peu savent qui est le « vendeur » et quelle est la « marchandise ». Je crois qu'il aurait été logique d'ouvrir notre débat par la présentation de *Kultura*, peu connue de l'opinion française. Je vais donc, avec un certain retard, essayer de rétablir l'ordre logique des priorités.

La préface de Grazyna Pomian aux deux premiers volumes de l'anthologie des articles de *Kultura* que l'on vient de publier en Pologne s'ouvre sur une phrase qui va inspirer mes réflexions d'aujourd'hui : « *En 1989, presque tous les opposants polonais déclaraient avoir été lecteurs de Kultura.* » Elle a raison, ils le déclaraient en effet, bien que cela ne fût pas vrai, évidemment. Car, en fait, *Kultura* eut relativement peu de lecteurs en Pologne.

* Journaliste au *Soir*, collaborateur à *Kultura*.

J'ai vécu une aventure semblable. Je suis allé, en 1991, à Varsovie, envoyé par Jerzy Giedroyc, pour ouvrir la première exposition de *Kultura* dans une Pologne désormais démocratique. Beaucoup d'émotion, foule à l'ouverture et, évidemment, la majorité des nombreux visiteurs avouaient, eux aussi, avoir depuis toujours religieusement étudié *Kultura*. Ce qui, bien sûr, n'était pas vrai non plus. Enfin, pour rester dans le même registre, je fus témoin de la rencontre, ici, à Paris, entre Jerzy Giedroyc et Lech Walesa. Dans le silence de la salle, consciente que le moment était vraiment historique, ce fut la première rencontre des deux personnalités qui symbolisaient la démocratie polonaise. On y a entendu Lech Walesa déclarer humblement être, lui aussi, un élève de *Kultura*. Cela non plus n'était pas vrai.

Pourtant, il est vrai que *Kultura* eut un énorme impact sur le destin de la Pologne. Simplement, cet impact ne peut pas et ne doit pas être calculé en fonction du nombre d'exemplaires en circulation. D'abord, parce que chaque exemplaire qui pénétrait illégalement en Pologne circulait sous le manteau et était lu par plusieurs dizaines voire plusieurs centaines de personnes, sans évidemment que l'on pût connaître exactement leur nombre. Ensuite, parce que les exemplaires de *Kultura* qui réussissaient à franchir les barrières de l'État communiste se retrouvaient évidemment surtout entre les mains des intellectuels, de l'intelligentsia polonaise, de l'élite de la nation, c'est-à-dire de ceux qui animaient le mouvement démocratique et l'opposition en général.

Un des très rares exemplaires légalement accessibles était exposé dans la bibliothèque de l'Union des écrivains, à Varsovie. J'en ai vu plusieurs dans lesquels, plus intéressants que les articles des auteurs de *Kultura*, on pouvait lire les commentaires, parfois acerbes, presque toujours pertinents, écrits dans la marge des pages, inspirés par le contenu de *Kultura* et fondamentaux pour l'avenir de la Pologne. En outre, chaque exemplaire ou, plus souvent, certains articles étaient recopiés par tous les moyens de reproduction imaginables. J'en possède plusieurs échantillons qui vont des copies tapées et même écrites à la main jusqu'à des publications, parfois de numéros complets, correctement imprimées. Pendant la loi martiale, j'ai reçu à Bruxelles un émissaire spécial porteur de la proposition d'un contrat pour la publication *underground* d'un recueil de mes

essais dans *Kultura*, document parfaitement rédigé, évoquant non seulement le nombre de pages mais même l'honoraire, et prêt à la signature.

Un certain nombre d'exemplaires allaient directement aux gens du pouvoir. Lors d'un de mes séjours en Pologne, j'ai rencontré un ancien officier de la sécurité qui, très fier, m'a dit être en possession d'un exemplaire de mon livre publié par *Kultura*, à Paris, dont un certain nombre de copies furent, en effet, confisquées par la police qui intercepta un camion venant de Suède et transportant le « matériel » destiné à *Solidarnosc*. On ne peut certes pas savoir quel était l'impact de la lecture de *Kultura* sur les membres du Comité central du parti communiste, mais, à en juger par la violence des attaques contre la revue, son contenu les a fortement impressionnés et irrités.

Enfin, le peuple, les gens qui n'ont jamais eu l'occasion ne fût-ce que de voir un exemplaire de *Kultura* ont cultivé le mythe de sa superpuissance. Les Polonais obéissaient à une équation logique. Le parti communiste attaquait *Kultura* avec une rare virulence et par tous les moyens : une exposition spéciale sur *Kultura* s'ouvrit, notamment, par un poster géant intitulé « L'arbre de la trahison », avec Jerzy Giedroyc dans le rôle principal. Eh bien ! se disaient les gens, si le parti attaque avec une telle fureur, si la police réprime avec une telle férocité des jeunes qui risquent leur liberté pour transporter la revue en contrebande et la distribuer en Pologne, si toute une brigade de clercs version Julien Benda ne fait que combattre *Kultura*, c'est qu'il doit s'agir d'une chose non seulement très puissante mais aussi très précieuse et très importante pour la Pologne.

Si j'ai donc décidé de vous parler de *Kultura*, c'est qu'au-delà de l'hommage à son fondateur et rédacteur en chef, la revue a véhiculé un message parfaitement adapté au sujet de cette conférence, à savoir : la survie des identités nationales et culturelles dans l'Europe du XXI^e siècle. Certes, tout a changé. *Kultura* circule aujourd'hui légalement en Pologne, son contenu a changé, ses collaborateurs aussi. Certains nouveaux sont arrivés, et il y eut aussi quelques divorces, parfois douloureux. La revue garde cependant son esprit très vigilant et très critique (trop critique pour certains), et l'essentiel de son message n'a pas changé.

On peut en présenter quelques lignes de forces, tout en précisant que le choix est arbitraire, tout comme l'est l'ordre de priorité.

La morale

Jerzy Giedroyć a, dans ce domaine, toujours placé la barre le plus haut possible. Commençons par un souvenir. Il n'était pas facile de représenter Jerzy Giedroyć en Pologne, où il était une véritable légende, la grande voix d'en haut et de loin, et dont le message avait un poids quasiment biblique. Alors, quand il m'a demandé, en 1991, d'aller ouvrir en son nom l'exposition de *Kultura*, à Varsovie, j'ai pris mes précautions. J'ai dit que j'irais et demandé comment je devais expliquer le refus de Giedroyć d'ouvrir personnellement «sa» toute première exposition en Pologne. Voici le court dialogue que nous avons eu entre Maisons-Laffitte et Bruxelles :

Jerzy Giedroyć : «Dites qu'avant d'aller en Pologne, j'attends qu'il y ait à Varsovie un Parlement démocratiquement élu, une nouvelle Constitution, elle aussi démocratique, et qu'il n'y ait plus de soldats soviétiques sur le sol polonais.

Moi : Je peux donc dire que, quand toutes ces conditions seront réalisées, vous viendrez en Pologne...

Jerzy Giedroyć : Non, vous ne pouvez pas le dire. Vous pouvez dire qu'alors, je verrai...»

C'est ce que j'ai fait, tout en étant convaincu qu'en fait il s'agissait de motifs bien plus profonds. Il y a aujourd'hui à Varsovie un Parlement démocratiquement élu, il n'y a plus de soldats soviétiques, ni même russes, et il y a une Constitution démocratique, mais Jerzy Giedroyć ne s'est toujours pas rendu en Pologne. Et il ne s'y rendra plus. «*Le tourisme, dit-il, ne m'intéresse pas. En outre, mon séjour serait l'occasion d'une récupération par différentes fractions. C'est non.*»

En fait, c'est autre chose. Jerzy Giedroyć n'est pas content de la Pologne. En 1995, il a été fait docteur *honoris causa* de l'université Jagielonienne de

Cracovie, la plus prestigieuse et la plus ancienne de Pologne. Il n'y est pas allé, bien sûr, c'est le sénat de Cracovie qui a envoyé une délégation à Paris. Et qu'a-t-on entendu dans le discours du récipiendaire ? Une dénonciation d'une partie de la classe politique polonaise (à l'époque directement issue de *Solidarnosc*) et de la façon dont des «petites gens» (le terme polonais *mialki* est plus sévère mais n'a pas d'équivalent en français) gèrent le pays désormais libre et souverain. Bref, la Pologne actuelle ne correspond pas à sa vision. Certes, une Pologne qui répondrait entièrement aux exigences de Jerzy Giedroyć n'existe pas. Ainsi, quand on m'a demandé un jour qui était Jerzy Giedroyć, j'ai répondu sans hésitation : «*C'est un jeune homme de 90 ans qui a des ambitions énormes. Pas pour lui, mais pour son pays.*»

La politique

Là aussi, la barre est placée très haut. *Kultura* est une revue rédigée par des gens libres. Elle ne respecte pas les tabous, combat les stéréotypes, affiche un non-conformisme parfois exagéré, selon certains. Elle dénonce toutes les phobies polonaises : le nationalisme, le chauvinisme, le cléricisme et les ingérences politiques de l'Église, la xénophobie et surtout l'antisémitisme. *Kultura* n'a jamais eu une idéologie quelconque, mais elle a toujours eu des principes. Objective et équilibrée dans les limites du possible, *Kultura* n'a jamais été neutre. Elle a un programme : la Pologne démocratique, laïque et tolérante, pluraliste, fière mais ouverte, européenne, et occupant une place spéciale, jouant un rôle particulier, dépassant, dans le sens le plus noble du terme, ses limites géographiques ou son potentiel économique, pour être un foyer de stabilité et de coopération au cœur de l'Europe. Tout cela en liaison avec ses voisins comme l'Ukraine et la Lituanie et en toute amitié avec la Russie, tous ces pays étant, bien entendu, libres et démocratiques. Quand, il y a trente ans, je commençais à écrire pour *Kultura* (sans même remonter à 1947, quand Jerzy Giedroyć l'a créée), un tel programme semblait complètement irréaliste, fou, insensé. Et aujourd'hui ?...

Le patriotisme

Le siège de *Kultura* à Maisons-Laffitte (certains l'appellent le *kibboutz* ou le phalanstère) est devenu le lieu d'une sorte de pèlerinage. J'assistai un jour à un

formidable spectacle : Brazauskas et Kwasniewski, deux présidents post-communistes de deux pays post-communistes, vinrent à Maisons-Laffitte présenter leur hommage à Jerzy Giedroyc, l'homme qui a, le premier, annoncé la chute inévitable de leurs régimes respectifs...

Spectacle compréhensible. La Pologne, clamait Jerzy Giedroyc, devait acquérir une exceptionnelle autorité, dont le rayonnement, vidé de tout chauvinisme, devait atteindre toute l'Europe centrale et orientale, Russie (à l'époque URSS) incluse. C'est Jerzy Giedroyc qui a eu le courage unique de renoncer publiquement, au nom de la paix avec ses voisins, à toute prétention de la Pologne de récupérer deux des villes les plus historiquement polonaises, à savoir Lvov et Vilnius, qui appartiennent, depuis l'accord Ribbentrop-Molotov de 1939 et depuis Yalta, à l'Ukraine et à la Lituanie. C'est Jerzy Giedroyc et *Kultura* qui n'ont cessé d'apprendre aux Polonais à distinguer entre l'URSS impériale et la Russie (un jour) pacifique et ont lancé l'unique projet fiable pour l'avenir : l'« ULB », initiales de l'Ukraine, Lituanie et Biélorussie, une fédération autour de la Pologne, et qui ont relancé l'idée de la seule alternative possible : vivre ensemble ou mourir séparément.

La réaction de *Kultura* contre la haine irrationnelle des Russes, si répandue en Pologne, a été d'autant plus extraordinaire que quatre des six personnes qui constituaient le groupe fondateur de la revue ont été déportées en URSS après l'annexion de la partie orientale de la Pologne, en 1939, et ont connu le goulag (tout le monde connaît le célèbre livre *Le Nouveau monde*, écrit par Gustaw Herling-Grudzinski, cofondateur de *Kultura*). *Kultura* a publié plusieurs éditions spéciales dans les langues de ses voisins : plusieurs numéros en russe, bien sûr, mais aussi en ukrainien, en allemand et en biélorusse.

Tout cela n'est pas une abstraction. À Moscou et à Kiev, sans même mentionner Vilnius, j'ai rencontré des intellectuels qui ont appris le polonais pour pouvoir lire *Kultura*. L'un d'entre eux était le poète et traducteur Dmytro Pavlytchko. Je l'ai interrogé pour *Kultura* à Kiev... en polonais. Il est aujourd'hui ambassadeur d'Ukraine à Varsovie. La première question que Vytuatas Landsbergis, l'artisan de l'indépendance de la Lituanie, m'a posée à Vilnius, aussi en polonais, d'ailleurs, était : « Comment va Jerzy Giedroyc ? Quelles sont les nouvelles de *Kultura* ? »

La revue a évidemment changé. Sauf pour l'essentiel : le choix stratégique de l'identité européenne de la Pologne et la conscience de sa mission en Europe centrale. Dans l'éditorial qui, dans son premier numéro, en juin 1947, définissait ses objectifs, la rédaction annonçait : « *Kultura veut chercher dans le monde de la civilisation occidentale cette volonté de vivre sans laquelle l'Europe mourra, comme sont mortes jadis les couches dirigeantes d'anciens empires.* » Et dans le *Manifeste démocratique* qui, publié en 1951, est devenu l'un des actes fondateurs de *Kultura*, l'auteur déclarait : « *Je crois que, dans son âme, aucun d'entre nous n'est plus seulement polonais mais aussi européen du canton de Pologne.* »

Trente-cinq ans plus tard, NOWA, une maison d'édition clandestine et indépendante, proche du KOR, principal groupe de l'opposition démocratique, a consacré l'un de ses premiers volumes à une anthologie des textes de *Kultura*. On peut y lire dans la préface : « *C'est dans une large mesure à *Kultura* que l'intelligentsia polonaise doit d'avoir préservé une continuité de la pensée politique, un modèle non conformiste de la culture nationale, un étalon indépendant qui nous permet d'évaluer les attitudes et les valeurs.* »

À contre-courant

C'était et c'est encore, pourrait-on dire, un principe à *Kultura*. Non par caprice, mais par nécessité. Cela s'exprime d'abord dans des affaires fondamentales, telles que la question de Lvov et de Vilnius, les rapports avec la Russie, le contenu moral de la démocratie polonaise. Mais c'est aussi la règle sur des sujets moins graves.

J'ai mentionné plus haut le pèlerinage de deux présidents à Maisons-Laffitte. Mais Kwasniewski a rendu aussi une visite individuelle à Jerzy Giedroyc. Cette visite n'a pas plu à tout le monde. Quand une partie de l'opposition démocratique polonaise lui a reproché d'avoir accepté de recevoir Kwasniewski, en « réhabilitant » ainsi un ancien communiste, Jerzy Giedroyc a balayé les critiques d'un geste de la main. « *D'abord, a-t-il dit, les Polonais l'ont voulu, ce président a été démocratiquement élu.* » Mais, surtout, il a en profité pour lui remettre un mémorandum sur ce que lui, Jerzy Giedroyc, pensait de son élec-

tion et des conséquences pour le pays et pour lui dire ce qu'il devait faire de toute urgence...

Ce n'est pas un cas isolé. Des années auparavant, c'est *Kultura* qui, contrairement à tout l'establishment de l'émigration, s'est opposée à l'idée d'interdire aux écrivains exilés la publication de leurs œuvres dans leur pays d'origine. Jerzy Giedroyc a formulé toutefois deux conditions : que l'on n'accepte pas d'honoraires ni aucune ingérence de la censure. Et c'est encore contre le sentiment quasi général dans les milieux de l'émigration que Jerzy Giedroyc a ouvert *Kultura* aux exilés des différentes générations, depuis Czeslaw Milosz, futur prix Nobel, jusqu'à Leszek Kolakowski, chef de file des «révisionnistes», et à l'opposition démocratique au sein du PC, pour ne mentionner que ceux qui sont présents dans cette salle...

Comme le programme *Apollo*

C'est sans doute un peu le destin d'une revue d'exilés, à condition, bien sûr, qu'elle soit désintéressée et indépendante (ce qui est le cas), d'avoir raison plus tôt que les autres. C'est vrai, mais ce n'est ni facile ni très agréable. Il suffit pour s'en convaincre de lire *Antykultura*, un recueil de textes hostiles à *Kultura* et à ses auteurs (j'en possède un gros dossier), pleins surtout de mauvaise foi et de propagande aussi simpliste qu'idiote, et d'attaques parfois personnelles de la pire espèce.

Aujourd'hui, évidemment, le danger existe de voir *Kultura* devenir une sorte de Colombey-les-Deux-Églises, institution nationale vénérable, que tout le monde respecte mais que peu de gens écoutent. Ce serait dommage. La Pologne et le monde étant ce qu'ils sont, du Rwanda à la Tchétchénie, *Kultura* a encore beaucoup à faire.

Il n'y a pas longtemps, un journal, en Pologne, m'a demandé comment je pouvais résumer mes trente ans de collaboration avec Jerzy Giedroyc? J'ai trouvé cette réponse peut-être prétentieuse mais convaincante : *Kultura*, c'est pour moi un peu comme le programme *Apollo* de la conquête de la lune pour les

Américains. Il a permis à l'homme non seulement de poser le pied sur la lune, mais aussi de voir la Terre de très loin. Jerzy Giedroyc et *Kultura* ont permis de regarder la réalité d'une certaine et parfois très grande distance, avec un certain et parfois très grand recul. Cette façon de regarder et de juger les choses, la vie et les événements, sans conformisme ni complaisance, pourrait servir encore et toujours. Notamment, sinon surtout, en revenant à notre sujet, pour permettre et faciliter la survie des identités nationales et culturelles. Même au XXI^e siècle.

Cendrillon, la Biélorussie et l'Europe

Adam Maldzis*

Je suis tout à fait d'accord avec mon prédécesseur, qui a dit que *Kultura* a ouvert une fenêtre non seulement sur l'Ukraine et sur la Lituanie, mais aussi sur la Biélorussie. Par ailleurs, nous, en Biélorussie, nous n'avons aperçu cette fenêtre qu'en 1995, grâce à l'Institut polonais de Minsk. Or nous ne possédons toujours pas le numéro de *Kultura* consacré à la Biélorussie, ni les livres sur la Biélorussie. Nous ne les possédons pas, car, tout simplement, on ne nous a pas fait parvenir ces livres, même pas illégalement.

Je voudrais commencer par discuter avec le professeur Osadtchouk, qui nous a rappelé qu'en 1914 les Autrichiens sont convenus du fait que le centre de l'Europe se trouvait quelque part dans les Carpates. Malheureusement, les Autrichiens ne possédaient pas d'ordinateurs. Aujourd'hui, les scientifiques biélorusses, avec le professeur Harecki, constatent (c'est l'ordinateur qui l'affirme) que le centre de l'Europe se situe aux alentours de Berezina, près des lieux historiques de 1812. Mais nous n'allons tout de même pas nous disputer à ce sujet. Accordons-nous sur le fait que le centre de l'Europe se trouve quelque part à l'est de cette clôture qui sépare toujours la Pologne de l'Est, c'est-à-dire en Ukraine ou en Biélorussie. Je suis d'accord pour dire que l'existence de cette clôture est un désastre, non seulement pour la partie Est, mais aussi pour l'Ouest. Je pense aussi que le sort de l'Europe se joue justement dans cette région frontalière de deux « macro-mondes », de deux « macro-cultures », ceux de l'Est et de l'Ouest. Or cette région est justement l'Ukraine et la Biélorussie.

Je voudrais maintenant parler de la Biélorussie. Mon collègue Antsipenka a déjà présenté une esquisse de l'histoire de la Biélorussie. Moi, je comparerais

* Président de l'Association internationale de Biélorussie, Minsk.

mon pays, même si lui et quelques autres de mes compatriotes protestent et m'accusent de manque de patriotisme, au personnage de Cendrillon... L'Europe (et partiellement aussi la Russie) voudrait voir dans cette Cendrillon, peut-être pas une princesse, mais une jeune fille à marier comme tant d'autres, prête à entrer dans la maison européenne ou dans une autre maison. Mais Cendrillon, en la personne d'un citoyen moyen, d'un électeur moyen, s'en fiche pas mal. Il n'a fait que sortir (pas de son propre chef, mais seulement parce que les autres – l'Ukraine, la Lituanie, la Russie – en sortaient) de cette baraque du goulag qui portait le nom d'Union soviétique. Il n'a fait que commencer à construire sa cabane en vue du mariage (non pas un gratte-ciel, ni un palais, ni même un appartement commun soviétique, mais une simple cabane en bois), et on lui propose déjà un mariage, une bâtisse commune. Mais Cendrillon n'est pas encore mûre pour ce mariage. Elle n'est pas habituée à prendre des décisions par elle-même, car elle s'est trop habituée à ce que l'on décide à sa place, à Moscou ou ailleurs. Elle n'a donc pas très envie de noces ni de refuge sous une jupe protectrice, même si celle-ci porte le joli nom d'espoir.

Pour être plus clair, je comparerai la Biélorussie à une maison qui semble avoir un toit ordinaire, comme toute maison. Nous avons donc tout comme les gens normaux, et même plus que les gens normaux, car nous avons deux parlements, deux drapeaux, deux emblèmes. Il est vrai que nous n'avons pas d'hymne national, car l'ancien ne semble plus d'actualité. Mais peut-être n'est-il pas aussi démodé que ça, puisqu'il commence par la phrase : « *Nous, Biélorusses, frères de la Russie...* » Ces mots sont de nouveau actuels, mais ils n'ont pas encore été officialisés...

Le problème, c'est que, sous ce toit presque ordinaire, les murs sont branlants, troués. Quand on répare un trou, un autre se forme. Quand les vents soufflent (et la Biélorussie se situe justement à ce carrefour où se croisent les vents d'est et d'ouest), les murs bougent. Mais ce n'est pas encore là toute notre misère ni tout notre malheur. Ces murs, donc tout l'immeuble, sont construits sur des fondations qui ne sont pas encore cimentées par une conscience nationale. Cette conscience, nous en débattons aujourd'hui. Il n'y a pas eu de prise de conscience historique chez les Biélorusses. Pourquoi en est-il ainsi ? C'est une autre histoire.

Il y a aussi d'autres raisons. On peut évoquer le fait que, dans l'histoire, nous sommes souvent apparus sous un autre nom. Nous avons fait partie de la principauté de Polock, de celle de Novgorod ou de Grodno. Nous avons appartenu à d'autres êtres étatiques : le grand duché de Lituanie, la *Res Publica*, l'empire russe et, enfin, l'Union soviétique. Les raisons religieuses figurent aussi parmi les autres raisons. Celui qui est orthodoxe est obligatoirement russe. Celui qui est catholique est forcément polonais. Dans ce cas, tous les Français devraient être des Polonais ! Il y a encore des raisons plus proches. Le traité de Riga, qui a coupé la Biélorussie en deux, a eu un impact psychologique. Jusqu'à ce jour, il y a en quelque sorte deux Biélorussie. La mentalité est différente dans la partie Ouest, les gens n'y ont pas complètement désappris la culture de la terre, ils n'ont pas été privés de force et de tout esprit d'entreprise.

Il s'agit donc pour nous, aujourd'hui, d'unifier la nation biélorusse. Et c'est pourquoi nous restons justement cette Cendrillon qui n'est pas bien comprise par l'Europe et qui doit mûrir.

J'ai écouté avec un énervement intérieur le très intéressant discours du professeur Kolakowski. Après un moment de réflexion, je me suis dit cependant que ce n'était peut-être pas un si grand malheur que d'être Cendrillon ? Et si c'était notre chance ? Et si nous étions les premiers à pouvoir atteindre à ce bonheur commun européen ?

Il y a pourtant quelque chose qui ne tourne pas rond. J'ai encore en mémoire ces mots de Khrouchtchev qui disait que les Biélorusses, étant par la langue si proches des Russes, seraient les premiers à accourir vers ce bonheur commun, vers cette auge générale qui s'appelait l'URSS. On chantait même une chanson à ce propos : « *Notre adresse, ce n'est pas une maison, ce n'est pas une rue. Notre adresse, c'est l'Union soviétique.* » Les Biélorusses se sont donc précipités avec sincérité vers ce qu'ils pensaient être leur bonheur. Alors que les Litvaniens et même les Ukrainiens faisaient semblant de courir dans la direction indiquée. En réalité, soit ils faisaient du sur place, soit ils allaient en douce dans la direction opposée.

C'est ce que je voudrais dire par rapport à cette Cendrillon, mal comprise par l'Europe qui, souvent impatiente, lui donne des fessées au lieu de l'éduquer avec patience pour qu'elle mûrisse enfin.

Les règles d'intégration sont justes pour des pays qui ont traversé ce processus de création nationale, au XIX^e ou au début du XX^e siècle, et qui l'ont déjà oublié. Il faut faire quelque chose pour cimenter les fondements de notre entité nationale et étatique. Les recettes sont connues, il n'est pas besoin de les inventer. Il suffit de puiser de manière créative dans l'expérience des autres nations. Ce sont des questions banales pour vous, mais douloureuses pour nous, car de la réponse dépend le *To be or not to be* de notre pays.

Que faut-il faire, alors, pour que cette Cendrillon d'Europe centrale ou orientale, grandisse et devienne comme ses sœurs voisines, et pour que l'histoire cesse de jouer à la marâtre avec elle et soit une mère juste ? Certains disent chez nous qu'il faut organiser des meetings et aller sur les barricades. D'autres crient au contraire que nous n'avons plus rien à faire, car nous sommes une nation parfaite, mature, au centre de l'Europe. Mais je vous demande ce qu'il convient de faire avec le problème suivant : la communauté biélorusse devient une minorité dans la majorité, non pas face aux Russes ou aux Polonais, mais face aux Biélorusses dépourvus d'identité nationale. Ni les efforts de l'UNESCO, ni ceux de l'ONU ou du Conseil de l'Europe ne suffiront pour défendre les droits de cette minorité. Car, en fait, elle n'intéresse personne.

Il faut rechercher, à mon avis, des analogies avec la Pologne de la deuxième moitié du siècle dernier : il nous faut commencer par la base, il faut un travail positiviste. Nous voudrions tout obtenir par un coup de baguette magique, au lieu d'un dur labeur. Mais nous ne savons pas très bien où chercher la bonne fée.

Je constate avec perplexité que nous sommes la nation la plus fantaisiste de toutes les nations slaves et peut-être même de toute l'Europe. Et ce n'est pas par hasard que notre folklore est si riche, qu'il y a tant de contes fantastiques qui ont nourri l'imagination des poètes tels que Mickiewicz, Syrokomla ou

Kupala. Nous avons aussi tendance à nous prendre pour le messie des nations, comme la Pologne après l'insurrection de novembre. À cette différence près que les pèlerins de la terre biélorusse ne se promènent pas à Paris, mais à Varsovie, à Prague ou à Vilnius. Je voudrais vous dire brièvement pourquoi nous nous prenons pour le messie. Parce que nous attendons un miracle : l'opposition va venir, l'Ouest viendra. L'Occident va nous aider, et tout sera comme en Europe. Les autorités pensent que c'est plutôt l'Est qui viendra et que l'Est va résoudre tous nos problèmes économiques. Et que tout ira bien.

Il a été dit que « nous n'avons pas le droit de nous séparer sans avoir établi de buts concrets ». Je voudrais dire à ce propos que nous préparons pour le mois de mai le troisième congrès national des « Biélorussophones ». Ce congrès sera consacré au problème de la place de la Biélorussie dans la communauté mondiale et aux enrichissements culturels mutuels. Nous voulons organiser, dans le cadre de ce congrès, des ateliers biélorusso-polonais et biélorusso-français.

Et pour terminer, je voudrais vous demander une fois de plus d'essayer de comprendre Cendrillon.

Les identités européennes au XXI^e siècle

Georges Mink*

Je confesserai d'abord un péché. Quand je suis arrivé en France, en 1966, je voulais faire mieux que Jerzy Giedroyc. J'ai fait une petite revue avec quelques collègues, et j'en ai bourré les portières d'une voiture qui est partie en Pologne à destination de mon ami Adam Michnik, qui a éclaté d'un grand rire en la voyant. Il m'a passé un message qui disait *grosso modo* qu'il avait l'impression que c'était une brochure politique produite par les services de police. Cela a arrêté mon élan d'un coup sec et, à partir de ce moment-là, je me suis mis modestement à traduire les textes de *Kultura*. J'ai donc une dette énorme vis-à-vis de *Kultura*. Je crois que mon éducation politique tient beaucoup aux lectures de *Kultura* et, en élève discipliné, j'ai compris que je devais parler de ce que seraient les identités européennes au XXI^e siècle.

Je pense que nous réussirons, par contrebande, à faire passer trois idées.

La première, et c'est ce que l'Europe centrale peut faire passer de mieux, c'est un certain euro-atlantisme.

La deuxième, c'est une nouvelle conception des frontières. Ce ne seront pas des frontières caoutchouteuses, mais des frontières généreuses, ce seront les frontières que la Pologne souhaite avoir avec ses voisins. Je crois que si ce pays adoptait une position différente, il n'aurait plus aucune crédibilité dans cette région. Mais les frontières sont aussi le problème des Hongrois qui ont une diaspora, comme on le sait, et c'est aussi celui des Tchèques avec la question des Slovaques. L'Europe centrale aurait donc tout intérêt à faire passer par contrebande une conception nouvelle des frontières dans cette identité future qui

* Directeur de recherches au CNRS, Laboratoire d'analyse des systèmes politiques.

n'est pas fatale, comme le dirait le philosophe Kolakowski, mais qui nous attend, sans doute, au XXI^e siècle.

Enfin, la troisième idée, c'est le point sur lequel je voudrais m'attarder un tout petit peu plus longuement. L'Europe centrale fera entrer un peu plus d'anti-Europe. Ceci tient au fait que jusqu'ici (ou en tout cas jusqu'à il y a deux ou trois ans), il y a eu une sorte de consensus de surface sur le processus même d'intégration européenne. C'est-à-dire qu'aussi bien les élites que les sociétés, dont on ne savait pas très bien ce qu'elles pensaient, étaient supposées ne s'intéresser qu'au retour dans l'Europe. Et puis les enjeux se sont concrétisés. À partir d'un certain moment, on a commencé à faire du *screaming*, comme on dit de façon barbare, puis on a commencé à négocier les 31 chapitres. La négociation a permis de dédramatiser les enjeux ou, au moins, de faire comprendre ce que signifie l'intégration en terme d'adaptation et d'harmonisation, chapitre par chapitre.

L'effet fut tout à fait différent sur les élites gouvernementales, d'une part, qui ont adopté une sorte de profil bas, selon lequel l'adhésion était inévitable. Et cela a provoqué, d'autre part, une différenciation des opinions publiques et des acteurs politiques. Davantage de communautarisation et d'eupéanisation a provoqué ainsi un phénomène de re-nationalisation des scènes politiques. Dans la plupart de ces pays, on s'est alors tourné vers les avoirs, les patrimoines, les héritages et les réservoirs des cultures politiques antérieures à tous ces enjeux politiques. Il ne faut cependant pas oublier que, même si ce sont des réservoirs dormants, c'est-à-dire que les valeurs ou les référents identitaires n'opèrent plus, ils sont néanmoins transmis par la littérature au jour le jour, par l'Église, par l'enseignement, par la tradition. Je parle de la Pologne lorsque je mentionne l'Église.

Ces référents ne sont pas toujours pro-européens. Il ne sont d'ailleurs pas forcément anti-européens, mais ils ont peut être pour signification qu'existe une Europe particulière (je parle là de l'Europe centrale). Cela concerne aussi bien la Pologne, que la Hongrie et, à un moindre degré, la République tchèque. Il y a eu des périodes où ces pays ont été considérés comme des avant-postes,

comme les remparts de l'Europe. À ce titre, ils considèrent que leur légitimité est totalement acquise.

Ce qui fait partie de ces référents identitaires, c'est l'idée qu'il n'y a pas de raisons de subir un diktat de légitimité. En effet, sur le plan de la légitimité au moins, les choses se jouent à égalité. Cela se distribue dans ces pays à travers des attitudes très différentes, de l'euro-scepticisme à une sorte d'attitude orgueilleuse manifestée pendant de longues années par Vaclav Klaus, par exemple. Il considérait que c'est l'Europe qui devait mériter la République tchèque et non l'inverse. Mais cela passe aussi par une certaine extrême droite qui existe, même si elle est marginale, ou par une droite nationaliste qui a intérêt à recycler et à réactualiser ses valeurs.

Cela m'amène à dire que c'est l'Union européenne elle-même qui donne, d'une certaine façon, de plus grandes chances à l'anti-Europe dans ces pays. Cela tient au fait qu'il n'y a pas eu jusqu'ici de véritable vision de la pédagogie d'adhésion. Il n'y a que quelque chose qui ressemble à un diktat technocratique ou à une sorte de rapport maître-élève. Y a-t-il une Europe pour ceux qui sont plus européens et une autre Europe, un autre cercle qu'on nous prépare, pour ceux qui le seraient moins? Ce genre de réflexes est extrêmement facile à manipuler. Évidemment, il est possible d'instrumentaliser ce type de situation jusqu'à créer des complexes psychologiques assez importants. Cela a pour conséquence les fluctuations des opinions publiques.

Les sondages ne sont pas aussi bons qu'au début, et j'ai fait le pari qu'ils allaient continuer à descendre, parce que les négociations ne sont pas encore closes et que, pendant ces négociations, il y aura encore et à nouveau des dramatisations. Lorsque l'on parlera de dix-huit ans comme période dérogatoire pour ne pas vendre aux étrangers la terre, alors qu'il y aura une pression de l'Union européenne pour que les Polonais vendent la terre plus vite, il y aura le réflexe du «chariot de Drzymała», comme on dit en Pologne. C'est-à-dire cette idée qui réactive une ancienne valeur polonaise, transmise par la littérature, qu'une menace pèse sur la terre polonaise.

Il y a bien sûr une réactivation de certaines valeurs, mais aussi des séquelles de mémoire qui font que, lorsque l'on parle des Allemands à Ostina Glaben ou à Most, le réflexe est quasi immédiat. Or la plupart de ces pays ont décidé d'organiser des référendums pour montrer jusqu'à quel point le suffrage universel va légitimer l'adhésion à l'Union européenne. Je pense qu'il y a là une grande responsabilité de l'Union européenne. Il ne s'agit pas d'absorber tant et tant de pages de l'acquis communautaire. C'est le problème de la pédagogie autour des Slaves, celui du dialogue à égalité, et c'est là que l'on ressent que les choses sont probablement très mal faites.

Pour conclure très rapidement sur la manière dont l'identité européenne du XXI^e siècle risque de rentrer avec l'Europe dans l'Europe et pour ne pas montrer qu'il s'agit d'un scénario noir et extrémiste, je rappellerai l'événement récent d'Ostina Glaben, où l'on a détruit le Mur. On pensait que c'était un effet bénéfique de l'influence européenne, du fait que l'Union européenne est là et qu'elle veille à ce que certaines normes soient respectées. Il y a quand même un signal positif dans tout cela. En effet, on a appris qu'il était possible d'acheter des morceaux de ce mur. D'ailleurs, les Américains, paraît-il, passent des commandes pour le faire. L'analogie avec l'achat de morceaux du mur de Berlin est très intéressante, parce que cela signifie que, de cette façon, on a créé une sorte de catharsis et levé le problème qui pèse sur la République Tchèque depuis quelques années.

Comment sauver l'identité nationale ?

*Adam Michnik**

Nous sommes vraiment les témoins d'un miracle. À la question : « *Comment sauver l'identité nationale ?* », Jerzy Giedroyc donnait une réponse très simple, en disant qu'il fallait la construire. Lui, il la construisait en édifiant dans les colonnes de *Kultura* le corpus des noms et des textes essentiels qui constituent aujourd'hui la qualité et la valeur de l'identité nationale polonaise. Essayons d'imaginer ce que serait aujourd'hui l'identité nationale polonaise sans Witold Gombrowicz et Juliusz Mieroszewski, sans Czeslaw Milosz et Józef Czapski, sans Konstantyn Jelenski et Gustaw Herling-Grudzinski, pour ne citer que ceux-là. Jerzy Giedroyc construisait une identité qui ne devait pas se défendre : elle se défendait elle-même. Mais il savait inculquer des caractéristiques totalement nouvelles à l'idée qu'avaient les Polonais de la politique.

Ce que nous avons entendu aujourd'hui au cours du brillant exposé de Bronislaw Geremek était une sorte de « résumé » de la politique extérieure de la Pologne de ces dix dernières années, une certaine philosophie de la place de la Pologne en Europe. Il faut se rendre compte que c'était un « exposé » qu'aucun ministre des Affaires étrangères polonais de toute l'histoire n'aurait osé faire. Les politiques polonais n'ont jamais pensé ainsi. C'est totalement nouveau et, dans ce domaine, la contribution de Jerzy Giedroyc est absolument évidente. Il faut dire ici que des institutions hiérarchiques doivent exister dans chaque pays démocratique. Je suis dans cette affaire un élève orthodoxe de Jerzy Giedroyc, et je peux dire que, dans notre pays, il y a trois institutions hiérarchiques : l'armée, l'Église catholique et la rédaction de *Gazeta Wyborcza*.

* Historien, directeur du quotidien polonais *Gazeta Wyborcza*.

Les questions fondamentales que Jerzy Giedroyc nous posait et continue de nous poser (ce qui est évident eu égard aux dernières publications : la correspondance avec Julius Mieroszewski ou l'anthologie de *Kultura*, préparée très soigneusement par Grazyna Pomian) étaient et restent : « *Qu'est-ce que l'identité nationale ? Qu'est-ce que la nation ?* »

Nous décidons tous les jours si nous voulons être une nation. Mais l'identité nationale, selon Jerzy Giedroyc, c'est la faculté de se remettre en question soi-même, de remettre en question ses traditions pour pouvoir les estimer de façon critique, et pour construire une nouvelle tradition.

En Pologne, il y a un proverbe qui dit : « *On ne peut pas percer les murs avec sa tête.* » Jerzy Giedroyc disait que, s'il n'y a pas d'autre moyen, il faut percer les murs avec sa tête. Et c'est bien ce qu'il a fait. Je n'ai pas peur que la Pologne perde son identité nationale avec l'Europe. Puisque nous avons survécu aux terreurs soviétiques, je n'ai rien à craindre de Bruxelles. De plus, je ne crois pas à quelque idée d'une nation européenne. Cela me rappelle cette perpétuelle anecdote que l'on racontait quand la Tchécoslovaquie s'est divisée. Dans l'armée belge, un colonel disait à ses soldats :

« Les Wallons à gauche, les Flamands à droite. »

Un soldat reste au milieu et demande :

« Mon colonel, où se mettent les Belges ? »

– Les Belges ? rétorque le colonel. Comment tu t'appelles ?

– Rebinowicz », répond le soldat.

Jerzy Giedroyc est une preuve empirique que l'idée du pape sur les « deux poumons » de l'Europe de l'Est et de l'Ouest est facile à mettre en œuvre dans l'Europe d'aujourd'hui.

Nous nous sommes posés la question avec Leszek Kolakowski, il y a longtemps, de savoir comment définir Jerzy Giedroyc. Il n'est pas, c'est sûr, un nationaliste ou un cosmopolite (le cosmopolitisme fait penser à l'Occident, alors que Jerzy Giedroyc n'aimait pas spécialement l'Occident, et, à dire vrai, cet Occident ne

l'a jamais vraiment intéressé). Nous avons donc inventé que Jerzy Giedroyc était un exemple de cosmopolitisme oriental. Un cosmopolite oriental qui vit spirituellement dans une république de plusieurs nations, dans le grand royaume de Lituanie, en étant en même temps l'empereur de cet empire multiculturel.

Jerzy Giedroyc nous met en garde contre une quelconque forme de *self-pity*, contre un triomphalisme de la douleur, contre la conviction que nous, les Polonais, connaissons des choses incroyables, que nous sommes beaucoup plus intelligents que les Français, les Anglais ou les Suédois, parce que nous avons vécu Katyn et Auschwitz. Eux, ils n'ont rien eu de semblable, ils devraient donc venir prendre des cours particuliers chez nous. Jerzy Giedroyc n'a jamais eu de telles idées et j'espère que, dans l'avenir, personne ne les aura non plus.

Dernière remarque, à propos du noyau de l'Europe. La querelle ukraino-biélorusse, qui consiste à savoir si ce noyau se situe en Ukraine ou en Biélorussie, est très intéressante. J'ai décidé à mon tour de dire toute la vérité sur l'endroit où se trouve le centre de l'Europe. En admettant que l'Europe s'étende du Royaume-Uni jusqu'à Khabarowsk, alors sans aucune hésitation le centre de l'Europe se trouve à Moscou. Il faut avoir conscience que c'est justement à Moscou que Jerzy Giedroyc faisait ses initiations à la politique, et que l'amour de la Russie lui est resté toute sa vie. C'est une formule très ambitieuse d'un vrai russophile antisoviétique.

L'histoire de Jerzy Giedroyc, de la *Kultura* parisienne, rappelle un mauvais film américain, où, à la fin du film, il y a toujours un *happy end*. Nous remercions énormément Jerzy Giedroyc.

De l'identité

Czeslaw Milosz*

Nous abordons le XXI^e siècle en nous posant la question : que restera-t-il de l'identité nationale ? Jadis, l'empire soviétique prétendait tolérer la culture « nationale dans sa forme et socialiste dans son contenu ». Serions-nous désormais contraints de créer une culture « nationale dans sa forme et capitaliste dans son contenu » ? Que pourrait signifier une telle formule ?

Il faut rappeler une vérité connue : l'Europe s'étendant jusqu'à l'Oural n'est qu'une abstraction. En réalité, depuis des siècles, une ligne verticale la traverse par son milieu et la divise en une Europe « meilleure » et une autre « moins bonne ». Cette dernière a puisé dans la première des exemples à suivre en matière de culture, de style et de mode. Elle l'a imitée en transformant ce modèle et en lui imprimant son propre caractère. Il en a été ainsi en architecture avec le gothique, la Renaissance et le baroque ; en littérature, avec le classicisme et la forme du roman. Le latin, la langue des gens cultivés, puis le français, du XVIII^e au XX^e siècle, ont permis d'entretenir un lien entre ces deux parties de l'Europe. Ainsi, la versification polonaise provient du latin, la poésie polonaise du XVI^e siècle fut créée sous le patronat d'Horace, tandis qu'au siècle des Lumières, c'est Boileau qui en dicta les lois.

Ceux qui sont originaires de la partie défavorisée de l'Europe connaissent les diverses obsessions de ses habitants. Ils savent aussi la disproportion de l'état des connaissances de cette Europe par rapport à l'autre : l'Est a toujours mieux connu l'Ouest que l'inverse. Pour l'Occident, l'Est a toujours été, dans le meilleur des cas, le lieu d'action d'*Ubu Roi*, d'Alfred Jarry : « *En Pologne, c'est-à-dire nulle*

* Poète, prix Nobel de littérature 1980, professeur émérite de littérature slave à l'université de Berkeley, San Francisco.

Traduction : *Kultura*.

part. » Au XX^e siècle, ce manque d'information n'est pas resté sans conséquences politiques. Le partage de l'Europe à Yalta était accompagné d'une conviction tacite que le système stalinien était bon pour ces peuplades immatures.

Le passage des idées d'Ouest en Est est lié au problème de l'imitation. Dans un certain sens, il est possible de dire que toute la culture européenne provient de l'emprunt à l'Antiquité et de son imitation. Il n'est donc pas possible de démontrer le côté « moins bon » de la partie orientale de l'Europe par sa dépendance vis-à-vis des modèles importés. De même qu'il n'est pas possible de prétendre que les voitures japonaises sont de moindre qualité, seulement parce que la technique moderne est arrivée au Japon de l'extérieur. La grande littérature russe peut être considérée comme un exemple classique de l'emprunt. Personne ne se souvient aujourd'hui du nom des poètes français que Pouchkine imitait, tant la puissance de son talent les a surclassés. Dostoïevski a commencé sa carrière littéraire par la traduction en russe d'*Eugénie Grandet* et par de nombreuses lectures de romans d'amour français à l'eau de rose.

C'est l'intelligentsia qui prend soin de préserver l'identité nationale. Si nous prenons comme exemple l'histoire de l'intelligentsia polonaise, son orientation pro-occidentale ne laisse aucun doute. Ce fut une orientation aussi bien culturelle que politique. Elle trouvait son inspiration dans la légende napoléonienne et, plus tard, après 1830, dans le fait que le centre politique de l'émigration polonaise se situait à Paris. Dans une Pologne partagée entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, les Polonais luttèrent pour la sauvegarde de leur langue maternelle, malgré la politique de germanisation et de russification des occupants. Cela ne changeait pas pour autant la tendance essentielle : celle de rechercher des modèles culturels dans les grandes capitales de l'Europe occidentale.

Ainsi, par exemple, les peintres partaient à la recherche de l'inspiration à Rome, à Paris et à Munich ; le romantisme polonais doit beaucoup aux poètes allemands ; la fin du XIX^e siècle a vu se dérouler le grand débat sur Émile Zola et le naturalisme. Cette orientation pro-occidentale persistante de l'intelligentsia polonaise a eu des suites importantes lorsque, après Yalta, la Pologne s'est retrouvée au sein de l'empire stalinien. L'immense entreprise utopique du communisme a cherché à détourner de force ce courant qui tendait les esprits

vers l'Occident pour les orienter vers Moscou. Néanmoins, même en Russie, la poésie de Mandelstam avait un caractère européen, et l'abstraction dans la peinture dépassait des idées semblables aux Pays-Bas.

En s'étendant vers l'ouest, l'empire soviétique a embrassé par ses frontières les pays dont les traditions étaient favorables aux dissidents dans la Russie même. Il se peut que les mœurs de l'intelligentsia dans les pays satellites aient été l'une des raisons de la grande défaite du communisme. La dualité de l'Europe, qui a continué pendant plusieurs siècles, a subi une transformation radicale depuis quelques dizaines d'années. Il semble que des processus mystérieux se déroulent dans le domaine culturel, processus dans une large mesure indépendants des événements politiques.

Chacun des deux empires, soviétique et nazi, tenta d'imposer à l'Europe sa propre langue, or ni le russe, ni l'allemand ne sont devenus une nouvelle *linga franca*. Plus significatif encore est le fait qu'autrefois, notre partie d'Europe était un marché immense pour les livres français et que ce marché s'est effondré après 1914. Entre les deux guerres mondiales est né à Varsovie, Prague et Budapest un engouement pour l'apprentissage de la langue anglaise. Peut-être les prémisses de ce grand bouleversement figuraient-elles déjà dans les films avec Charlie Chaplin et Mary Pickford qui jouissaient d'un même succès à Paris, Londres, Budapest, Prague, Varsovie et Tallin.

Aujourd'hui, la situation est radicalement différente, déterminée par une langue commune, le successeur du latin et du français, à savoir l'anglais, en tant que *linga franca* de l'Europe. Le cinéma et la télévision sont également de la partie. Pourquoi ce changement va-t-il de pair avec l'affaiblissement de la puissance créatrice culturelle des pays occidentaux ? On en est réduit aux supputations. En tout cas, cette ligne qui séparait l'Europe en deux pendant des siècles est en train de s'effacer. À sa place, chaque pays subit individuellement l'influence de la culture américaine de masse. Ces influences ont une portée planétaire, et elles englobent tout le domaine des mœurs, de la tenue vestimentaire et de la hiérarchie des valeurs. Une grande uniformisation générale envahit petit à petit tous les continents, et, par la force d'un paradoxe inattendu, Hollywood devient la capitale du monde.

Les pessimistes ne manquent pas aujourd'hui pour prétendre que la culture de masse conduit à la disparition des langues nationales, puisque l'anglais, nouvelle *lingua franca*, pénètre partout comme langue des médias. La culture de masse est une victoire de l'Amérique qui l'a inventée, et une défaite de la Russie qui, au nom des principes idéologiques, s'est efforcée de construire un barrage contre l'invasion de la musique et du cinéma occidentaux. Cependant, l'influence de l'Amérique ne se cantonne pas à la culture de masse. Tout au long du XX^e siècle, les centres de ce qui est appelé la « grande culture » se sont progressivement déplacés outre-Atlantique. En tant que traducteur polonais de poésie américaine, j'en suis particulièrement conscient. Ce serait une simplification dangereuse que de dissocier un domaine particulier des biens culturels au niveau des cow-boys et de leurs âmes simples, et de se flatter d'être attaché à des œuvres raffinées. De nombreuses interactions se produisent entre la « grande » culture et la culture de masse, elles agissent l'une sur l'autre, soit de manière directe, soit par osmose. Les influences américaines sont donc omniprésentes, et prétendre les ignorer ne sert à rien.

Par conséquent, il semblerait qu'à notre époque, l'identité nationale traverse une rude épreuve, plus dure encore qu'au temps où nos pays résistaient à l'uniformisation planifiée et imposée par Moscou. L'intelligentsia polonaise, tchèque, lituanienne, ukrainienne ou hongroise se trouve confrontée à un grand défi. Une analogie avec le tout début du XIX^e siècle peut nous être ici d'un certain secours. Les masses populaires étaient alors assoupies, ne connaissant que la culture transmise oralement, tandis que de rares groupes de personnes cultivées, qui lisaient des livres français, s'efforçaient d'assimiler les modèles étrangers, de les adapter aux conditions du pays et à leur langue maternelle. Nous devons donc considérer comme un prophète de notre époque le grand assimilateur qu'était Dostoïevski. De même, grâce à une telle assimilation, Pouchkine et Mickiewicz sont devenus les grands poètes des pays slaves. Confrontés à ce nouveau défi, celui de l'Amérique et de la langue anglaise, nous devons donc croire qu'une semblable transformation créative des formes et des thèmes demeure toujours possible.

« *Kultura fut une sorte d'ordre religieux* »

Jerzy Giedroyc*

Cette interview est extraite d'un entretien qui s'est déroulé à Maisons-Laffitte, le 19 janvier et le 10 février 1981, avec Barbara Torunczyk¹, et qui fut publié pour la première fois en dehors de la censure dans Res Publica (n° 8, 1981), puis dans la Gazeta Wyborcza (21 septembre 2000).

Barbara Torunczyk : *Le premier numéro de Kultura est sorti le 1^{er} juin 1947. Avant la guerre, vous avez d'abord publié Mysl Mocarstwowa (La Pensée d'une puissance) puis Bunt Mlodych (La Révolte des jeunes). Mais, finalement, vous avez dit que le titre le mieux trouvé pour refléter le profil de vos centres d'intérêt était Polityka (La Politique) – c'est ainsi que s'appelait la revue qui était une continuation de Bunt Mlodych et qui parut jusqu'au début de la guerre. Pourtant, après la guerre, vous avez intitulé la revue que vous vous êtes mis à publier : Kultura. Les articles contenus dans son premier numéro abordent la problématique essentielle de la culture européenne, de son sens et de sa valeur, et les auteurs qui en parlent sont Croce, Valéry, Czapski, Kronski. C'est donc une problématique philosophique et culturelle, tandis que la problématique politique en est absente. Une question s'impose : quelles étaient vos intentions au moment de la création de Kultura ?*

Jerzy Giedroyc : *Kultura n'était qu'un produit accessoire. Mon intention principale était tout d'abord de publier des livres. Dès 1946, nous avons commencé*

* Fondateur et rédacteur en chef de *Kultura*.

1. Barbara Torunczyk fut militante du mouvement étudiant en mars 1968 et prisonnière politique en 1968-1969. Secrétaire de rédaction de la première revue littéraire indépendante *Zapis (Index)* en 1977-1979, elle fut fondatrice et rédacteur en chef des *Zeszyty Literackie (Cahiers littéraires)*, publiés à Paris depuis 1983 et en Pologne depuis 1990. Elle a publié : *La Démocratie nationale. Anthologie d'une pensée politique 1895-1905*, et *Gdansk 1980. Le regard des témoins*. Elle est aussi l'éditeur des écrits de prison d'Adam Michnik, des esquisses de Jossip Brodsky, des lettres de Jerzy Stempowski et des inédits de Zbigniew Herbert.

d'éditer ceux que nous estimions susceptibles d'influencer la situation en Pologne. Nous avons considéré d'emblée que toute forme d'organisation en exil n'avait pas de sens, car cela risquait de dégénérer très rapidement. Qui plus est, nous ne partagions pas l'opinion de tous les émigrés, que la guerre surviendrait dans un an ou d'un moment à l'autre, et qu'il ne valait pas le coup de rien organiser. Le problème d'agir au moyen des mots était pour moi le plus important.

Dans l'armée, déjà, je publiais des livres pour les soldats, à commencer par *Pan Tadeusz* (*Messire Thadée*), divers textes de Ryszard Wraga sur l'Union soviétique, et jusqu'à Waclaw Berent. C'était une sorte de mélange littéraire, historique et politique. Mais c'était une simple activité de propagande, cela concernait justement des classiques tels que *Pan Tadeusz*, *Quo Vadis* et *Par le fer et par le feu*. En revanche, à partir du moment où je me suis mis à travailler sous le nom de l'Institut littéraire, cela a commencé à avoir un but : nous avons commencé par *Ksiegi narodu i pielgrzymstwa polskiego* (*Les Livres de la nation et du pèlerin polonais*), avec une introduction très substantielle de Gustaw Herling-Grudzinski. Et en deuxième est venu un livre que j'aimais beaucoup : *Prometeusze* (*Les Prométhées*) de Stanislaw Szpotanski, qui montrait la misère de l'exil à quoi pouvait aboutir l'émigration. C'est un excellent livre. Pas très bien écrit, mais excellent. Le troisième livre qui détermina notre ligne éditoriale était un choix de nouvelles sur la guerre, dues en grande partie aux auteurs de Pologne.

En revanche, *Kultura* devait être une sorte de revue intellectuelle à laquelle je n'attribuais pas une grande importance. Lorsqu'en 1947 nous avons commencé à nous rendre compte de la situation, nous nous sommes persuadés que l'Italie était pour nous un très mauvais endroit, autant pour le contact avec la Pologne que pour agir sur les milieux de l'émigration. Nous avons aussi d'autres problèmes. À la fin de la guerre, au moment de la création du Corps de préparation [pour les soldats polonais démobilisés en Grande-Bretagne], tous ont commencé à s'installer et se sont trouvés dans des conditions matérielles très difficiles. Pour ces gens-là, à ce moment-là, acheter des livres est devenu un vrai luxe, et ils ont donc arrêté. Cela, nous ne l'avions pas prévu.

Il y a eu aussi des problèmes avec l'imprimerie. Nous avons acheté une imprimerie, cela s'est avéré un vrai désastre. Ce n'est pas tout simple de gérer une grande imprimerie – et elle était vraiment grande – quand on n'est pas spécialiste, quand on ne s'y connaît pas, surtout face à une concurrence italienne énorme. Nous nous sommes décidés alors à transférer nos activités à Paris et à nous concentrer uniquement sur la revue, qui avait déjà le même caractère que maintenant. Déjà, les deuxième et troisième numéros, qui sont sortis ici, à Paris, étaient tels que nous voulons voir *Kultura* aujourd'hui.

Barbara Torunczyk : *Et quels étaient à l'époque vos principes? Quelle était votre appréciation sur la situation? Pour qui vouliez-vous publier cette revue, pour la Pologne ou pour les émigrés?*

Jerzy Giedroyc : À l'époque, surtout pour le milieu de l'émigration. Nous avons essayé dès le départ d'avoir des contacts avec la Pologne, mais c'était très difficile. En ce qui concerne le système politique en Europe de l'Est, je le voyais durer ainsi pendant très longtemps. J'estimais qu'il était possible d'avoir une influence sur le système depuis la Pologne même, de l'intérieur, et qu'il fallait essayer de le faire, qu'il fallait le tenter. À l'époque, cela semblait très ambitieux, mais, néanmoins, il y avait une incitation à le faire : le précédent de l'influence exercée de l'émigration sur un pays, c'était le *Kolokol* (*La Cloche*), d'Alexandre Herzen [revue de l'émigration russe, publiée depuis 1857].

Barbara Torunczyk : *Votre manière de penser ces choses devait être isolée dans l'émigration. L'opinion dominante était, soit que la guerre éclaterait d'un jour à l'autre, soit que le communisme durerait très longtemps et que l'on ne pouvait pas avoir d'influence sur la Pologne, puisque, par sa nature même, le communisme n'était pas influençable...*

Jerzy Giedroyc : Il y a eu deux étapes. Au début, les émigrés croyaient que la guerre éclaterait d'un jour à l'autre, et que ça n'avait pas de sens de vouloir faire quoi que ce soit, que ça ne valait pas la peine d'avoir des plans à long terme. Le meilleur exemple, si l'on peut dire, de cette attitude de l'émigration et de ses institutions est la fondation de *Dziennik Polski* (*Le Quotidien polo-*

nais), prévu pour durer dix ans, je crois, après quoi il devait se transformer en Fondation Jurzykowski. On estimait que ce terme de dix ans était déjà extravagant, et qu'au bout de dix ans l'émigration n'existerait plus, qu'il n'y en aurait plus besoin. Ce n'est que plus tard qu'est apparue l'attitude de rupture de tout contact avec la Pologne, considérant que toute coopération avec la Pologne, dans le domaine de la culture, était une sorte de trahison. Il y a eu, par exemple, des résolutions de l'Union des gens de lettres en exil, disant qu'il ne fallait pas collaborer avec les écrivains de Pologne, ni imprimer ou publier en exil des écrivains de Pologne. Ce fut une rupture très nette, et notre premier conflit avec eux. C'était encore le cas vers 1948-1949.

Ce fut le conflit le plus important, même si par la suite ils ont été très nombreux. Il y eut aussi ce différend très sérieux sur l'affaire de Lwow (Lvov) et de Wilno (Vilnius). Nous nous sommes exprimés très clairement : que cela nous plaise ou pas, Wilno était lituanienne et Lwow ukrainienne, nous devions l'accepter tout simplement afin de normaliser nos relations avec ces nations. Ce problème était alors pour nous tout à fait primordial. Sans parler du point de vue purement réaliste.

J'ai pu d'ailleurs l'observer moi-même. Je suis originaire de Minsk, en Lituanie. Minsk était, pour moi, une sorte de « patrie la plus proche ». Mais il est difficile de militer pour le retour de Minsk à la Pologne. Ce n'est plus qu'une question de sentiment. Nous ne pouvons plus songer – une fois que les relations avec la Lituanie et l'Ukraine auront été réglées – qu'à y établir une sorte d'autonomie culturelle, à y maintenir des traditions polonaises, à faire valoir que ces quelques centaines d'années ont tout de même constitué l'histoire commune de ces peuples avec la Pologne. C'est tout ce que nous pouvons faire.

Barbara Torunczyk : *Il y a donc eu des divergences importantes entre vous et les autres émigrés, entre vous et la Pologne. Vous deviez vous sentir seul...*

Jerzy Giedroyć : Très seul.

Barbara Torunczyk : *Et qui, parmi vos proches, partageait à cette époque vos idées politiques? Comment s'est formée l'équipe de la rédaction, quel sort ont connu ces gens, comment sont-ils arrivés jusqu'à vous?*

Jerzy Giedroyć : C'est un groupe qui s'est constitué pendant la guerre, nous avons travaillé ensemble dans l'armée. J'y dirigeais la presse et les éditions du II^e Corps de l'armée. J'y travaillais avec Zofia Hertz. Juliusz Mieroszewski travaillait dans *Parada* (La Parade), une revue illustrée, éditée en polonais par les Anglais. Mieroszewski y était éditorialiste. C'était une revue purement factuelle, publiée en plusieurs langues et destinée aux soldats. J'avais rencontré furtivement Jozef Czapski en Pologne, dans une société très amusante. C'était une sorte de cercle, appelé « Maison », à Kolomya, où Dimitri Philosophov [intellectuel russe en exil en Pologne entre les deux guerres; le nom du cercle est inspiré d'un poème de Pouchkine] organisait des soirées littéraires. C'était une société mixte, surtout russo-polonaise. C'est là que j'avais rencontré Czapski, mais ce fut vraiment fugitif. Il était, tout comme moi, fasciné par la littérature russe.

Nous aimions bien Philosophov. Il y avait également quelques personnes de *Verbum* [revue culturelle et littéraire liée aux milieux catholiques ouverts], et il y avait des Russes. À l'époque, mes contacts avec Czapski étaient très ténus. En réalité, nous nous sommes vraiment retrouvés dans l'armée. Soudainement, Czapski m'a découvert – j'étais alors dans les chasseurs –, et il m'a fait venir, non sans mal, à la propagande. Avec une certaine réticence de ma part, car je n'en avais pas vraiment envie. Du point de vue militaire, j'étais une brebis galeuse. Mais, même si l'armée n'était pas ma vocation, je me souviens de cette période avec beaucoup de plaisir. En fait, mes plus belles vacances, c'était Tobrouk : la mer, le sable, le soleil, c'était très agréable. Et je me sentais très bien dans ce rôle de chasseur...

Barbara Torunczyk : *Zygmunt Hertz faisait lui aussi partie de vos proches.*

Jerzy Giedroyć : Oui, oui, tout le temps.

Barbara Torunczyk : *Depuis 1943, n'est-ce pas ?*

Jerzy Giedroyć : Non, car il était alors au front, il était dans un régiment, tandis que sa femme, Zofia, travaillait avec moi à la propagande. Il nous a réellement rejoints au début de la démobilisation. Il n'est pas parti avec l'armée en Angleterre et il est resté avec nous. Notre collaboration date donc de 1946. Bien sûr, nous nous connaissions déjà avant, mais il était au régiment d'artillerie, et nos contacts se limitaient à ses visites à Zofia, quand il pouvait venir, surtout les week-ends.

Barbara Torunczyk : *Zygmunt Hertz n'écrivait pas; il devait donc jouer à Kultura un rôle assez particulier ?*

Jerzy Giedroyć : Oui, c'était surtout tout le côté administratif. *Kultura* lui doit énormément. Nous débutions dans des conditions très difficiles. Nous n'avions pas du tout d'argent, seulement beaucoup de zèle. Personne ne voulait nous aider, car tout le monde s'attendait à une nouvelle guerre et trouvait que ce n'était pas la peine de faire des plans à long terme...

Barbara Torunczyk : *Qu'est-ce qui vous a décidé à venir à Paris ?*

Jerzy Giedroyć : La France était le plus commode pour nous. C'est que, tout simplement, la France est bien située géographiquement, autant pour maintenir un contact avec la Pologne qu'avec les milieux de l'émigration. L'Italie est quand même plus à l'écart.

Barbara Torunczyk : *Cela résultait donc davantage d'une appréciation politique que d'éventuels sentiments francophiles d'attachement à la culture ou à la langue française ?*

Jerzy Giedroyć : Non, non, non, aucun sentiment francophile. D'ailleurs, au moment de notre transfert en France, la situation de ce pays était très difficile. Il y avait une énorme vague de grèves communistes, le KGB se déchaînait. Car,

à l'époque, le KGB agissait tout à fait officiellement, il enlevait des gens en plein jour. Vue sous cet angle, la situation y était très désagréable...

En France, nous n'avions qu'un seul contact vraiment amical, c'était Malraux, à qui nous devons beaucoup. C'est grâce à lui que nous n'avons jamais eu de problème avec l'Administration française. Et quand il fut question d'acheter cette maison... Je suis un immigré, j'ai les papiers d'un étranger. Cela rend la vie à l'Ouest bien difficile. À l'époque, par exemple, il était impossible qu'une personne n'ayant pas la nationalité française puisse acheter une maison en France. De même, quand nous avons constitué l'Institut littéraire sous la forme d'une SARL – là aussi il nous fallait un citoyen français. Pendant quelque temps, nous avons même eu un gérant français. Il était d'usage de louer les services d'un Français qui signait les documents et faisait office de gérant. C'est précisément grâce à l'aide de Malraux que j'ai été le premier immigré à devenir le directeur et le propriétaire d'une entreprise française. Car l'Institut littéraire fonctionne d'après la loi française, c'est une SARL. Ainsi nos relations avec Malraux nous ont beaucoup servi.

Barbara Torunczyk : *Et comment avez-vous rencontré André Malraux ?*

Jerzy Giedroyć : Très simplement : c'était un ami de Czapski depuis les années 1930. Aussi *Kultura* a-t-elle eu des relations très amicales avec lui, grâce à quoi nous étions tranquilles. Grâce à Malraux et à de Gaulle lui-même. C'est aussi grâce à Czapski que nous étions en contact avec de Gaulle. Czapski avait fait la connaissance de De Gaulle par Malraux. À l'époque de la « traversée du désert », il s'est avéré que de Gaulle se passionnait terriblement pour Pilsudski. Au point d'utiliser le même vocabulaire, il disait par exemple « mon troisième pont », « mon Sulejowek » : il se passionnait pour tout ce qui avait trait à Pilsudski. Il ne connaissait pas le polonais, bien entendu, mais il connaissait l'allemand. Il y a eu avant la guerre une édition allemande en deux volumes des discours et des écrits de Pilsudski. Et j'ai réussi à la trouver par hasard dans une librairie en Allemagne. De Gaulle en a été heureux, comme un enfant.

Pilsudski a eu une influence capitale sur de Gaulle. Par exemple, la Constitution française est inspirée par celle de Pilsudski. Plus tard, quand de Gaulle est arrivé au pouvoir, il a dit qu'il recevrait toujours trois Polonais : Czapski, le général Anders et l'ambassadeur Morawski. Il a rencontré Morawski à Alger, à la fin de la guerre ; Morawski y était alors ambassadeur. M. Anders aussi, il le connaissait depuis la guerre, et il avait beaucoup d'affection pour lui. D'ailleurs, entre nous, Anders n'a jamais su en tirer profit, en dehors de quelques visites de courtoisie. Ni Anders ni Morawski n'ont su en profiter.

Barbara Torunczyk : *Est-ce que de Gaulle a eu des gestes en faveur de Kultura ?*

Jerzy Giedroyć : Oui, à deux reprises. Un jour, pendant sa visite en France, Cyrankiewicz a insisté auprès de De Gaulle sur le rôle nocif de *Kultura* pour les relations franco-polonaises. De Gaulle a pris tout cela de haut. Puis, une deuxième fois, lorsque de Gaulle est venu en Pologne, Cyrankiewicz et Gomulka sont revenus à la charge. Et, de nouveau, ils se sont vus rejeter cette demande très froidement. Nous en avons été informés tout de suite. Nous avons alors appris, un, que ces interventions avaient eu lieu, et, deux, que nous n'avions rien à craindre.

Barbara Torunczyk : *Et quand de Gaulle a-t-il découvert Pilsudski ?*

Jerzy Giedroyć : En 1920. Il était officier dans la mission Weygand. Toute cette campagne bolchevique, cette guerre polono-russe devait le fasciner, en tant que militaire. Cela explique son intérêt, sa fascination même, pour Pilsudski.

Barbara Torunczyk : *La personnalité de Pilsudski a dû peser fortement sur la vie politique polonaise. Vous aussi, vous deviez avoir une attitude particulière à son égard.*

Jerzy Giedroyć : Absolument. Il m'est difficile de me classer politiquement, mais je dois dire que je me trouvais toujours à la marge du camp de Pilsudski. En grande opposition non par rapport à Pilsudski mais à ses épigones. L'idée de la fédération de Pilsudski a sans aucun doute été très féconde pour moi.

Néanmoins, ce que j'apprécie le plus chez lui, c'est son réalisme politique. C'est lui qui a trouvé la solution unique pour les Polonais. Sa politique était très réaliste, sous ses apparences romantiques. C'est très typique de Pilsudski qui était un calculateur très froid mais qui savait en même temps tout revêtir d'un habit romantique. Pour moi donc, Pilsudski c'est surtout la légende : mener la politique nationale dans un premier temps, puis veiller – jusqu'à l'exagération – à l'indépendance et à la souveraineté de la Pologne.

Barbara Torunczyk : *Quels sont les autres aspects de sa politique que vous appréciez ?*

Jerzy Giedroyć : La pression qu'il exerçait sur l'armée. C'est bien lui qui a su reconstruire l'armée et son image en Pologne. Tout comme le fait qu'il n'était lié à aucun groupe politique ou social. Il était au PPS [Parti socialiste polonais] lorsque c'était commode pour lui, pour l'organisation de l'activité en vue de l'indépendance. Mais il n'avait aucune réticence à discuter avec les conservateurs, ce qui choquait l'opinion publique, notamment l'intelligentsia de gauche. Pilsudski estimait que, quand on réalise sa ligne politique, tout ceci est sans importance.

Barbara Torunczyk : *Et que pourriez-vous dire de vous-même ? Qu'avez-vous emprunté à Pilsudski, en ce qui concerne la pensée politique ?*

Jerzy Giedroyć : Justement, tout d'abord ce que nous appelons le réalisme politique, je crois.

Barbara Torunczyk : *Ce qui frappe aussi, c'est la ressemblance entre les principes de pensée politique – le principe de l'intuitionnisme. Je pense que Pilsudski possédait une intuition politique extraordinaire...*

Jerzy Giedroyć : C'est difficile à comparer (rire). Mais, comme principe, oui, sans aucun doute. Dans tout travail – politique, journalistique, tout ce que vous voudrez –, l'intuition joue un très grand rôle. Mais c'est assez dangereux, car il ne faut pas s'y fier exclusivement. Elle doit reposer sur des bases solides. Sans

cela, ce ne sont que des velléités, comme disait Wankowicz : « *On prend ses rêves pour des réalités.* » C'est un grand danger, surtout pour un Polonais.

Barbara Torunczyk : *Pour en revenir à Kultura, est-ce que vous connaissiez Juliusz Mieroszewski avant la guerre ?*

Jerzy Giedroyć : Non. J'ai fait sa connaissance pendant la guerre. Cela dit, je savais avant la guerre qui il était.

Barbara Torunczyk : *Et que faisait-il avant la guerre ?*

Jerzy Giedroyć : Il travaillait à *IKC (Le Courrier quotidien illustré)*. Il y écrivait des commentaires littéraires et sociaux, jamais politiques. En fait, son éveil politique, son intérêt pour la politique, a commencé seulement dans l'armée.

Barbara Torunczyk : *Avait-il la même vision des choses que vous, dès cette époque ?*

Jerzy Giedroyć : Presque. Tout travail en commun exige un certain rodage. Et nos rapports étaient toujours assez étranges. Parce que Mieroszewski... Moi-même, je ne suis pas d'un contact facile avec les gens. Il ne m'est pas facile de m'accorder avec un autre. Mais Mieroszewski battait tous les records. Mieroszewski n'est jamais venu à Maisons-Laffitte. Jamais. Il ne quittait jamais le quartier qu'il habitait à Londres, Chiswick. Il était très ami avec Pawel Zaremba, cet historien maintenant décédé. Zaremba habitait à Londres, à quelque 200 mètres de chez lui. Et ils s'appréciaient beaucoup l'un et l'autre. Or ils ne se rencontraient que lorsque je venais à Londres. J'y venais une ou deux fois par an. Et alors ils se parlaient avec un grand plaisir. Mais il était impossible de faire sortir Mieroszewski de Londres. C'était le solitaire type. Il avait une femme à laquelle il était très attaché. Et cette petite maisonnée lui suffisait : sa femme, les journaux, la radio. Et son chien...

Nous avons publié sa biographie. Curieusement, il est né la même année que moi, en 1906. Avant la guerre, il a terminé ses études de droit et d'économie à

l'université Jagellonne. C'était le type même du solitaire exceptionnel. Il est tombé malade, il perdait la vue ; aussi pendant ses quelques dernières années, malade du cancer, il ne vivait que par la radio. Sa femme lui faisait la lecture, mais elle travaillait dans un bureau, et elle ne pouvait lui lire que le soir. Heureusement, il connaissait plusieurs langues, il avait un bon poste de radio, ça lui remplaçait les journaux. Il avait un dictaphone, avec lequel il dictait ou prenait des notes, puis Inka les transcrivait.

Barbara Torunczyk : *Et de quand date votre collaboration ?*

Jerzy Giedroyć : De 1949.

Barbara Torunczyk : *Est-ce que vous aviez des divergences d'opinion sur les problèmes importants, pendant les crises en Pologne, par exemple ?*

Jerzy Giedroyć : C'est très difficile à dire. Voyez-vous, c'est encore quelque chose qui nous était très spécifique. Je crois que nous échangeons quelque cinq lettres par semaine, six peut-être. Nous étions en dialogue incessant et très animé, en concertation permanente, à travers toutes ces lettres. Ma correspondance avec Mieroszewski remplit plusieurs classeurs. Cela me convenait d'ailleurs : je préfère écrire des lettres plutôt que de parler, c'est toujours plus concret. Il y eut donc un long rodage, de très nombreuses différences d'opinion. Mais, s'agissant des choses essentielles qu'étaient pour moi le problème du nationalisme, celui de la Russie, etc., nous étions parfaitement d'accord. Là, dès le départ, il n'y a pas eu de divergences.

Barbara Torunczyk : *Sur la conception évolutionniste également, et sur le fait d'avoir misé sur la Pologne de l'intérieur. Cette hypothèse que le changement commencerait dans le pays, que c'est là-dessus qu'il fallait compter...*

Jerzy Giedroyć : Oui, oui. Il se représentait les choses comme moi, à savoir que les programmes et la politique ne sont pas des choses sacrées, qu'il faut s'adapter au jour le jour aux changements dans la politique mondiale. Et c'est pour cela que l'on nous reprochait de changer tout le temps d'avis... C'est parce que

la situation changeait. Nous avons soutenu, par exemple, la conception de neutralisation de l'Europe de l'Est, cela nous semblait être une solution. Ce fut un sujet de discussion pendant un certain temps. Nous sommes allés très loin dans notre soutien à Gomulka. Bon, pas aussi loin qu'une partie de l'émigration ou que *Radio Free Europe*, mais, dès l'interdiction de *Po Prostu* (*Tout simplement*), nous avons rompu. Ce fut très brutal, c'en était amusant, car nous étions très courtisés par le professeur Schaff, qui venait ici, qui nous rencontrait et qui nous faisait les yeux doux. Et lorsque, pour ainsi dire, nous avons retiré notre confiance [à Gomulka], Schaff est venu nous voir et nous a dit très officiellement : «*Est-ce que vous allez collaborer avec nous? Sinon, on va faire paraître...*» et il a sorti des feuilles d'épreuves de *Nowa Kultura* (*Nouvelle Culture*, un hebdomadaire de Varsovie) et d'une autre revue encore. «*Jetez-y un coup d'œil. Si vous maintenez votre position, ces articles vont paraître.*» C'était clairement du chantage. Évidemment, les articles ont paru.

Barbara Torunczyk : *Ce qui vous liait avec Mieroszewski, c'étaient les principes de réalisme et de souplesse tactique en politique. Mais quels étaient les principes que vous avez toujours maintenus?*

Jerzy Giedroyć : Je me suis toujours préoccupé, et pas seulement dans *Kultura*, je crois, de la problématique nationale, du nationalisme et du rapport à l'Union soviétique. Pour moi, le problème de la normalisation des relations avec la Russie a toujours compté plus que tout autre, indépendamment de la lutte contre le système soviétique. Le danger russe est énorme pour nous. C'est pourquoi, si je m'occupe du problème national, ce n'est pas seulement pour des raisons, disons, humanitaires ou de défense des droits de l'homme. Mais la question majeure est, pour moi, celle de la création d'un État ukrainien indépendant – pour qu'il existe un État-tampon entre nous et la Russie. L'Ukraine compte 40 millions d'habitants, sa population est plus nombreuse que la nôtre. Et pour nous, c'est une chose absolument essentielle. Il n'est pas question d'une fédération; je la vois mal et puis elle est inutile; il y a eu trop de sang versé pour parler aujourd'hui d'une fédération polono-ukrainienne, et cette approche rend les Ukrainiens furieux. Mais l'existence d'un État ukrainien nous fournirait une marge de manœuvre. Nous pourrions alors avoir un allié dans une

action antirusse. En outre, nous pourrions aussi avoir un allié russe dans une action contre un État ukrainien. Cela donne une possibilité de manœuvrer. Et c'est une question de vie ou de mort pour l'État polonais.

Barbara Torunczyk : *En tenant compte exclusivement de la période de l'après-guerre, de cette nouvelle situation géopolitique, vous êtes partisan de cette conception depuis, déjà, trente-trois ans. Considérez-vous qu'au bout de ces années, cette conception est devenue plus ou moins réaliste?*

Jerzy Giedroyć : J'estime qu'elle est de plus en plus réaliste. Regardez comme ont déjà changé les relations entre les Polonais et les Ukrainiens. C'est un changement énorme, aussi bien parmi les émigrés. Au début, toute sorte d'accord ou de dialogue était très difficile; aujourd'hui, ces discussions se déroulent dans une excellente ambiance. Il y a de très nombreux colloques, comme, récemment, au Canada, ou la rencontre scientifique polono-ukrainienne à Munich. Et cette coopération se déroule également très bien avec l'Ukraine soviétique.

En son temps, nous avons publié un ouvrage en ukrainien, sous la direction de Youri Lavrinienko, *La Renaissance fusillée*. C'était une anthologie de poètes fusillés sous Staline. Ce fut une sorte de révélation, car il y avait un bon nombre de textes complètement inconnus des Ukrainiens, tant la destruction opérée par les Soviétiques avait été massive. Cette anthologie, je le dis sans aucune mégalomanie, est devenue la base de la renaissance ukrainienne et de sa littérature. De là sont venus les *chestdziesiatniki* («ceux des années 1960», un milieu dissident d'artistes et de défenseurs des droits de l'homme en Ukraine). Car les 100 ou 200 exemplaires qui y ont circulé ont joué un rôle très important.

Barbara Torunczyk : *Mais que sont devenus ces milieux aujourd'hui? On estime en Pologne qu'au cours des années 1970, en Russie, et aussi en Ukraine, les mouvements dissidents ont été systématiquement brisés.*

Jerzy Giedroyć : Et même brisés à très grande échelle. Mais ce mouvement demeure très puissant en Ukraine. Il est beaucoup plus puissant qu'en Russie. Il concerne les petits cercles d'intellectuels, mais il est également très enraciné

dans les milieux universitaires et, avant tout, dans la population. Ce n'est pas tellement joli, car, très souvent, ce mouvement revêt un caractère nazi. Pratiquement, ce qui est perceptible pour les gens, c'est d'«*exterminer les communistes et les Russes*», ce genre d'attitude. Néanmoins, si vous prenez Kiev ou Kharkov, aujourd'hui, vous y constatez non seulement un intérêt très fort pour la Pologne, mais aussi une très grande sympathie. Ce phénomène est d'ailleurs tout à fait sous-estimé en Pologne par les intellectuels polonais. Ils n'essayent même pas de nouer des contacts. Je sais que ce n'est pas facile, mais cette affaire n'est pas prise au sérieux.

Barbara Torunczyk : *Il est visible, à travers votre activité, que vous croyez toujours à la possibilité de régler ce problème. Ce qui veut dire que vous prévoyez la possibilité de changements très importants, n'est-ce pas ?*

Jerzy Giedroyc : Il me semble qu'ils sont inéluctables. L'Union soviétique est au bord de l'effondrement; pour moi, cela ne souffre pas le moindre doute. Cela résulte surtout de la force croissante des nationalismes dans l'ensemble des républiques soviétiques. Ce mouvement est impossible à maîtriser. Et puis il y a un phénomène qui ne semble pas être apprécié à sa juste valeur : on voit surgir des Russes qui acceptent la séparation d'avec l'Ukraine ou l'autonomie des républiques.

Vous ne vous rendez même pas compte à quel point c'est important. Lorsqu'il y eut l'accord de Pilsudski avec Savinkov, et que ce dernier accepta l'indépendance de l'Ukraine, il cessa aussitôt d'exister pour les émigrés russes [Boris Savinkov, militant du parti social-révolutionnaire russe, se battait contre les Bolcheviks en 1918-1919, puis en exil. Attiré par la ruse en URSS, il y est mort en prison]. Un autre exemple : il y avait une revue russe très intéressante, *Za Svobodou* (*Pour la Liberté*), éditée en Pologne par Philosophov, qui avait été un collaborateur proche de Savinkov. Elle parut jusqu'à la guerre. C'est une revue que vous ne trouverez nulle part, même pas à la bibliothèque du Congrès, tellement elle fut boycottée par l'émigration russe. Elle n'était lue que par les émigrés russes en Pologne, parce qu'elle était très bonne, très intéressante et qu'il n'y en avait pas d'autre.

Et maintenant, vous avez toute une série de militants, depuis M. Soljenitsyne jusqu'à M. Maximov, qui acceptent l'idée d'une Ukraine indépendante. Cela n'éveille plus de réactions aussi orageuses qu'en 1920 ou 1930. C'est un immense pas en avant. Prenez le livre de M. Soljenitsyne, *Lettre aux dirigeants soviétiques*, il y dit clairement : «*Nous devons nous limiter à la Russie centrale et à la Sibérie.*» Il essaie même d'expliquer : «*Car nous y avons tué en fait tout le monde, il n'y a plus personne là-bas, nous sommes restés seuls, nous, les Russes.*» Je vous le cite très approximativement, mais c'est un écrivain qui a une résonance incroyable en Union soviétique. Et c'est pourquoi j'apprécie beaucoup ce livre.

Il a été beaucoup attaqué, entre autres par des Polonais, car la conception de M. Soljenitsyne consiste en pratique à maintenir le système actuel, en remplaçant seulement le marxisme par une sorte de nationalisme et par la religion orthodoxe. Or cela ne nous concerne pas. C'est purement une affaire interne russe, nous ne sommes pas là pour donner aux Russes des conseils sur la manière de se gouverner. Ce qu'il y a d'important pour moi, c'est que M. Soljenitsyne accepte l'indépendance de l'Ukraine, des peuples du Caucase, des républiques asiatiques... Cela est actuellement accepté par une frange importante de l'intelligentsia. C'est quand même une chose qui autorise un certain optimisme.

Barbara Torunczyk : *En dehors de la question des nationalités, un autre leitmotiv politique revient régulièrement dans Kultura : la thèse ou plutôt la conviction que le système de pouvoir en Pologne peut subir des changements et que ces changements vont être conduits par la population, et non par l'émigration ou les gouvernements occidentaux ; l'idée aussi que, si ces changements se produisent, ils seront conduits par les ouvriers. C'est une attitude qui était très isolée. Pourriez-vous me dire ce qui vous a amené à considérer de cette manière la situation en Pologne ?*

Jerzy Giedroyc : Oui, j'étais le seul à voir les choses ainsi, même Kisielewski l'admet... Beaucoup de gens pensaient que c'était, chez moi, une sorte de hobby, voire de manie. Personne n'y croyait. Et pourtant, ça a marché. Il faut lire l'histoire... Parce que la situation en Pologne, sans pousser l'analogie trop

loin, était semblable à celle de 1905. Vous aviez cette masse humaine, ces ouvriers que le sort de la Pologne laissait tout à fait indifférents. Ce qui les intéressait, c'était de ne pas travailler dix mais neuf heures et d'obtenir de meilleures conditions de travail. Le génie de Pilsudski a consisté en ce qu'il comprit que les idées indépendantistes ne fonctionneraient pas dans ces milieux populaires, qu'il fallait leur proposer des mots d'ordre sociaux et y accrocher seulement par la suite un fanion blanc et rouge. Et c'était une tactique juste, nous l'avons bien vu.

Il en a été de même dans la Pologne communiste. L'ancienne couche ouvrière a disparu; une nouvelle masse humaine est arrivée, car la classe ouvrière était informe; elle n'avait, pour ainsi dire, aucune conscience de classe. Cela a commencé à prendre forme à partir de la problématique sociale, celle qui touche à l'existence. Et sur ce fond, la problématique politique n'est venue se greffer que plus tard. Il ne fallait donc pas être d'une grande intelligence pour le comprendre. Malheureusement, l'intelligentsia polonaise, pendant longtemps, ne l'a pas compris.

Barbara Torunczyk : *N'avez-vous pas été quand même surpris par les événements d'août 1980?*

Jerzy Giedroyc : Je vous mentirais en disant qu'ils ne m'ont pas surpris. Je ne m'attendais pas à ce que cela arrive si rapidement. Ce qui m'a surpris, c'est le rythme et la portée de ces événements. Mais qu'il fallait en arriver là, cela ne faisait pour moi aucun doute.

Barbara Torunczyk : *De nombreuses initiatives éditoriales se développent maintenant en Pologne, et beaucoup de personnes commencent à s'intéresser au fonctionnement de *Kultura*...*

Jerzy Giedroyc : *Kultura* et l'Institut littéraire ne peuvent pas servir de modèle. Ils ne peuvent pas constituer un précédent. La revue ne peut pas être imitée. *Kultura* est une chose très particulière qui ne peut pas être reproduite. C'est une sorte d'ordre religieux. Quatre ou cinq personnes se sont en quelque sorte sacrifiées. En un sens, cette aventure fut une continuation de ce que nous faisions dans l'armée, en vivant sous les tentes. En fait, nous vivons toujours sous

ces mêmes tentes. On habite ici, à Maisons-Laffitte, on y travaille, on y passe nos journées avec tout ceci... Il faut s'y consacrer entièrement. C'est pratiquement un renoncement à la vie privée.

Barbara Torunczyk : *Vous êtes conscient de ce coût?*

Jerzy Giedroyc : Oh! Vous savez, on a tous et toujours le sentiment d'avoir gâché notre vie privée. Mais, même sans tenir compte de mon âge, je ne saurais pas vivre autrement.

Barbara Torunczyk : *Et si vous deviez tout refaire depuis le commencement, si nous étions, par exemple, en 1947, est-ce que vous vous comporteriez de la même manière?*

Jerzy Giedroyc : Je pense que oui. Mais c'est parce que cela résulte d'une certaine manie. Je suis un animal politique. Il en était de même, en un certain sens, avant la guerre, lorsque j'étais ma revue en plus de mon travail. Il se trouve que mes patrons ont toujours été des amis, mais il fallait quand même travailler. Je ne pouvais m'occuper de mes éditions qu'en dehors des heures de bureau. Et déjà, à cette époque, les choses étaient semblables, seulement à la place de Zofia Hertz, il y avait Maria Pradzynska. Vous savez, c'est un principe pour moi, ces choses-là ne sont faisables qu'avec une femme. En ce qui concerne les Polonais, on ne peut pas travailler avec les hommes, seulement avec les femmes. Je parle là d'un travail quotidien, très dur. J'apprécie peu les Polonais, j'apprécie beaucoup les Polonaises.

Barbara Torunczyk : *Vous avez réagi très vivement en disant que *Kultura* ne saurait être un modèle...*

Jerzy Giedroyc : Qui pourrait accepter cela? Qui? Il faut vraiment renoncer à tout. Ce n'est pas étonnant, les gens ne veulent pas renoncer à leur vie privée.

Barbara Torunczyk : *Ne croyez-vous pas pourtant que cette génération qui est très active en Pologne prendra le même genre de décisions? Ils sont capables de sacrifices.*

Jerzy Giedroyć : Mais encore faut-il persévérer dans ses décisions. Là, il s'agit de choses si joliment décrites par Milosz dans son souvenir sur Zygmunt Hertz – que c'est très beau en apparence, un groupe, un collectif, etc. Mais c'est tout simplement une histoire très difficile à vivre au quotidien.

Barbara Torunczyk : *Est-ce que vous ne pensez pas qu'une entreprise telle que Kultura, telle que l'Institut littéraire, pourrait être continuée dans l'avenir par d'autres ?*

Jerzy Giedroyć : Je ne l'imagine pas bien. C'est un problème qui me tourmente et que je ressens de manière très profonde. Chacun d'entre nous a le sentiment de son immortalité et ne réfléchit pas trop à ce qui va se passer après. Jusqu'à présent, je n'ai pas trouvé de solution à ce problème. Je ne vois pas qui pourrait continuer. En tout cas pas pour *Kultura*.

Barbara Torunczyk : *Et l'Institut littéraire ?*

Jerzy Giedroyć : Ce serait plus facile. Mais pas pour *Kultura*. Publier une revue, c'est comme être metteur en scène au théâtre. Cela exige un talent particulier. Prenons les articles de Mieroszewski, ce sont en un sens aussi mes articles. Car, à la base, il y eut d'innombrables lettres et discussions que Mieroszewski mettait en forme. Déjà, à l'époque de *Bunt Młodych*, je suis arrivé à la conclusion, que je considère toujours juste, que l'on ne peut pas être un bon rédacteur si l'on écrit soi-même. Il vaut toujours mieux inspirer quelqu'un, se concerter avec lui.

En plus, il y a la question de l'âge. Je pense qu'autrefois *Kultura* était meilleure qu'aujourd'hui. J'étais alors plus enthousiaste, plus dynamique. Je ressens très bien cette différence. Et c'est ça le plus important, même si les lecteurs ne sont pas de cet avis. Nous étions plus nombreux autrefois. Vous savez, j'ai tout un cimetière derrière moi : Stempowski-Hostowiec, Piotr Borkowski, Mieroszewski. C'est très difficile à remplacer – le milieu des journalistes et écrivains polonais est très peu nombreux. Surtout en exil. Les milieux de l'émigration sont devenus terriblement stériles. Cela crée des difficultés supplémentaires.

Liste des participants à la conférence Ifri – Ambassade de Pologne du 17 décembre 1999

Aliaksandr Antsipenka, docteur en philosophie, directeur du Kollegium de la Biélorussie, collaborateur à la revue *L'Héritage*.

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller pour la sécurité du président Jimmy Carter, membre du *Center for Strategic and International Studies* (CSIS), Washington DC.

Jacques Faure, directeur adjoint de la Coopération européenne au ministère français des Affaires étrangères.

Michel Foucher, conseiller auprès du ministre des Affaires étrangères français, chef du Centre d'analyse et de prévision.

Bronislaw Geremek, historien, ministre des Affaires étrangères de Pologne.

Jerzy Giedroyć, fondateur et directeur de *Kultura*.

Natalia Gorbaniewskaïa, journaliste, rédactrice à la *Pensée russe*.

Petr Janyska, ambassadeur de la République Tchèque.

Algis Kaleda, professeur à l'université de Vilnius, chef de la chaire de philologie polonaise.

Leszek Kolakowski, professeur de philosophie à l'université d'Oxford.

Jacques Le Goff, historien, ancien directeur d'études de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Adam Maldzis, président de l'Association internationale de Biélorussie, Minsk.

Stefan Meller, ambassadeur de Pologne en France.

Adam Michnik, historien, directeur du quotidien polonais *Gazeta Wyborcza*.

Czeslaw Milosz, poète, prix Nobel de littérature 1980, professeur émérite de littérature slave à l'université de Berkeley, San Francisco.

Georges Mink, directeur de recherches au CNRS, Laboratoire d'analyse des systèmes politiques.

Thierry de Montbrial, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, directeur de l'Institut français de relations internationales.

Jan Nowak-Jezioranski, historien et politologue, ancien directeur de la section polonaise de *Radio Free Europe*, codirecteur du Congrès de la Polonia aux États-Unis.

Bohdan Osadchouk, professeur émérite de l'université de Berlin, collaborateur à *Kultura*.

René Rémond, de l'Académie française, président de la Fondation nationale des sciences politiques.

Jacques Rupnik, directeur de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques.

Aleksander Smolar, professeur au CNRS, président de la Fondation Batory, Varsovie.

Stefan Tafrov, ambassadeur de Bulgarie en France.

Anita Tiraspolsky, maître de conférences à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), chercheur à l'Ifri.

Léopold Unger, journaliste au *Soir*, collaborateur à *Kultura*.

Index

- Afghanistan 30
Allemagne 34, 37, 42
Arabo-Persique, golfe 31
Auschwitz 101
Baguszewicz, Franciszek 56
Berlin 15, 26, 34, 41, 42, 98, 126
Biélorussie 6, 19, 44, 53, 55, 57, 58, 66, 89, 90, 91, 93, 101, 125
Brandt, Willy 11
Briand, Aristide 14
Bulgarie 47, 48, 49, 75, 126
Bush, George 41, 42
Catherine II 55, 57
Chaplin, Charles 105
Chine 31, 35, 36
Corée du Nord 38
Corée du Sud 30, 31
Cracovie 26, 60, 83
Czapski, Jozef 51, 99, 107, 111, 113, 114
Dimitrova, Blaga 49
Dostoïevski, Fédor 104, 106
Espagne 11, 26
États-Unis 14, 29, 30, 31, 32, 33, 36, 39, 41, 67, 74, 126
Eurasie 29, 30, 31
Europe 2, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 23, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 38, 59, 63, 64, 67, 69, 70, 71, 73, 81, 83, 85, 89, 90, 91, 92, 93, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 103, 104, 105, 109, 118, 126
Europe centrale et orientale 9, 10, 11, 15, 17, 29, 41, 42, 55, 58, 59, 65, 75, 77, 84, 85, 92, 95, 96, 97
France 2, 7, 11, 16, 17, 18, 23, 51, 74, 75, 95, 112, 113, 114, 125, 126
Franco, Francisco 11
Galicie 26, 27
Gaulle, Charles de 113, 114
Gdansk 48, 60
Gierek, Edward 59
Gombrowicz, Witold 66, 99
Gomulka, Wladyslaw 118
Gorbatchev, Mikhaïl 40, 42
Havel, Vaclav 74, 78
Helsinki 10
Herling-Grudzinski, Gustav 51, 84, 99, 108
Hérodote 12
Hertz, Zygmunt 51, 111, 112, 124
Hertz Zofia 123
Herzen, Alexandre 109
Hongrie 71, 77, 96
Inde 11
Internet 9, 25
Italie 18, 23, 26, 108, 112
Japon 30, 31, 104
Jarry, Alfred 103
Jean Paul II 60
Kalinowski, Kastus 56
Kamien Pomorski 26, 27
KGB 35, 113
Khrouchtchev, Nikita 91
Kohl, Helmut 42
Kosovo 32
Kolomya 111
Kwasniewski, Aleksander 34, 43, 84, 85
Lalande, André 10
Lavrinienko, Youri 119
Léger, Alexis 14
Lituanie 19, 20, 44, 66, 70, 75, 83, 84, 89, 90, 91, 101, 110
Loukachenko, Vladimir 57, 58
Luxembourg 33

Lvov 19, 27, 84, 85, 110
 Maastricht 14
 Macédoine 75
 Malraux, André 113
 Mandel, Robert 10
 Mandelstam, Ossip 105
 Masaryk, Tomas 74
 Maximov, Vladimir 52, 121
 Mazowiecki, Tadeusz 74
 Mickiewicz, Adam 49, 65, 92, 106
 Milosz, Czeslaw 18, 25, 42, 49, 66, 86, 99, 124
 Minsk 89, 110
 Mitterrand, Danièle 42
 Munich, accords de 24, 104
 Noire, mer 20
 Odessa 26
 ONU 24, 92
 OTAN 33
 Pilsudski, Jozef 28, 113, 114, 115, 120, 122
 Pologne 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 25, 27, 29,
 34, 37, 41-44, 47-49, 55, 59-67, 69-70, 73, 75,
 77, 79-86, 92-93, 95-97, 99-100, 104, 108-111,
 115, 117, 120-123
 Pomian, Grazyna 79, 100
 Portugal 11
 Pouchkine, Alexandre 52, 104, 106, 111
 POUP 59, 60
 Poutine, Vladimir 53
 Prague 41, 42, 73, 74, 93, 105
 Reagan, Ronald 41
Reich, III^e 26, 38
 République Tchèque 73, 96, 97, 98
 Riga, traité de 27, 91
 Roumanie 75
 Russie 9, 11, 19, 20, 30, 34-37, 40, 44, 52, 53,
 55, 57, 58, 62, 66, 67, 83-85, 89, 90, 101, 104-
 106, 117-119
 Salazar, Antonio 11
 Schröder, Gerhard 42
Solidarnosc 15, 25, 34, 42, 43, 48, 59, 61, 62,
 81, 83
 Soljenitsyne, Alexandre 121
 Staline 24, 119
 Strasbourg 33
 Szpotanski, Stanislaw 108
 Taiwan 30
 Tchétchénie 24, 53, 86
 Thatcher, Margaret, 42
 Tönnies, Ferdinand 14
 Turquie 10, 13
 Turowicz, Jerzy 60
 Ukraine 5, 19, 23, 24, 25, 26, 27, 44, 66, 67,
 70, 71, 83, 84, 89, 90, 101, 110, 118, 119, 120,
 121
 Union européenne 6, 10, 11, 13, 14, 32, 59,
 62, 63, 64, 97, 98
 URSS 7, 19, 24, 30, 42, 84, 91, 120
 Varsovie 11, 16, 48, 60, 61, 80, 82, 84, 93, 105,
 118, 126
 Vilnius 19, 48, 84, 85, 93, 110
 Wajda, Andrzej 47
 Walesa, Lech 42, 48, 66, 80
 Weber, Max 14
 Yalta, accords de 24, 66, 84, 104

ISBN 2-86592-103-4
 PRIX: 65,00 FF - 9,9 €

Mise en page et impression
bialec, nancy
 Dépôt légal n° 53479 - avril 2001

La revue *Kultura* fut créée en 1947 par Jerzy Giedroyć, qui en resta le directeur jusqu'à sa mort, survenue malheureusement en septembre 2000.

Pour tous les Polonais, mais aussi pour toutes les populations des anciens pays de l'Europe centrale et orientale, *Kultura* a incarné trois espérances : l'espérance dans la démocratie, l'espérance dans l'unification de l'Europe, et l'espérance dans le respect de valeurs humanistes dignes de ce nom.

Cet ouvrage rassemble les actes d'une conférence organisée, en décembre 1999, par l'Ifri et l'ambassade de Pologne en France. Le lecteur y trouvera les interventions passionnantes et, parfois, émouvantes d'éminentes personnalités réunies autour de Jerzy Giedroyć, Stefan Meller et Thierry de Montbrial : Aliaksandr Antsipenka, Zbigniew Brzezinski, Jacques Faure, Bronislaw Geremek, Natalia Gorbaniévskaja, Leszek Kolakowski, Jacques Le Goff, Adam Maldzis, Adam Michnik, Czeslaw Milosz, Georges Mink, Jan Nowak-Jezioranski, Bohdan Osadtchouk, René Rémond, Aleksander Smolar, Stefan Tafrov, Pavel Tigrid et Leopold Unger.

Ce livre est naturellement dédié à la mémoire de celui que certains appelaient le « Prince » de Maisons-Laffitte.

